

COI Focus

BURUNDI

Situation sécuritaire

3 juillet 2018 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes d'asile individuelles. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande d'asile. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual asylum applications. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the asylum application. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Principaux sigles utilisés	3
Introduction	5
1. Bref historique	7
2. État actuel du conflit	8
2.1. L'État-parti	8
2.2. Référendum de mai 2018.....	10
2.3. Communauté internationale	12
2.3.1. Médiation par la communauté internationale	12
2.3.2. Justice internationale	13
2.3.3. Relations bilatérales.....	14
3. Parties combattantes	15
3.1. Forces de sécurité.....	15
3.1.1. Forces de défense nationale (FDN)	16
3.1.2. Police nationale burundaise (PNB)	17
3.1.3. Service national des renseignements (SNR)	17
3.2. Imbonerakure	18
3.3. Groupes d'opposition armés	19
3.3.1. Forces populaires du Burundi (FPB)	20
3.3.2. Résistance pour un État de droit au Burundi Tabara (RED Tabara)	21
3.3.3. Forces nationales de libération (FNL) – Nzabampema.....	21
3.3.4. Recrutement et infiltration de rebelles burundais dans les pays voisins.....	22
3.3.5. Autres groupes armés	23
3.4. Opposition en exil	23
4. Typologie de la violence	24
4.1. Propagation de la violence et de la répression	24
4.2. Affrontements armés.....	25
4.3. Aspect ethnique du conflit et risque de génocide.....	26
4.4. Violations des droits de l'homme et impunité.....	27
4.4.1. Arrestations	27
4.4.2. Torture.....	29
4.4.3. Exécutions extrajudiciaires et disparitions forcées.....	29
4.4.4. Violences sexuelles	30
4.5. Crimes contre l'humanité	31
4.6. Criminalité	32
5. Cibles de la violence	32
5.1. Cibles civiles	34
5.2. Opposants et dissidents / représentants du pouvoir	35
5.3. Presse, société civile, église catholique	36
5.4. Ressortissants rwandais et autres étrangers.....	38
5.5. Tutsi	39
5.6. Burundais qui ont résidé dans des pays limitrophes.....	39
6. Répartition géographique	40
7. Déplacements de population	42
7.1. Réfugiés	42
7.2. Déplacement interne	45
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	46
8.1. Impact économique et humanitaire	46
8.2. Secteurs publics (santé, éducation).....	48
8.3. Vie quotidienne et liberté de mouvement.....	49
Résumé	51
Bibliographie	52

Principaux sigles utilisés

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AFP	Agence France-Presse
AI	Amnesty International
API	Appui pour la protection des institutions
APRODH	Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues
ARIB	Association de réflexion et d'information sur le Burundi
BAE	Brigade anti-émeutes
BBC	British Broadcasting Corporation
BGC	Bataillon génie des combats
BSR	Bureau spécial de recherche
BSPI	Brigade spéciale de protection des institutions
CNARED	Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et de l'État de droit au Burundi
CNDD-FDD	Congrès national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie
CPI	Cour pénale internationale
EAC	East-African Community / Communauté de l'Afrique de l'Est
EHAHRDP	East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project
FAB / ex-FAB	Forces armées burundaises / ex-Forces armées burundaises
FDLR	Forces démocratiques pour la libération du Rwanda
FDN	Forces de défense nationale
FIDH	Fédération internationale des ligues des droits de l'homme
FNL	Forces nationales de libération
FOCODE	Forum pour la conscience et le développement
FOREBU	Forces républicaines du Burundi
FRODEBU	Front pour la démocratie au Burundi
FRONABU Tabara	Front national burundais Tabara

GMIR	Groupement mobile d'intervention rapide
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
IRIN	Integrated Regional Information Networks
IRRI	International Refugee Rights Initiative
IBTimes	International Business Times
ISS	Institute for Security Studies
MONUSCO	Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
MSD	Mouvement pour la solidarité et la démocratie
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OIM	Organisation internationale pour les migrations
PNB	Police nationale burundaise
PSR	Police spéciale de recherche
RDC	République démocratique du Congo
RED Tabara	Résistance pour un État de droit au Burundi Tabara
RFI	Radio France internationale
RI	Refugees International
RPA	Radio publique africaine
RTNB	Radio-télévision nationale du Burundi
SNR	Service national des renseignements
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UPD Zigamibanga	Union pour la paix et le développement Zigamibanga
UPRONA	Union pour le progrès national
VOA	Voice of America / Voix de l'Amérique

Introduction

Ce COI Focus dresse un état des lieux de la situation sécuritaire au Burundi et des suites de la crise politique déclenchée en avril 2015 autour du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Ce document, qui est une mise à jour du COI Focus du 31 mars 2017¹, porte en particulier sur les développements qui ont eu lieu entre avril 2017 et le 10 juin 2018.

L'analyse se compose de huit parties. Le premier chapitre esquisse le cadre historique du paysage sociopolitique burundais ainsi que les racines de la crise politique et sécuritaire. Le deuxième chapitre décrit l'état actuel de cette crise. Les acteurs principaux du conflit sont passés en revue dans le troisième chapitre. Il s'agit d'une part des forces de sécurité et des jeunes militants du parti au pouvoir, les Imbonerakure, et d'autre part de l'opposition armée au troisième mandat et au régime en place ainsi que de l'opposition politique en exil. Ensuite, la nature des violences qui frappent la capitale Bujumbura et l'intérieur du pays est examinée dans la quatrième partie. Dans le cinquième chapitre, les cibles de la violence sont décrites, qu'elles soient civiles ou autres. La sixième partie dessine la répartition géographique des violences. La septième partie concerne les déplacements de population tant internes que vers les pays voisins. Enfin, le dernier chapitre décrit l'impact de la violence sur la vie quotidienne.

Suite à la tentative de coup d'État de mai 2015, plusieurs radios indépendantes locales ont été attaquées et fermées. Certaines organisations de la société civile ont entre-temps été suspendues. De nombreux journalistes et activistes ont pris la voie de l'exil ou subissent des menaces si bien que les informations indépendantes locales sont devenues rares, en particulier en ce qui concerne l'intérieur du pays². Le Cedoca s'est principalement renseigné sur le site du journal Iwacu qui, en novembre 2015, était le « dernier média indépendant à paraître au Burundi », d'après Reporters sans frontières (RSF)³. En revanche, la crise burundaise est couverte par des organisations non gouvernementales (ONG) internationales telles que Human Rights Watch (HRW), Amnesty International (AI) ou des groupes de réflexion comme International Crisis Group (ICG), ainsi que par les médias internationaux, notamment Radio France internationale (RFI) ou Jeune Afrique, même si l'intérêt de la presse internationale diminue. Enfin, les rapports et communiqués des institutions gouvernementales et intergouvernementales, comme des ministères des Affaires étrangères européens et américain ou les différents organes onusiens, constituent des sources supplémentaires.

Au vu de la quantité d'incidents et de violations, qu'il s'agisse d'opérations des forces de l'ordre ou des Imbonerakure, d'arrestations, d'assassinats ou d'attaques de groupes armés, le Cedoca ne livre pas un inventaire exhaustif des actes de violence recensés pendant la période couverte par ce COI Focus. Des inventaires détaillés des incidents sont fournis par les rapports mensuels de certaines associations burundaises, telles que la ligue Iteka⁴, l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH)⁵ ou SOS-Torture Burundi⁶ ainsi que par le centre universitaire britannique pour l'analyse des conflits Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Ce centre se base sur des sources de monitoring anonymes locales, c'est-à-dire des *crowdsourced data*, au lieu de sources plus conventionnelles telles que les médias⁷.

¹ Cedoca, 31/03/2017

² ISS (Allison S.), 17/01/2017, [url](#)

³ RSF, 16/11/2015, [url](#)

⁴ Iteka [site web], s.d., [url](#)

⁵ APRODH [site web], s.d., [url](#)

⁶ SOS-Torture Burundi [blog], s.d., [url](#)

⁷ ACLED, 02/06/2018, [url](#)

Les conditions de sécurité au Burundi font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place se produisent, le présent COI Focus sera mis à jour le plus rapidement possible.



Carte du Burundi⁸

⁸ United Nations Geospatial Information Section, 02/2016, [url](#)

1. Bref historique

En octobre 1993, une tentative de coup d'État par des éléments de l'armée majoritairement tutsi contre le gouvernement à majorité hutu démocratiquement élu est déjouée. Toutefois, le président Melchior Ndadaye et plusieurs de ses collaborateurs sont assassinés et les institutions démocratiques sont déstabilisées. Le putsch déclenche une guerre civile d'une dizaine d'années qui fait des centaines de milliers de morts. L'armée burundaise majoritairement tutsi y affronte plusieurs groupes rebelles hutu, dont les deux principaux étaient le Congrès national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD) et les Forces nationales de libération (FNL)⁹.

Suite à un nouveau coup d'État militaire qui reconduit au pouvoir l'ancien président Pierre Buyoya en 1996, la communauté internationale pousse l'armée à négocier une réforme. En juin 1998, les pourparlers s'ouvrent à Arusha. L'accord de paix d'Arusha signé en 2000 ainsi que la Constitution de 2005 prévoient une représentation garantie de Hutu et de Tutsi dans le gouvernement et l'assemblée de transition, dans l'armée et dans l'administration locale¹⁰. Selon Stef Vandeginste, expert constitutionnaliste de l'Université d'Anvers et auteur de plusieurs publications sur le Burundi, ce système a bien été suivi, y compris au niveau de l'armée. L'accord d'Arusha a ainsi mis en place un cadre politique et institutionnel largement respecté¹¹.

En novembre 2003, le CNDD-FDD et le gouvernement de transition signent un accord de cessez-le-feu, mettant ainsi un terme aux hostilités sur la plus grande partie du territoire burundais, à l'exception des poches contrôlées par les FNL. Les combattants du CNDD-FDD intègrent ensuite les forces de l'ordre, comme l'armée et la police, et le mouvement se transforme en parti politique¹².

Lors des premières élections de l'après-guerre en 2005, considérées largement comme libres et crédibles, le CNDD-FDD obtient la victoire. Suite à une élection indirecte, les députés et sénateurs élisent Pierre Nkurunziza comme président¹³.

En 2006, les FNL, dernier mouvement rebelle, signent un accord de cessez-le-feu et entament finalement la démobilisation en avril 2009 en vue de la participation aux élections de 2010¹⁴.

En 2010, dénonçant des fraudes lors des élections communales, la plupart des partis d'opposition boycottent les élections législatives et l'élection présidentielle, ce qui assure au CNDD-FDD une victoire écrasante et la mainmise sur toutes les institutions. Selon Stef Vandeginste, ces élections ont ainsi créé les conditions de la crise actuelle¹⁵.

D'après ICG, le second mandat de Nkurunziza « est caractérisé par une répression post-électorale, l'essor de la corruption, la réduction de l'espace politique et une dérive autoritaire »¹⁶.

En avril 2015, l'annonce de la candidature du président Nkurunziza pour un troisième mandat présidentiel déclenche une nouvelle crise. Les manifestations organisées par la société civile et l'opposition dans plusieurs quartiers de la capitale¹⁷ ainsi que dans certaines localités de l'intérieur

⁹ MO* (Berwouts K.), 15/09/2015, [url](#)

¹⁰ Berghof Foundation (Nindorera W.), 2012, p. 21, [url](#) ; ICG (Vircoulon T.), 07/07/2016, [url](#)

¹¹ Vandeginste S., 17/08/2015, p. 9, [url](#)

¹² ISS (Boshoff H.), 16/03/2004, pp. 1-2, [url](#) ; Berghof Foundation (Nindorera W.), 2012, pp. 21, 27, [url](#)

¹³ Vandeginste S., 17/08/2015, p. 2, [url](#)

¹⁴ ICG, 30/07/2009, p. 1, [url](#) ; IRIN, 21/04/2009, [url](#)

¹⁵ Vandeginste S., 17/08/2015, p. 2, [url](#)

¹⁶ ICG, 29/05/2015, [url](#)

¹⁷ Conseil de sécurité des Nations unies, 07/07/2015, pp. 2-3, [url](#) ; Vandeginste S., 17/08/2015, pp. 2-3, [url](#)

du pays¹⁸ sont réprimées par la police avec une force excessive qui fait de nombreux morts, selon plusieurs sources dont HRW¹⁹.

Le 13 mai 2015, une tentative de coup d'État échoue après deux jours d'affrontements entre putschistes et « loyalistes »²⁰. La nuit suivante, plusieurs radios privées indépendantes sont attaquées et fermées par des forces loyalistes²¹. Ces radios n'ayant toujours pas, au moment de la rédaction de ce rapport, l'autorisation de reprendre leurs activités de manière indépendante, certains journalistes continuent de couvrir l'actualité au sein de la plateforme anonyme SOS Médias Burundi ou depuis l'étranger²².

Les élections communales, législatives et le scrutin présidentiel de juin et de juillet 2015, boycottés par l'opposition²³, sont largement remportés par le CNDD-FDD et le président Nkurunziza²⁴.

Depuis juillet 2015, les manifestations s'essouffent face aux violentes opérations policières dans les quartiers contestataires²⁵. Par ailleurs, depuis 2016, des manifestations progouvernementales visant les organisations ou pays critiques à l'égard du régime, dont la Belgique, le Rwanda et les Nations unies, se multiplient à Bujumbura et à l'intérieur du pays²⁶.

Depuis 2015, le président élimine tous les « frondeurs », c'est-à-dire toute opposition dans les rangs de son parti²⁷. Ainsi, le régime se replie de plus en plus sur le noyau dur du parti au pouvoir, les « combattants du maquis », ce qui va de pair, selon ICG, avec le « retour des méthodes, de la mentalité et du discours de l'époque de la guerre »²⁸.

2. État actuel du conflit

2.1. L'État-parti

Selon ACLED, les violences prennent, dès la mi-2015, un caractère insurrectionnel, avec des groupes non identifiés attaquant la police mais aussi des civils²⁹. Des observateurs comme Thierry Vircoulon d'ICG ou André Guichaoua, sociologue et expert du Burundi, font état d'une « atmosphère dictatoriale »³⁰, de « terreur vis-à-vis de tous les 'ennemis' avérés et potentiels »³¹.

¹⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, 07/07/2015, pp. 2-3, [url](#) ; AI, 07/2015, pp. 13-14, [url](#)

¹⁹ HRW, 27/04/2015, [url](#) ; HRW, 29/05/2015, [url](#) ; AI, 07/2015, pp. 5, 22, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 72-74, [url](#)

²⁰ Iwacu (Kaburahe A., et al.), 26/05/2015, [url](#) ; L'Obs (Février R.), 16/05/2015, [url](#)

²¹ RSF, 14/05/2015, [url](#) ; AI, 07/2015, p. 21, [url](#) ; HRW, 15/05/2015, [url](#)

²² SOS Médias Burundi [Facebook profile], s.d., [url](#) ; SOS Médias Burundi [Twitter profile], s.d., [url](#) ; IFEX (Rolando C.), 11/03/2016, [url](#) ; RSF, 16/05/2018, [url](#)

²³ Jeune Afrique, AFP, 28/06/2015, [url](#) ; RFI, 29/06/2015, [url](#)

²⁴ Jeune Afrique (Kibangula T.), 08/07/2015, [url](#) ; Jeune Afrique, AFP, 24/07/2015, [url](#)

²⁵ HRW, 29/05/2015, [url](#) ; RFI, 05/06/2015, [url](#) ; ACLED (Wigmore-Shepherd D.), 10/07/2015, [url](#)

²⁶ Iwacu (Nduwayo A.), 06/06/2017, [url](#) ; Iwacu (Ndirubusa A.), 28/08/2017, [url](#) ; Iwacu (Nzimana R.), 16/09/2017, [url](#) ; Iwacu (Inarukundo A.), 30/09/2017, [url](#) ; Iwacu (Bankyankiye P. C.), 14/10/2017, [url](#) ; RFI, 29/10/2017, [url](#) ; Jeune Afrique, 22/04/2018, [url](#) ; Iwacu (Ndabashinze R.), 02/06/2018, [url](#)

²⁷ Vandeginste S., 17/08/2015, pp. 4-5, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 07/07/2015, p. 4, [url](#)

²⁸ ICG, 20/05/2016, p. 2, [url](#) ; Iwacu (Ngendakumana P.), 21/08/2016, [url](#) ; Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), 08/09/2016, [url](#) ; FIDH, Itaka, 11/2016, pp. 34-35, [url](#)

²⁹ ACLED (Wigmore-Shepherd D.), 10/07/2015, [url](#)

³⁰ ICG, 29/05/2015, [url](#) ; IPI Global Observatory (Vircoulon T.), 24/11/2015, [url](#)

³¹ AFP, 15/12/2015, [url](#)

Le 11 décembre 2015, suite à une attaque nocturne contre des camps militaires dans la capitale³², des dizaines de cadavres sont retrouvés dans les quartiers contestataires de Bujumbura. Des témoins accusent les forces de l'ordre d'exécutions extrajudiciaires³³.

En 2016, plusieurs sources notent une baisse manifeste de la violence³⁴ ainsi qu'une légère amélioration au niveau des droits de l'homme, même si des exécutions extrajudiciaires, disparitions, arrestations et tortures continuent³⁵. Plusieurs observateurs avertissent toutefois que l'accalmie est trompeuse³⁶. En septembre 2016, une enquête indépendante des Nations unies attribue la diminution de la violence visible à une répression « plus systématique et en augmentation » et, à la fois, de plus en plus discrète et dissimulée³⁷. Plusieurs sources dénoncent les violations graves commises principalement par les agents de l'État et le traitement impitoyable de « toute forme de dissidence [...] réelle ou imaginaire », dans une « culture de la paranoïa », de peur, de méfiance³⁸. D'après ICG, « le gouvernement semble avoir compris qu'il attire moins l'attention en limitant au maximum le nombre de victimes »³⁹. Entre-temps, le gouvernement soutient qu'en 2016, la paix et la sécurité règnent sur tout le territoire⁴⁰.

En novembre 2016, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et son partenaire, la ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, affirment que des crimes contre l'humanité sont en cours et qu'une « répression aux dynamiques génocidaires » se déploie, même si les Tutsi ne sont pas seuls à être ciblés⁴¹. D'autres observateurs mettent en garde contre une interprétation ethnique trop hâtive du conflit⁴². La commission d'enquête établie par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies afin d'investiguer les violations des droits de l'homme et d'identifier les auteurs, souligne dans son rapport de septembre 2017 ne pas avoir constaté l'existence d'une volonté politique génocidaire⁴³.

Selon cette commission d'enquête onusienne, les nombreuses violations des droits de l'homme s'expliquent entre autres par « une volonté des autorités de contrôler plus étroitement la population, notamment en cherchant à l'embrigader, souvent de force, au sein du parti au pouvoir »⁴⁴. Selon la FIDH et la ligue Iteka, le paysage politique se rétrécit autour du CNDD-FDD qui est devenu « un parti-État »⁴⁵.

Plusieurs sources voient se développer un culte de la personnalité autour du président, baptisé dorénavant « guide suprême éternel » ou « visionnaire de tous les temps » (*imboneza yamaha* en kirundi) par les cadres du CNDD-FDD⁴⁶. Il s'inspire de la religion et de la « mythologie historique » afin de justifier son maintien au pouvoir, selon ICG et le journal français La Croix, et a une vision

³² AFP (Ndikumana E., Vincenot A.), 11/12/2015, [url](#) ; RFI, 11/12/2015, [url](#)

³³ RFI, 12/12/2015, [url](#) ; RFI, 13/12/2015, [url](#)

³⁴ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 20/09/2016, pp. 1, 20-21, [url](#) ; HRW, 27/11/2016, [url](#) ; AI, 22/02/2017, [url](#) ; FIDH, 21/07/2016, [url](#)

³⁵ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 17/06/2016, pp. 4-5, [url](#) ; Iwacu (Madirisha E.), 18/06/2016, [url](#)

³⁶ VOA, 13/04/2016, [url](#) ; The Guardian (Ní Chongaille C.), 14/07/2016, [url](#)

³⁷ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 20/09/2016, pp. 1, 20-21, [url](#)

³⁸ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 20/09/2016, pp. 1, 30, [url](#) ; HRW (Tertsakian C.), 26/10/2016, [url](#) ; ICG (Boddaert M.), 19/10/2016, [url](#) ; FIDH, Iteka, 11/2016, p. 104, [url](#)

³⁹ ICG, 28/09/2016, pp. 17-18, [url](#) ; ICG, 13/03/2017, [url](#)

⁴⁰ Iwacu (Bigirimana C.), 25/12/2016, [url](#) ; Iwacu (Kwizera E.), 01/01/2017, [url](#)

⁴¹ FIDH, Iteka, 11/2016, p. 12, [url](#) ; FIDH, Iteka, 15/11/2016, [url](#)

⁴² Iwacu (Sikuyavuga L.), 24/03/2017, [url](#) ; Vandeginste S., 17/08/2015, pp. 10-11, [url](#) ; IPI Global Observatory (Vircoulon T.), 24/11/2015, [url](#)

⁴³ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 190, [url](#)

⁴⁴ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 161-162, 198, [url](#)

⁴⁵ FIDH, Iteka, 06/2017, pp. 11-12, [url](#)

⁴⁶ France 24 (Mas L.), 22/03/2018, [url](#) ; FIDH, Iteka, 06/2017, p. 6, [url](#)

messianique du pouvoir, d'après la FIDH et la ligue Iteka, se voyant comme un élu de Dieu⁴⁷. Thierry Vircoulon d'ICG parle d'une « dérive quasi-sectaire »⁴⁸ : le président bannit l'union libre et le concubinage, oblige les militants du CNDD-FDD à consacrer chaque jeudi à la prière et organise, dans la plus grande discrétion, des « séances de moralisation de la société burundaise »⁴⁹.

Le Burundi est « retourné 30 ans en arrière, à l'époque du parti unique, sans opposition et sans contre-pouvoir », écrivent en septembre 2017 deux analystes français. Selon ces analystes et d'autres observateurs, l'écart entre le régime et ses adversaires est tel que le recours à la violence semble pour certains opposants la seule voie vers un changement politique⁵⁰.

Début 2018, le secrétaire général des Nations unies note une « amélioration notable » de la sécurité « sur toute l'étendue du territoire », signalant l'absence d'affrontements militaires et le retour volontaire de réfugiés, mais se garde de conclure à une stabilité durable et souligne la continuation des violations des droits de l'homme⁵¹. En revanche, le président de la commission d'enquête onusienne déclare en mars 2018 que, depuis septembre 2017, « la situation politique, sécuritaire, économique, sociale et des droits de l'homme ne s'est pas améliorée au Burundi »⁵².

Fin février 2018, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, cite le Burundi (parmi la Syrie, la République démocratique du Congo (RDC), le Yémen, le Myanmar) comme l'un des « abattoirs d'êtres humains les plus proéminents des temps modernes »⁵³.

2.2. Référendum de mai 2018

Lors d'un référendum organisé le 17 mai 2018, la population est appelée à se prononcer sur un projet de révision de la Constitution⁵⁴ qui, entre autres, permettrait au président Nkurunziza de rester au pouvoir jusqu'en 2034. Plusieurs observateurs, dont le spécialiste constitutionnel Stef Vandeginste, affirment que les amendements constitutionnels concentreront plus de pouvoirs dans les mains du président et consolideront la domination politique du CNDD-FDD, diminuant ainsi le poids des quotas ethniques⁵⁵. Certaines organisations, dont la FIDH et la ligue Iteka, ainsi que l'opposition parlent du démantèlement ou de la « mise à mort » de l'accord d'Arusha⁵⁶.

Depuis l'annonce du référendum en décembre 2017, plusieurs organisations pour la défense des droits de l'homme ont fait état d'une « recrudescence des violations » commises par les autorités locales, les forces de l'ordre et les Imbonerakure à l'égard de personnes perçues comme opposées au référendum et à la modification de la loi fondamentale, souvent des militants des FNL. Il s'agit de passages à tabac, d'intimidations, d'arrestations et de détentions illégales, d'enlèvements et de disparition, et de meurtres⁵⁷. Plusieurs sources rapportent des dizaines d'arrestations. Le porte-

⁴⁷ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 20/09/2016, p. 15, [url](#) ; ICG, 15/05/2018, [url](#) ; Iwacu (Ndirubusa A.), 19/03/2018, [url](#) ; FIDH, Iteka, 05/2018, p. 5, [url](#) ; La Croix (Larcher L.), 27/03/2018 [mis à jour le 04/04/2018], [url](#) ; La Croix (Larcher L.), 04/04/2018, [url](#)

⁴⁸ La Croix (Larcher L.), 04/04/2018, [url](#)

⁴⁹ RFI, 11/01/2018, [url](#) ; RFI, 09/03/2018, [url](#) ; RFI, 14/03/2018, [url](#) ; Iwacu (Haburiyakira F.), 22/03/2018, [url](#)

⁵⁰ IFRI (Sahinguvu L. D., Vircoulon T.), 09/2017, pp. 23-24, [url](#) ; RFI (Woods M.), 13/12/2017, [url](#) ; ICG (Moncrieff R., Jobson E.), 21/05/2018, [url](#)

⁵¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, pp. 4, 9, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 26/02/2018, [url](#)

⁵² United Nations Human Rights Council, 13/03/2018, [url](#)

⁵³ HCDH, 26/02/2018, [url](#)

⁵⁴ CENI, s.d., [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 2, [url](#)

⁵⁵ Constitutionnet (Vandeginste S.), 23/01/2018, [url](#)

⁵⁶ FIDH, Iteka, 26/04/2018, [url](#) ; FIDH, Iteka, 05/2018, pp. 5-6, [url](#) ; The Conversation (Söderberg Kovacs e.a.), 16/05/2018, [url](#) ; The Washington Post (Bouka Y., Jackson S.), 16/05/2018, [url](#) ; Jeune Afrique (Gras R.), 16/05/2018, [url](#)

⁵⁷ HRW, 17/04/2018, [url](#) ; FIDH, Iteka, 26/04/2018, [url](#)

parole du parti FNL signale l'interpellation d'une centaine de militants en avril et mai 2018⁵⁸. La grande majorité de ces abus ont pu être commis en toute impunité, d'après HRW ainsi que la FIDH et la ligue Iteka⁵⁹.

Des autorités, dont le président Nkurunziza, le porte-parole de la police et d'autres représentants nationaux ou locaux du parti présidentiel, ont averti ou intimidé ceux qui oseraient faire campagne contre la révision de la loi fondamentale, d'après HRW et d'autres sources. Selon Le Monde, le secrétaire général du CNDD-FDD a qualifié d'« ennemis du pays » ceux qui voteraient contre cette révision⁶⁰. La FIDH et la ligue Iteka parlent d'une « campagne de terreur »⁶¹.

Lors de l'inscription des électeurs au vote en février 2018, opposition et société civile dénoncent un enrôlement forcé, la police et les Imbonerakure contraignant les gens à s'enregistrer⁶². Plusieurs sources ont documenté la mort en février des mains des Imbonerakure d'un opposant qui ne pouvait pas produire son récépissé d'inscription, ainsi que le décès en mars d'un homme qui a refusé de s'inscrire pour des raisons religieuses et a été malmené par les autorités locales⁶³. Des ONG internationales estiment que l'ampleur de ces violences est beaucoup plus importante, mais indiquent qu'il est de plus en plus difficile de les vérifier dans « le climat de peur » qui règne⁶⁴.

La campagne référendaire a lieu du 2 au 14 mai 2018⁶⁵. Le 4 mai 2018, les autorités suspendent pour six mois les émissions de la British Broadcasting Corporation (BBC) et de la Voix de l'Amérique (VOA) pour « manquements à la déontologie professionnelle ». RSF et HRW relèvent plusieurs autres violations de la liberté de presse avant et pendant la campagne référendaire⁶⁶.

Avec une vingtaine de partis alignés sur la ligne du parti au pouvoir, le CNDD-FDD appuie la modification constitutionnelle. La coalition de l'opposition Amizero y'Abarundi, composée essentiellement de membres des FNL⁶⁷, et le parti Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU) font campagne pour le « non »⁶⁸. Selon la FIDH et la ligue Iteka, la coalition Amizero, avec Agathon Rwasa comme figure de proue, a pu organiser plusieurs grands meetings réunissant des milliers de militants et est apparue à la télévision nationale, faits inédits depuis trois ans, même si, d'après RFI, l'opposition était largement absente des médias publics⁶⁹. L'opposition en exil a appelé au boycott⁷⁰.

Par ailleurs, pendant la campagne référendaire, plusieurs sources ont signalé des intimidations ainsi que des arrestations et des passages à tabac à l'encontre de personnes opposées au changement constitutionnel, surtout des militants politiques mais également des gens sans affiliation politique⁷¹.

⁵⁸ FIDH, Iteka, 02/2018, p. 15, [url](#) ; FIDH, Iteka, 05/2018, [url](#) ; VOA, 18/01/2018, [url](#) ; RFI, 09/01/2018, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C.), 19/02/2018, [url](#)

⁵⁹ HRW, 17/04/2018, [url](#) ; FIDH, Iteka, 05/2018, p. 9, [url](#)

⁶⁰ HRW, 17/04/2018, [url](#) ; HRW, 18/05/2018, [url](#) ; Le Monde (Rémy J. P.), 16/05/2018, [url](#) ; France 24, 15/02/2018, [url](#) ; Jeune Afrique, 14/02/2018, [url](#)

⁶¹ FIDH, Iteka, 05/2018, pp. 13-14, [url](#) ; Iwacu (Irabaruta C.), 01/05/2018, [url](#)

⁶² RFI, 16/02/2018, [url](#) ; FIDH, Iteka, 05/2018, p. 15, [url](#) ; United Nations Human Rights Council, 13/03/2018, [url](#)

⁶³ Iwacu (Manirakiza F.), 24/03/2018, [url](#) ; RFI, 23/03/2018, [url](#)

⁶⁴ HRW, 17/04/2018, [url](#) ; HRW, 18/05/2018, [url](#) ; FIDH, Iteka, 05/2018, p. 11, [url](#)

⁶⁵ Iwacu (Nikiza E.), 02/05/2018, [url](#) ; Iwacu (Ndirubusa A.), 07/05/2018, [url](#)

⁶⁶ RSF, 16/05/2018, [url](#) ; HRW (Mudge L.), 06/05/2018, [url](#)

⁶⁷ VOA, 18/01/2018, [url](#) ; FIDH, Iteka, 26/04/2018, [url](#)

⁶⁸ Iwacu (Nikiza E.), 02/05/2018, [url](#) ; Iwacu (Giriteka A.), 15/05/2018, [url](#) ; DW (Niragira A.), 15/05/2018, [url](#)

⁶⁹ FIDH, Iteka, 05/2018, p. 9, [url](#) ; RFI, 08/05/2018, [url](#)

⁷⁰ Iwacu (Ndirubusa A.), 02/04/2018, [url](#)

⁷¹ FIDH, Iteka, 05/2018, pp. 9-12, [url](#) ; ICG, 15/05/2018, [url](#) ; DW (Tozona E.), 16/05/2018, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 14/05/2018, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 15/05/2018, [url](#) ; The Guardian (Burke J.), 14/05/2018, [url](#)

Le 17 mai 2018, le référendum a lieu dans le calme, mais en l'absence d'observateurs internationaux et de la presse internationale⁷². La révision constitutionnelle est approuvée par 73 % des électeurs avec un taux de participation de 96,4 %⁷³.

La coalition Amizero y'Abarundi rejette les résultats alléguant que des observateurs du parti ont été chassés des bureaux de vote, détenus ou enlevés. Le journal Iwacu signale l'arrestation de personnes qui ont signalé à haute voix l'intention de voter « non » ou qui ont déchiré le bulletin de vote⁷⁴. Le recours d'Amizero a été rejeté par la Cour constitutionnelle qui a validé les résultats⁷⁵.

L'Union européenne (UE) et les États-Unis ont fortement critiqué le processus de révision constitutionnelle, ainsi que le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat⁷⁶.

Le président Nkurunziza promulgue la nouvelle Constitution le 7 juin 2018 à Gitega⁷⁷, ville où il réside et dont le gouvernement compte faire la capitale politique⁷⁸. Il confirme à cette occasion, dans des propos jugés ambigus par plusieurs sources⁷⁹, la fin de son mandat présidentiel en 2020⁸⁰.

2.3. Communauté internationale

2.3.1. Médiation par la communauté internationale

Les initiatives de médiation ougandaises et tanzaniennes pour le compte de la Communauté de l'Afrique de l'Est (East-African Community, EAC) restent sans résultats. Le gouvernement insiste pour que le dialogue ait lieu au Burundi et refuse de négocier avec certains opposants qu'il qualifie de « putschistes » et de « criminels »⁸¹. Selon Jeune Afrique, l'adoption du projet de modification constitutionnelle signifie l'échec de ce processus de médiation destiné à sauvegarder les acquis de l'accord d'Arusha⁸².

Plusieurs propositions de l'UA ou des Nations unies, comme l'envoi d'observateurs des droits de l'homme⁸³, d'une force de maintien de la paix ou de policiers mandatés pour protéger les civils⁸⁴ n'ont pu être mises en œuvre suite au manque de collaboration ou au refus du gouvernement burundais⁸⁵.

⁷² Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G., Gras R.), 16/05/2018, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C.), 18/05/2018, [url](#)

⁷³ Le Monde (Rémy J.P.), 21/05/2018, [url](#) ; DW (Adayé J.), 22/05/2018, [url](#)

⁷⁴ Iwacu (Bigirimana C.), 18/05/2018, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 31/05/2018, [url](#) ; RFI, 01/06/2018, [url](#)

⁷⁵ AFP, 19/05/2018, [url](#) ; RFI, 20/05/2018, [url](#) ; Iwacu (Ndirubusa A.), 28/05/2018, [url](#) ; Jeune Afrique, 24/05/2018, [url](#)

⁷⁶ RFI, 09/05/2018, [url](#) ; Reuters, 21/05/2018, [url](#) ; Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G., Gras R.), 16/05/2018, [url](#) ; Jeune Afrique (Gras R.), 09/05/2018, [url](#)

⁷⁷ Iwacu (Nikiza E.), 07/06/2018, [url](#)

⁷⁸ DW (Niragira A.), 03/04/2018, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 05/06/2018, [url](#)

⁷⁹ Le Monde (Rémy J.P.), 07/06/2018, [url](#) ; Jeune Afrique (Caslin O., Gras R.), 07/06/2018, [url](#)

⁸⁰ Iwacu (Nikiza E.), 07/06/2018, [url](#) ; RFI, 08/06/2018, [url](#)

⁸¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, pp. 4-5, [url](#) ; African Arguments (Nkengurutse L.), 15/08/2017, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, pp. 3-4, [url](#) ; RFI, 24/02/2018, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 39, [url](#) ; ISS (de Carvalho G., Singh P.), 25/04/2018, [url](#)

⁸² Jeune Afrique (Gras R.), 16/05/2018, [url](#)

⁸³ VOA, 23/06/2016, [url](#) ; Jeune Afrique, 08/07/2016, [url](#) ; AI, 22/02/2017, [url](#)

⁸⁴ Jeune Afrique, 20/12/2015, [url](#) ; RFI, 30/12/2015, [url](#) ; Reuters, 29/07/2016, [url](#) ; AFP, 03/08/2016, [url](#)

⁸⁵ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, pp. 15-16, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 38, [url](#) ; ISS, 08/11/2017, [url](#)

Malgré l'adoption en 2015 et 2016 de trois résolutions condamnant les violations des droits de l'homme et exhortant les différentes parties au dialogue⁸⁶, le Burundi compte sur le support de la Russie et de la Chine qui, au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, s'opposent aux sanctions en raison du principe de souveraineté, ainsi que sur un certain nombre de pays africains⁸⁷.

Suite à la décision du Conseil onusien pour les droits de l'homme de créer une commission d'enquête afin d'identifier les auteurs de violences⁸⁸, le gouvernement burundais déclare *personae non grata* les enquêteurs et réduit au minimum la coopération avec les représentants des Nations unies dont le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH)⁸⁹. En février 2018, le gouvernement rejette le plan de réponse humanitaire réfutant les chiffres avancés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) et conteste les statistiques du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dans son plan annuel de réponse régionale pour les réfugiés burundais⁹⁰.

2.3.2. Justice internationale

Fin mars 2016, au nom de soixante familles de victimes d'exécutions extrajudiciaires, un collectif d'avocats saisit la Cour pénale internationale (CPI)⁹¹. En octobre 2017, le nombre de plaignants est, selon le collectif, de 1.400 y compris des militants des FNL⁹². Le 25 avril 2016, la CPI annonce l'ouverture d'un examen préliminaire sur les violences au Burundi⁹³. En octobre 2016, le Burundi est le premier pays à décider son retrait du Statut de Rome de la CPI⁹⁴. Cependant, ce retrait n'a pas d'impact sur les enquêtes déjà initiées car ne prend effet qu'en octobre 2017⁹⁵.

En septembre 2017, la commission d'enquête des Nations unies publie son rapport final. Comme le gouvernement burundais a refusé toute coopération avec la commission et ne lui a pas autorisé l'accès au pays, la commission s'est entretenue, dans les pays voisins notamment, avec plus de 500 sources, dont des victimes et des témoins de crimes⁹⁶.

Etant donné le « caractère isolé et sporadique » des attaques perpétrées par des groupes armés depuis avril 2015, la commission estime qu'il n'y a pas de conflit armé non international au Burundi⁹⁷. Par ailleurs, la commission d'enquête onusienne déclare avoir « des motifs raisonnables de croire » que des crimes contre l'humanité ont eu lieu. La commission demande à la CPI d'ouvrir une enquête dans les plus brefs délais⁹⁸.

Les autorités burundaises ont vivement critiqué le rapport de la commission⁹⁹. L'ambassadeur burundais auprès des Nations unies a menacé de traduire en justice les enquêteurs¹⁰⁰.

⁸⁶ Conseil de sécurité des Nations unies, 12/11/2015, [url](#) ; Le Monde, 02/04/2016, [url](#) ; Le Monde, 30/07/2016, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 37, [url](#)

⁸⁷ RFI (Ndikumana E.), 10/03/2017, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 20/03/2017, [url](#) ; Jeune Afrique (Carayol R.), 12/11/2016, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 24/05/2018, [url](#) ; RFI, 25/05/2018, [url](#)

⁸⁸ RFI, 30/09/2016, [url](#) ; Centre d'actualités de l'ONU, 22/11/2016, [url](#)

⁸⁹ Jeune Afrique (Bukeyeneza A. G.), 11/10/2016, [url](#) ; FIDH, 14/10/2016, [url](#) ; Jeune Afrique (Rainfroy C.), 25/11/2016, [url](#) ; UN News Centre, 09/03/2017, [url](#)

⁹⁰ United Nations Human Rights Council, 13/03/2018, [url](#) ; RFI, 23/02/2018, [url](#)

⁹¹ BBC, 25/03/2016, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 07/04/2016, [url](#) ; IBTimes (Buchanan E.), 24/03/2016, [url](#)

⁹² Iwacu (Ndirubusa A.), 30/10/2017, [url](#) ; Jeune Afrique (Diallo A.), 09/11/2017, [url](#) ; Iwacu, 28/03/2017, [url](#)

⁹³ Le Monde, 25/04/2016, [url](#) ; IRIN (Maliti T.), 26/04/2016, [url](#)

⁹⁴ FIDH, 14/10/2016, [url](#) ; IRIN, 19/10/2016, [url](#) ; HRW, 27/10/2016, [url](#)

⁹⁵ IOB (Vandeginste S.), 10/2016, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 7, [url](#)

⁹⁶ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 9-15, [url](#)

⁹⁷ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 15, [url](#)

⁹⁸ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 194, 198, 200, [url](#) ; HCDH, 04/09/2017, [url](#)

⁹⁹ Iwacu (Ndirubusa A.), 16/09/2017, [url](#) ; RFI, 20/09/2017, [url](#)

¹⁰⁰ HRW (Kumar A.), 23/11/2017, [url](#)

Le 25 octobre 2017, la CPI ouvre une enquête sur des crimes contre l'humanité commis au Burundi entre le 26 avril 2015 et le 26 octobre 2017¹⁰¹. Selon la CPI, il y a une « base raisonnable pour croire que des agents de l'État et des groupes appliquant des politiques de l'État, dont la police nationale burundaise, le service national de renseignement et des unités de l'armée burundaise opérant en grande partie selon des chaînes de commandement parallèles et conjointement avec des membres des 'Imbonerakure' [...] avaient lancé une attaque généralisée et systématique contre la population civile burundaise. Cette attaque a ciblé les personnes qui s'opposaient ou étaient perçues comme s'opposant au parti au pouvoir [...] ». La CPI conclut que les crimes au Burundi sont constitutifs de persécutions « dirigées spécifiquement contre un groupe ou une collectivité identifiables, pour des motifs d'ordre politique »¹⁰².

2.3.3. Relations bilatérales

Les relations entre le Burundi et l'UE, en particulier la Belgique, partenaire gouvernemental principal du Burundi¹⁰³, se détériorent depuis le début de la crise¹⁰⁴. Les autorités burundaises se présentent comme la victime d'un complot international¹⁰⁵ et désignent la Belgique comme l'ennemi principal¹⁰⁶. Les rapports entre la France et le Burundi sont également tendus suite au rapprochement de la France avec le Rwanda et les critiques françaises sur le référendum constitutionnel de mai 2018¹⁰⁷.

En 2015, plusieurs pays européens, dont la Belgique, suspendent toute aide budgétaire au Burundi. En mars 2016, l'UE fait de même suite à des pourparlers jugés « insatisfaisants » avec le gouvernement sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques. L'UE et plusieurs pays maintiennent des programmes d'aide directe à la population¹⁰⁸.

Par ailleurs, lors d'une visite officielle en mai 2017, le gouvernement chinois a promis un appui budgétaire et de l'aide humanitaire au Burundi qui, selon RFI, permet au régime de tenir le coup¹⁰⁹.

Depuis octobre 2015, l'UE et les États-Unis ont pris des sanctions contre plusieurs protagonistes de la crise, tant du côté du gouvernement que du côté de l'opposition armée¹¹⁰.

Plusieurs pays occidentaux, dont la Belgique, la France, les États-Unis, le Royaume Uni, déconseillent tout voyage (ou tout voyage non-essentiel) au Burundi¹¹¹.

Les relations entre le Burundi et le Rwanda, devenu un « refuge d'opposants, journalistes et militants burundais », selon l'Agence France-Presse (AFP), sont extrêmement hostiles¹¹². Le Burundi accuse son voisin de l'accueil de putschistes, du recrutement et de l'entraînement de rebelles burundais¹¹³. Le président rwandais Paul Kagame accuse les dirigeants burundais de « massacre[r]

¹⁰¹ CPI, 09/11/2017, [url](#) ; IRIN (Morland A.), 10/11/2017, [url](#)

¹⁰² CPI, 09/11/2017, [url](#)

¹⁰³ Iwacu (Sikuyavuga L., Madirisha E., Bigirimana C.), 17/11/2015, [url](#)

¹⁰⁴ RFI, 15/12/2016, [url](#) ; Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), 23/01/2017, [url](#)

¹⁰⁵ Jeune Afrique (Carayol R.), 12/11/2016, [url](#)

¹⁰⁶ DW (Mallet R.), 16/12/2016, [url](#) ; Iwacu (Ndirubusa A.), 28/11/2016, [url](#)

¹⁰⁷ Jeune Afrique (Glez D.), 31/05/2018, [url](#) ; Le Monde, 29/05/2018, [url](#)

¹⁰⁸ Iwacu, 03/07/2015, [url](#) ; RFI, 02/10/2015, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 14/03/2016, [url](#) ; RFI, 16/03/2016, [url](#) ; RFI, 04/10/2016, [url](#) ; AI, 22/02/2017, [url](#) ; Iwacu (Gahama P.), 27/10/2018, [url](#)

¹⁰⁹ Iwacu (Ndirubusa A.), 22/05/2018, [url](#) ; RFI (Cessou S.), 27/04/2018, [url](#)

¹¹⁰ Jeune Afrique, 01/10/2015, [url](#) ; RFI, 24/11/2015, [url](#) ; United States Department of the Treasury, 18/12/2015, [url](#) ; Reuters (Zargham M.), 02/06/2016, [url](#) ; Iwacu, 08/11/2017, [url](#)

¹¹¹ Iwacu (Ndirubusa A.), 07/12/2016, [url](#) ; Ministère des Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement – Belgique, 13/04/2018 [dernière mise à jour], [url](#) ; France Diplomatie, 09/05/2018 [dernière mise à jour, toujours valide le 10/06/2018], [url](#) ; USDOS – Bureau of Consular Affairs, 10/01/2018, [url](#) ; United Kingdom Home Office, 25/04/2018 [toujours valide le 08/06/2018], [url](#)

¹¹² AFP, 27/06/2015, [url](#) ; Iwacu (Madirisha E.), 11/09/2015, [url](#)

¹¹³ BBC, 10/10/2015, [url](#) ; Iwacu (Madirisha E.), 23/09/2015, [url](#)

leur population »¹¹⁴. D'après Guichaoua, la compétition entre les deux régimes autoritaires « est devenue une donnée durable du contexte régional »¹¹⁵. La détérioration des relations entre les deux voisins affecte fortement le transport et le commerce transfrontaliers, selon plusieurs sources¹¹⁶.

En 2016 et 2017, Iwacu signale plusieurs incidents lors desquels des militaires rwandais se sont infiltrés sur le territoire burundais dans des provinces frontalières, ont détruit des propriétés ou ont enlevé des gens. Fin juin 2017, un homme aurait été tué par des éléments de l'armée rwandaise qui ont fait incursion dans la province de Cibitoke¹¹⁷. Selon la police burundaise, le 24 novembre 2017, six pêcheurs ont été enlevés par des militaires rwandais alors qu'ils se trouvaient sur le lac Rweru dans la province de Muyinga. Ils ont ensuite été libérés¹¹⁸.

3. Parties combattantes

3.1. Forces de sécurité

Trois institutions ont un mandat constitutionnel pour la gestion de la sécurité et doivent respecter l'équilibre ethnique : les Forces de défense nationale (FDN), la Police nationale burundaise (PNB) et le Service national des renseignements (SNR)¹¹⁹.

En 2016, le professeur André Guichaoua explique qu'à l'image du Rwanda, « l'appareil répressif burundais » a spectaculairement renforcé ses capacités en matière de renseignement et de communication¹²⁰.

D'après la commission d'enquête onusienne, l'État fonctionne selon des structures parallèles qui reposent sur des liens entre certaines figures du CNDD-FDD qui remontent au temps de la lutte au maquis. C'est le président Nkurunziza qui, selon un membre de la commission, est « l'araignée au centre de ce réseau parallèle » [traduction]. Il est secondé par un cercle restreint de généraux (le ministre de la Sécurité publique Alain-Guillaume Bunyoni, l'administrateur général du SNR Étienne Ntakirutima alias Steve, le secrétaire général du CNDD-FDD Évariste Ndayishimiye, le chef de cabinet chargé de la police à la Présidence Gervais Ndirakobuca, alias Ndakugarika, et le chef du cabinet civil Gabriel Nizigama). Ceux-ci s'appuient sur des chaînes de commandement parallèles qui varient selon l'institution ou la province¹²¹. Selon la FIDH, ces organes parallèles sont épurés de leurs éléments modérés et sont « à plus de 95 % des Hutus »¹²².

Un nouveau projet de code de procédure pénale adopté le 18 avril 2018 par l'Assemblée nationale permet aux forces de sécurité de mener des perquisitions également de nuit et sans mandat d'un

¹¹⁴ RFI, 08/11/2015, [url](#)

¹¹⁵ The Conversation (Guichaoua A.), 16/08/2016, [url](#)

¹¹⁶ Iwacu (Mbazumutima A.), 05/08/2016, [url](#) ; RFI, 06/08/2016, [url](#) ; AFP, 31/08/2016, [url](#) ; IRIN (Kleinfeld P.), 05/10/2016, [url](#)

¹¹⁷ Iwacu (Niyongabo C.), 06/10/2016, [url](#) ; RFI, 07/10/2016, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 5, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C.), 11/07/2017, [url](#)

¹¹⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 5, [url](#)

¹¹⁹ AI, 07/2015, p. 10, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 49, [url](#)

¹²⁰ The Conversation (Guichaoua A.), 10/04/2016, [url](#)

¹²¹ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 195-196, [url](#) ; The New York Times (Cumming-Bruce N.), 04/09/2017, [url](#)

¹²² FIDH, 14/04/2016, [url](#) ; FIDH, Iteka, 11/2016, pp. 10, 36, [url](#)

juge¹²³. ACLED signale que la police a pris un rôle plus actif dans la répression depuis l'adoption de ce projet¹²⁴.

3.1.1. Forces de défense nationale (FDN)

Thierry Vircoulon d'ICG explique dans une analyse de début octobre 2015 que les accords de paix d'Arusha avaient mis en place une armée incorporant les différentes parties combattantes de la guerre civile, à savoir les anciennes Forces armées burundaises (FAB), majoritairement tutsi, et d'anciens groupes rebelles hutu comme le CNDD-FDD et les FNL. Dès lors, l'armée était considérée comme une force apolitique, facteur de stabilité¹²⁵. Cette armée, qui connaissait d'ailleurs déjà son système hiérarchique parallèle fidèle au CNDD-FDD, est en ruines, déclare Vircoulon en avril 2017¹²⁶.

Depuis la tentative de putsch de mai 2015, l'armée, relativement petite avec un effectif de 25.000 militaires¹²⁷, est en proie à de fortes tensions internes¹²⁸. D'après de nombreuses sources dont le HCDH et ICG, plusieurs dizaines de militaires issus des anciennes Forces armées burundaises (ex-FAB), souvent des officiers, majoritairement des Tutsi perçus comme opposés au régime, mais aussi ceux issus des Partis et mouvements politiques armés (PMPA) de l'ancienne rébellion hutu telle que les FNL, ont été soit mutés, remplacés ou mis à la retraite, soit enlevés, arrêtés, torturés, parfois tués¹²⁹.

Selon ICG, entre 600 et 2.000 hommes, dont de hauts officiers, auraient déserté l'armée depuis le début de la crise¹³⁰. Plusieurs militaires refusent de retourner chez eux après leur mission à l'étranger. Certains d'entre eux sont révoqués par l'armée¹³¹. De plus, alors que la Constitution impose un équilibre ethnique, plusieurs sources rapportent que les Tutsi sont beaucoup moins nombreux à s'inscrire à l'école des officiers¹³² alors que des ex-FAB sont mis à la retraite. En juin 2017, la FIDH et la ligue Iteka voient « un corps très politisé et largement inféodé aux autorités » et craignent, comme d'autres sources, une composition mono-ethnique de l'armée¹³³.

ICG souligne que grâce aux financements des missions de maintien de la paix des forces burundaises en Somalie et en République centrafricaine, le régime parvient à assurer « le statut socio-économique privilégié » des militaires, dont la solde au Burundi est « dérisoire »¹³⁴.

Par ailleurs, des militaires hauts gradés fidèles au régime ont aussi été victimes d'attaques (voir 5.2. Opposants et dissidents / représentants du pouvoir)¹³⁵. Fin novembre 2015, une « source sécuritaire » déclare à Jeune Afrique que les opérations ciblant le général Adolphe Nshimirimana et

¹²³ FIDH, Iteka, 26/04/2018, [url](#) ; Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), 04/05/2018, [url](#) ; Iwacu (Irabaruta C.), 19/04/2018, [url](#)

¹²⁴ ACLED (Moody J.), 27/04/2018, [url](#)

¹²⁵ ICG (Vircoulon T.), 02/10/2015, [url](#) ; Africa Center for Strategic Studies (Nantulya P.), 13/03/2017, [url](#)

¹²⁶ ICG, 05/04/2017, pp. 3, 8-9, [url](#)

¹²⁷ ICG (Vircoulon T.), 11/07/2017, [url](#)

¹²⁸ Jeune Afrique, 04/05/2015, [url](#) ; Le Monde (Rémy J. P.), 19/05/2015, [url](#) ; ICG, 29/05/2015, [url](#)

¹²⁹ ICG, 20/05/2016, p. 14, [url](#) ; FIDH, Iteka, 06/2017, pp. 11-12, [url](#) ; ICG, 05/04/2017, pp. 3-4, [url](#) ; HCDH, 18/04/2016, [url](#) ; FIDH, Iteka, 09/02/2017, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, p. 8, [url](#) ; Iwacu (Uwimana D.), 14/09/2016, [url](#) ; RFI, 29/07/2017, [url](#) ; RPA, 18/10/2017, [url](#)

¹³⁰ ICG, 05/04/2017, p. 9, [url](#)

¹³¹ Iwacu (Manirakiza F.), 06/06/2017, [url](#) ; FIDH, Iteka, 06/2017, pp. 13-14, [url](#)

¹³² RFI, 19/11/2016, [url](#) ; ICG, 05/04/2017, p. 10, [url](#)

¹³³ DW (Niragira A.), 04/01/2017, [url](#) ; RPA, 04/01/2017, [url](#) ; FIDH, Iteka, 05/2018, p. 7, [url](#)

¹³⁴ ICG (Vircoulon T.), 11/07/2017, [url](#) ; ICG, 05/04/2017, pp. 15-16, [url](#)

¹³⁵ Reuters (Manirabarusha C.), 15/09/2016, [url](#)

le chef d'état-major Prime Niyongabo n'ont pu être exécutées « sans de solides complicités au sein de l'armée »¹³⁶.

Si le département d'État américain souligne encore le professionnalisme des forces armées¹³⁷, la commission d'enquête onusienne remarque que, restant en retrait au début de la crise, les militaires se sont impliqués de plus en plus dans la répression de l'opposition. Elle identifie la Brigade spéciale de protection des institutions (BSPI), le Bataillon génie de combat (BGC, camp Muzinda) et le Bataillon support de la première région (camp Muha) comme les unités responsables des plus graves violations¹³⁸. La FIDH cite encore le 221^{ème} bataillon commando de Ruyigi comme l'une des unités les plus fidèles au régime¹³⁹.

3.1.2. Police nationale burundaise (PNB)

La PNB, créée en 2004, a intégré des membres des anciennes forces armées, de la gendarmerie et de la police, ainsi que des ex-combattants de différents groupes rebelles¹⁴⁰. ICG précise que l'emprise du pouvoir sur la police, qui a incorporé un grand nombre de vétérans du CNDD-FDD et qui ne respecte pas les quotas ethniques tels que fixés par l'accord d'Arusha, est plus grande que sur l'armée¹⁴¹. D'après des témoignages recueillis par International Refugee Rights Initiative (IRRI), les Burundais se sentent menacés plutôt que protégés par la police¹⁴².

AI et l'Institute for Security Studies (ISS) indiquent que plusieurs services policiers répondent non plus à leur directeur général mais au ministère de la Sécurité publique, voire à des structures de commandement parallèles¹⁴³. Selon le politologue Gérard Birantamije interrogé par Libération, ces « logiques de commandement parallèle » s'expliquent par la persistance de « solidarités originelles » des anciens combattants intégrés dans la police. Il qualifie la police de « véritable machine de répression à la solde du régime »¹⁴⁴.

Les unités policières suivantes, gérées par des fidèles du président et impliquées dans la répression, sont citées par les sources consultées : la brigade d'Appui pour la protection des institutions (API) et la Brigade anti-émeutes (BAE), des tireurs d'élite qui, selon AI, opèrent avec une « brutalité inouïe » et sont impliqués dans les exécutions extrajudiciaires de décembre 2015¹⁴⁵, la Brigade spéciale de protection des institutions (BSPI), le Groupement mobile d'intervention rapide (GMIR), la Police spéciale de recherche (PSR) et le Bureau spécial de recherche de la police judiciaire (BSR)¹⁴⁶.

3.1.3. Service national des renseignements (SNR)

Le SNR, communément appelé la « Documentation » ou « Documentation nationale », dirigé par un administrateur général, est « l'une des institutions les plus redoutées du pays », d'après plusieurs sources¹⁴⁷. Depuis février 2015, le général Etienne Ntakirutima alias Steve (un « fou furieux », selon

¹³⁶ Jeune Afrique (Ba M.), 20/11/2015, [url](#)

¹³⁷ USDOS, 03/03/2017, [url](#) ; USDOS, 20/04/2018, [url](#)

¹³⁸ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 62, [url](#)

¹³⁹ FIDH, Iteka, 11/2016, p. 10, [url](#)

¹⁴⁰ AI, 07/2015, p. 10, [url](#)

¹⁴¹ ICG, 20/05/2016, p. 5, [url](#) ; ICG, 05/04/2017, p. 6, [url](#)

¹⁴² IRRI, 12/2016, pp. 21-23, [url](#)

¹⁴³ AI, 07/2015, pp. 16, 34, [url](#) ; ISS (Bouka Y., Wolters S.), 07/2016, p. 5, [url](#)

¹⁴⁴ Libération (Bat J. P.), 19/06/2016, [url](#)

¹⁴⁵ RFI, 05/10/2015, [url](#) ; AI, 22/12/2015, [url](#)

¹⁴⁶ FIDH, 14/04/2016, [url](#) ; ICG, 20/05/2016, p. 4, [url](#) ; FIDH, Iteka, 11/2016, p. 10, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 62, [url](#)

¹⁴⁷ AI, 24/08/2015, [url](#) ; Le Monde (Rémy J. P.), 29/02/2016, [url](#) ; Jeune Afrique (Carayol R.), 19/04/2016, [url](#)

un diplomate qui s'est exprimé à Jeune Afrique) gère le service¹⁴⁸. Dans un rapport publié en août 2016, l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH), une ONG burundaise dissoute par le régime, signale une ethnicisation du SNR depuis la nomination de l'actuel administrateur général, démobilisant des agents tutsi et nommant des agents hutu aux postes provinciaux et communaux¹⁴⁹.

D'après plusieurs sources, le SNR relève directement de l'autorité du président¹⁵⁰. HRW précise que la loi attribue des « pouvoirs vagues » aux agents du SNR « pour prendre toute mesure légale nécessaire à l'accomplissement de sa mission de protection de sécurité de l'État, un champ qui laisse une grande latitude d'action ». Ayant des compétences d'officiers de police judiciaire, les agents du SNR sont aussi chargés de mener des enquêtes à soumettre au ministère public pour instruction. En pratique, les agents du SNR se soustraient souvent au contrôle du parquet¹⁵¹.

Selon la FIDH et la ligue Iteka, le SNR a mis en place un « système de surveillance généralisée » qui couvre le pays entier et qui lui permet « de contrôler les mouvements de population, d'identifier les ennemis du pouvoir »¹⁵². Dans un rapport d'août 2016, l'APRODH implique le SNR et sa direction dans une série de crimes retentissants dont l'élimination d'opposants politiques et plusieurs autres attentats et assassinats¹⁵³.

La révision constitutionnelle adoptée par référendum en mai 2018 stipule la suppression de la parité ethnique du SNR prévue par l'accord d'Arusha. Le service est soustrait au contrôle parlementaire. Ainsi, selon la FIDH et la ligue Iteka, les activités du SNR ne s'inscrivent plus dans un cadre légal clair ce qui est révélateur « de la volonté des autorités de renforcer leur arsenal répressif »¹⁵⁴.

3.2. Imbonerakure

Les Imbonerakure (« ceux qui voient [de] loin » en kirundi) sont les hommes et femmes du mouvement des jeunes du CNDD-FDD¹⁵⁵. RFI et l'APRODH évaluent leur nombre à plusieurs dizaines de milliers¹⁵⁶. D'après IIRI, les Imbonerakure sont essentiellement des Hutu¹⁵⁷. Il s'agit surtout d'anciens rebelles démobilisés, selon un membre de la société civile¹⁵⁸, et souvent de chômeurs avec peu d'instruction, d'après un professeur britannique expert du Burundi¹⁵⁹. La structure pyramidale des Imbonerakure, similaire à celle du parti, s'étend de l'échelon national aux collines, d'après la commission d'enquête onusienne¹⁶⁰.

Les Nations unies et d'autres observateurs qualifient les Imbonerakure de « milice »¹⁶¹. Plusieurs sources renommées voient une collusion entre les Imbonerakure et l'État, en particulier la police, le SNR et l'administration locale. Les autorités affirment que les Imbonerakure font partie des

¹⁴⁸ Jeune Afrique (Carayol R.), 19/04/2016, [url](#)

¹⁴⁹ APRODH (Mbonimpa P. C.), 25/08/2016, [url](#)

¹⁵⁰ HRW, 10/2006, p. 9, [url](#) ; AI, 23/08/2010, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 194, [url](#)

¹⁵¹ HRW, 10/2006, p. 10, [url](#)

¹⁵² FIDH, Iteka, 11/2016, p. 103, [url](#)

¹⁵³ APRODH (Mbonimpa P.C.), 25/08/2016, [url](#)

¹⁵⁴ Jeune Afrique (Diallo A., Kibangula T.), 30/04/2018, [url](#) ; Constitutionnet (Vandeginste S.), 23/01/2018, [url](#) ; The Washington Post (Bouka Y., Jackson S.), 16/05/2018, [url](#) ; FIDH, Iteka, 05/2018, p. 8, [url](#)

¹⁵⁵ HRW, 19/01/2017, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 56, [url](#)

¹⁵⁶ RFI, 11/04/2014, [url](#) ; IRIN (Ssuuna I.), 28/04/2015, [url](#)

¹⁵⁷ IIRI, 12/2016, p. 37, [url](#)

¹⁵⁸ IRIN, 05/11/2012, [url](#)

¹⁵⁹ Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 22/03/2013, [url](#)

¹⁶⁰ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 56, [url](#)

¹⁶¹ HCDH, 09/06/2015, [url](#) ; IRIN (Ssuuna I.), 28/04/2015, [url](#) ; Comité contre la torture des Nations unies, 09/09/2016, p. 6, [url](#) ; APRODH (Mbonimpa P. C.), 25/08/2016, [url](#)

« comités mixtes de sécurité », sont chargés de l'ordre public, certains membres étant plus puissants que la police¹⁶². La commission d'enquête des Nations unies affirme qu'il existe des liens étroits entre des membres haut placés des forces de l'ordre et de la Présidence d'une part et, d'autre part, certains Imbonerakure. Dans certains cas, ceux-ci ont reçu des armes, des uniformes des forces de sécurité et des entraînements militaires ; ils ont reçu pour instruction d'accomplir certaines missions, dont des assassinats d'opposants, et ont été rémunérés. La commission renvoie à un groupe restreint d'Imbonerakure qu'elle désigne comme « le groupe des démobilisés », soutenu par Adolphe Nshimirimana jusqu'à sa mort, groupe qui semble dépendre totalement de l'État¹⁶³. La FIDH et la ligue estiment à 20.000 au moins le nombre d'Imbonerakure impliqués dans la répression la plus grave¹⁶⁴.

Selon plusieurs sources dont les Nations unies, les Imbonerakure jouent un rôle plus important dans la répression que par le passé¹⁶⁵. La FIDH et la ligue Iteka signalent en juin 2017 une militarisation accrue des Imbonerakure, souvent vêtus d'uniformes officiels et munis d'armes lors de défilés, multipliant les patrouilles nocturnes dans plusieurs provinces, et, d'après HRW et AI, imposant parfois des couvre-feux non officiels¹⁶⁶. En avril 2018, le gouverneur de la province de Bururi interdit « le sport de masse de nuit avec des gourdins », une allusion à ces rondes nocturnes qui, selon Jeune Afrique, ont « semé l'effroi » dans cette province par des entraînements militaires et des arrestations, rançons et morts « suspects »¹⁶⁷. Par ailleurs, en janvier 2018, le secrétaire général des Nations unies signale des disparitions forcées ou des assassinats de membres des Imbonerakure afin qu'ils ne puissent pas témoigner de leurs crimes¹⁶⁸.

3.3. Groupes d'opposition armés

Depuis 2015, plusieurs groupes qui prônent la lutte armée contre le régime burundais actuel sont nés¹⁶⁹. Déjà en juin 2015, André Guichaoua voyait les « germes de nouvelles rébellions » dans le grand nombre de manifestants, de militaires et de combattants démobilisés, de jeunes militants politiques et de policiers et soldats qui avaient fui le pays¹⁷⁰.

Selon une « figure majeure » de la rébellion interrogée par International Business Times (IBTimes) en mars 2017, les groupes rebelles, en réorganisation perpétuelle, ont des difficultés à circuler au Burundi, à s'armer et à s'approvisionner, et n'ont pas d'impact réel. Leurs bases se trouvent surtout dans les forêts de la RDC, ainsi qu'au Rwanda et en Ouganda¹⁷¹.

Dans son rapport du mois d'août 2017, le Groupe d'experts des Nations unies sur la RDC, qui a comme mandat, entre autres, la documentation des mouvements d'armes et des violations de l'embargo sur les armes en RDC, affirme que l'armée burundaise traverse régulièrement la frontière pour faire des patrouilles conjointes avec les forces armées congolaises. En même temps, des

¹⁶² HCDH, 09/06/2015, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, p. 6, [url](#) ; HRW, 19/01/2017, [url](#) ; HRW, 18/05/2018, [url](#) ; ICG (Vircoulon T.), 07/07/2016, [url](#)

¹⁶³ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 64-67, 195-196, [url](#)

¹⁶⁴ FIDH, Iteka, 06/2017, p. 9, [url](#)

¹⁶⁵ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, p. 6, [url](#) ; FIDH, Iteka, 06/2017, pp. 9, 17, [url](#)

¹⁶⁶ FIDH, Iteka, 06/2017, pp. 21-22, [url](#) ; HRW, 19/01/2017, [url](#) ; AI, 09/2017, pp. 15-16, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 5, [url](#) ; IRIN, 16/11/2017, [url](#) ; AP (Ssuuna I.), 01/12/2017, [url](#)

¹⁶⁷ Jeune Afrique, 14/04/2018, [url](#) ; RFI, 13/04/2018, [url](#)

¹⁶⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 5, [url](#) ; IRIN, 16/11/2017, [url](#) ; AP (Ssuuna I.), 01/12/2017, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 14/06/2017, [url](#)

¹⁶⁹ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 151-152, [url](#)

¹⁷⁰ RFI (Morice F.), 11/06/2015, [url](#)

¹⁷¹ IBTimes (Buchanan E.), 02/03/2017, [url](#)

éléments de l'armée burundaise livrent des armes à des groupes armés à l'est du Congo qui pourraient le moment venu leur servir dans la lutte contre les rebelles burundais installés en RDC¹⁷².

Le 21 décembre 2016, la presse internationale rapporte la mort de plusieurs soldats burundais ou Imbonerakure qui, pourchassant un groupe armé à l'est du Congo, auraient par malentendu été attaqués par l'armée congolaise¹⁷³.

3.3.1. Forces populaires du Burundi (FPB)

Le 22 décembre 2015, le lieutenant-colonel Edouard Nshimirimana annonce la création officielle des Forces républicaines du Burundi (FOREBU), une rébellion qui essaie de rassembler les principaux groupes armés¹⁷⁴.

Le général Godefroid Niyombare, qui dirigeait la tentative de coup de mai 2015 et réside probablement au Rwanda, et Hussein Radjabu, l'ancien dirigeant du CNDD-FDD tombé en disgrâce, ont été cités comme les leaders du FOREBU¹⁷⁵. Toutefois, en août 2017, les FOREBU annoncent, par la voix du nouveau commandant le général-major Jérémie Ntiranyibagira (un déserteur de l'armée burundaise), sa réorganisation suite à des divisions internes. Le groupe rebelle se rebaptise Forces populaires du Burundi (FPB). Edouard Nshimirimana devient le numéro deux du mouvement. L'ancien porte-parole de l'armée burundaise Adolphe Manirakiza se charge de la communication. Les nouveaux leaders, qui soulignent leur « neutralité politique », prennent ainsi leur distance par rapport au général Niyombare et à Hussein Radjabu, selon l'analyste Jordan Anderson¹⁷⁶.

Le Groupe d'experts des Nations unies indique qu'à la mi-2017, les FOREBU étaient devenues le groupe armé burundais majeur basé en RDC, notamment dans les territoires d'Uvira et de Fizi. Il estime alors le nombre de combattants entre 300 et 500, dont des défecteurs du RED-Tabara, un autre groupe rebelle. L'armée congolaise a organisé plusieurs offensives contre les FOREBU et a détenu des dizaines de ses combattants¹⁷⁷.

Selon plusieurs sources, les FOREBU, devenues par la suite les FPB, sont essentiellement constituées de déserteurs de l'armée et de la police. Selon le Groupe d'experts des Nations unies, ce groupe armé a recruté des membres parmi les réfugiés burundais du camp de Lusenda au Sud-Kivu en RDC. L'analyste Anderson indique que le mouvement est mixte d'un point de vue ethnique, avec le Hutu Ntiranyibagira comme commandant, bien que les militaires recrutés par ce mouvement rebelle soient principalement des Tutsi ex-FAB¹⁷⁸.

En 2016, ce groupe rebelle a revendiqué quelques attaques armées et attentats à la grenade à Bujumbura, ainsi que l'assassinat de l'officier militaire Darius Ikurakure¹⁷⁹. Dans les sources consultées, le Cedoca n'a trouvé aucune information plus récente sur des actions armées des FOREBU.

¹⁷² Conseil de sécurité des Nations unies, 16/08/2017, pp. 32-34, [url](#)

¹⁷³ RFI, 24/12/2016, [url](#) ; DW (Barry B.), 27/12/2016, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C., Bahati J.), 02/01/2017, [url](#)

¹⁷⁴ Le Monde, 24/12/2015, [url](#) ; RFI, 23/12/2015, [url](#)

¹⁷⁵ IRIN (Nkurunziza J. B., Anyadike O.), 07/06/2016, [url](#) ; DW (Topona E.), 19/08/2016, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 16/08/2017, pp. 13-14, [url](#)

¹⁷⁶ African Arguments (Anderson J.), 03/10/2017, [url](#) ; Jeune Afrique (Muhorakeye N.), 30/08/2017, [url](#) ; RFI, 29/08/2017, [url](#)

¹⁷⁷ Conseil de sécurité des Nations unies, 16/08/2017, pp. 13-14, [url](#)

¹⁷⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, 16/08/2017, pp. 13-14, [url](#) ; RFI, 24/01/2016, [url](#) ; African Arguments (Anderson J.), 03/10/2017, [url](#)

¹⁷⁹ IRIN (Nkurunziza J. B., Anyadike O.), 07/06/2016, [url](#)

Selon un communiqué des FPB, le 21 octobre 2017, quatre cadres du mouvement, dont les leaders Ntiranyibagira et Nshimirimana, sont arrêtés en Tanzanie et, le lendemain, extradés vers le Burundi. Depuis, il n'y a plus aucune trace de ces personnes. La Tanzanie et le Burundi démentent toute responsabilité¹⁸⁰.

3.3.2. Résistance pour un État de droit au Burundi Tabara (RED Tabara)

La Résistance pour un État de droit au Burundi Tabara (RED Tabara) a été créée en 2010 (sous le nom Front national burundais Tabara, FRONABU Tabara), selon des propos tenus à Jeune Afrique par son chef d'état-major Melchiade Biremba¹⁸¹, ancien membre du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD)¹⁸². D'après le Groupe d'experts des Nations unies, le mouvement est actif à l'est du Congo et est lié à Alexis Sinduhije, président du parti MSD¹⁸³. Sinduhije, qui est l'objet de sanctions américaines, est un des principaux leaders de l'opposition militaire grâce à son réseau logistique et à ses combattants compétents, selon les États-Unis¹⁸⁴. Integrated Regional Information Networks (IRIN) parle du « bras armé » du MSD, ce qui est réfuté par RED Tabara¹⁸⁵.

La RED Tabara est exclusivement composée de citoyens burundais, dont des combattants démobilisés, des policiers et militaires déserteurs et des activistes sans formation militaire, d'après le Groupe d'experts onusien¹⁸⁶ et, selon RFI, de jeunes issus du mouvement de contestation¹⁸⁷. D'après « une figure majeure » de la rébellion interrogée par IBTimes en mars 2017, ce groupe armé compte quelque 2.000 recrues¹⁸⁸.

Le Groupe d'experts précité indique qu'en 2015 et début 2016, le groupe armé se déplaçait sur les hauts plateaux et dans la plaine de la Rusizi dans le territoire d'Uvira au Sud-Kivu¹⁸⁹. Toujours selon ce Groupe d'experts, RED Tabara s'est formellement alliée en janvier 2016 à la dissidence armée des FNL, également active à l'est de la RDC¹⁹⁰.

RFI et IRIN rapportent en janvier et juin 2016 que le groupe armé était très actif à Bujumbura¹⁹¹. L'analyste Jordan Anderson estime toutefois que le support logistique rwandais au RED-Tabara a considérablement diminué début 2016, la force militaire du mouvement rebelle étant fortement atteinte par la mort d'un nombre important de combattants suite aux attaques de décembre 2015 à Bujumbura, ainsi que par la défection au profit des FPB¹⁹².

3.3.3. Forces nationales de libération (FNL) – Nzabampema

En septembre 2012, le général Aloys Nzabampema, basé au Sud-Kivu, annonce la relance de la lutte armée contre le gouvernement Nkurunziza¹⁹³, rompant ainsi avec l'aile des FNL fidèle à Agathon

¹⁸⁰ La Croix (Larcher L.), 23/10/2017, [url](#) ; RFI, 24/10/2017, [url](#) ; RPA, 24/10/2017, [url](#)

¹⁸¹ Jeune Afrique, 23/02/2016, [url](#)

¹⁸² IRIN (Nkurunziza J. B., Anyadike O.), 07/06/2016, [url](#) ; Jeune Afrique, 23/02/2016, [url](#)

¹⁸³ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/05/2016, p. 12, [url](#)

¹⁸⁴ United States Department of the Treasury, 18/12/2015, [url](#)

¹⁸⁵ IRIN (Nkurunziza J. B., Anyadike O.), 07/06/2016, [url](#) ; Jeune Afrique, 23/02/2016, [url](#)

¹⁸⁶ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/05/2016, p. 12, [url](#)

¹⁸⁷ RFI, 24/01/2016, [url](#)

¹⁸⁸ IBTimes (Buchanan E.), 02/03/2017, [url](#)

¹⁸⁹ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/05/2016, p. 12, [url](#)

¹⁹⁰ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/05/2016, p. 12, [url](#)

¹⁹¹ RFI, 24/01/2016, [url](#) ; IRIN (Nkurunziza J. B., Anyadike O.), 07/06/2016, [url](#)

¹⁹² African Arguments (Anderson J.), 03/10/2017, [url](#)

¹⁹³ Iwacu (Urakeza C. S.), 06/09/2012, [url](#)

Rwasa¹⁹⁴ qui, selon le Groupe d'experts des Nations unies, ne participe plus guère à cette lutte armée¹⁹⁵.

Les FNL se sont installées dans le territoire d'Uvira, en particulier sur les hauts plateaux et dans la plaine de la Rusizi le long de la rivière. Suite à l'afflux de déserteurs de l'armée burundaise, début 2016, le Groupe d'experts estime le nombre de combattants à 400¹⁹⁶.

Dans son rapport de mai 2016, le Groupe d'experts fait état de recrutements par les FNL dans les communautés burundaises vivant à proximité de la forêt de Rukoko (au nord de la capitale) et dans un camp de réfugiés au Sud-Kivu. Fin 2015 et début 2016, la Mission de l'organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) a récupéré des enfants-soldats recrutés par les FNL¹⁹⁷. En outre, d'après l'organisation Refugees International (RI), des réfugiés burundais dans le camp de Mahama au Rwanda ont témoigné avoir été abordés en 2015 par des représentants des FNL et du MSD¹⁹⁸.

En 2014 et 2015, les FNL Nzabampema ont été ciblées par l'armée congolaise et la MONUSCO et, en mars 2016, par une opération conjointe congolaise et burundaise¹⁹⁹. Dans les communes frontalières burundaises comme Gatumba et Gihanga, des attaques armées sont parfois attribuées à Nzabampema²⁰⁰.

3.3.4. Recrutement et infiltration de rebelles burundais dans les pays voisins

Depuis juillet 2015, plusieurs sources font état du recrutement de réfugiés burundais dans le camp de Mahama au sud du Rwanda²⁰¹. En décembre 2015, RI estime que les recrutements « agressifs » dans ce camp compromettent la sécurité des réfugiés²⁰².

Entre fin novembre 2015 et avril 2016, RFI rapporte l'arrestation de dizaines d'infiltrés burundais dans la province du Sud-Kivu²⁰³. Selon le Groupe d'experts des Nations unies, une vingtaine de combattants capturés, dont quelques mineurs, ont déclaré avoir été recrutés à la mi-2015 dans le camp de réfugiés de Mahama avant de suivre une formation militaire encadrée par des personnes en uniforme de l'armée rwandaise. Certains ne savaient pas dans quel mouvement ils seraient incorporés, alors que d'autres étaient conscients que c'était pour le compte du MSD de Sinduhije²⁰⁴.

Le professeur André Guichaoua précise en 2016 que ce soutien actif initial des autorités rwandaises aux insurgés s'est tari, car elles sont déçues « [des] divisions et [du] laxisme organisationnel » ainsi que de l'« absence de leadership clair, de direction politique et de discipline »²⁰⁵.

¹⁹⁴ Iwacu (Ngabire E., et al.), 10/09/2012, [url](#)

¹⁹⁵ Conseil de sécurité des Nations unies, 15/11/2012, pp. 33-34, [url](#)

¹⁹⁶ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/05/2016, pp. 12-13, [url](#)

¹⁹⁷ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/05/2016, pp. 12-13, [url](#)

¹⁹⁸ RI (Boyce M., Vigaud-Walsh F.), 14/12/2015, p. 4, [url](#)

¹⁹⁹ IRIN (Nkurunziza J. B., Anyadike O.), 07/06/2016, [url](#)

²⁰⁰ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, p. 7, [url](#) ; RPA, 27/07/2017, [url](#) ; Iwacu, 29/09/2017, [url](#)

²⁰¹ Al Jazeera, 24/07/2015, [url](#) ; France 24, 04/11/2015, [url](#)

²⁰² RI (Boyce M., Vigaud-Walsh F.), 14/12/2015, [url](#)

²⁰³ RFI, 26/11/2015, [url](#) ; RFI, 05/01/2016, [url](#) ; RFI, 15/04/2016, [url](#)

²⁰⁴ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/05/2016, p. 15, [url](#) ; The New York Times (Gettleman J.), 04/02/2016, [url](#)

²⁰⁵ The Conversation (Guichaoua A.), 10/04/2016, [url](#) ; The Conversation (Guichaoua A.), 16/08/2016, [url](#)

3.3.5. Autres groupes armés

La commission d'enquête des Nations unies identifie plusieurs autres groupes armés nés depuis décembre 2015 mais qui n'ont pas de faits d'armes à revendiquer. Il s'agit de l'Union des patriotes pour la révolution (UPR), du Mouvement de la résistance populaire (MPR), de la Force de libération de la démocratie au Burundi (FLDB), du Mouvement patriotique chrétien (MPC) et du Malibu-Front patriotique du salut (Malibu-FPS)²⁰⁶. En janvier 2017, Colette Braeckman du journal *Le Soir* fait état d'une alliance entre Hussein Radjabu et le général Jérémie Ntizanyibagira qui serait populaire chez les officiers de l'ancienne armée²⁰⁷. Dans les sources consultées, le Cedoca n'a trouvé aucune autre information à propos de cette alliance.

3.4. Opposition en exil

Le 1^{er} août 2015 en Éthiopie, des hommes politiques issus du parti au pouvoir et de plusieurs partis d'opposition ainsi que des militants de la société civile créent le Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et de l'État de droit au Burundi (CNARED). Cette coalition s'oppose au troisième mandat du président Nkurunziza. Le parti d'opposition FNL n'y participe pas²⁰⁸. Selon *Le Monde*, le CNARED reste flou sur ses liens avec les insurgés burundais²⁰⁹. Le gouvernement burundais refuse tout dialogue avec le CNARED, l'assimilant aux insurgés et aux putschistes²¹⁰.

Le CNARED connaît de nombreuses tensions internes, par exemple à propos de la participation au processus de médiation à Arusha ou de l'organisation et de la structure du mouvement²¹¹.

L'ancien président Sylvestre Ntibantunganya et trois leaders de l'opposition membres du CNARED retournent au Burundi respectivement en décembre 2016 et en février 2017²¹².

En janvier 2017, 34 représentants de l'opposition politique et de la société civile en exil, réunis à Louvain, créent un « comité de conciliation », un front commun sous la direction de Pierre Claver Mbonimpa, le président de l'APRODH et l'un des activistes les plus renommés du pays²¹³.

Des représentants du CNARED ont rencontré des opposants restés au Burundi, dirigés par Agathon Rwasa des FNL, à Nairobi fin janvier 2018 afin de coordonner leur position sur le référendum de mai 2018²¹⁴.

En mars 2018, des représentants de l'opposition politique du CNARED, des membres de la société civile et des journalistes burundais exilés ont créé le Forum citoyen, une plate-forme commune contre l'organisation du référendum de mai 2018²¹⁵.

Suite au référendum de mai 2018 sur la révision de la Constitution, le CNARED se rebaptise Conseil pour la restauration de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, de la Constitution de 2005 et de l'État de droit²¹⁶.

²⁰⁶ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 59-60, [url](#)

²⁰⁷ Le Carnet de Colette Braeckman (Braeckman C.) [blog], 23/01/2017, [url](#)

²⁰⁸ Iwacu (Madirisha E.), 11/08/2015, [url](#) ; ICG, 20/05/2016, pp. 17-18, [url](#)

²⁰⁹ *Le Monde* (Rémy J. P.), 14/12/2015, [url](#)

²¹⁰ Iwacu (Mbazumutima A.), 03/09/2015, [url](#) ; *Jeune Afrique*, 23/09/2015, [url](#)

²¹¹ *Jeune Afrique* (Bukeyenzeza A. G.), 03/02/2017, [url](#) ; Iwacu (Ndirubusa A.), 13/02/2017, [url](#) ; RFI, 03/03/2017, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 29/01/2018, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 21/03/2018, [url](#)

²¹² Iwacu (Uwimana D.), 15/12/2016, [url](#) ; RFI, 21/02/2017, [url](#)

²¹³ *Jeune Afrique*, 23/01/2017, [url](#) ; RFI, 23/01/2017, [url](#)

²¹⁴ RFI, 30/01/2018, [url](#) ; Iwacu (Ndirubusa A.), 05/02/2018, [url](#)

²¹⁵ Iwacu (Manishatse L. J.), 15/03/2018, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 23/04/2018, [url](#)

²¹⁶ Iwacu (Nkurunziza E.), 29/05/2018, [url](#)

4. Typologie de la violence

S'appuyant sur des médias locaux et internationaux mais surtout sur des données récoltées par des sources non révélées, le centre universitaire pour l'analyse des conflits ACLED établit des inventaires d'incidents au Burundi. ACLED avertit que certaines données récoltées reflètent les priorités de la couverture médiatique et que dès lors, une sous-estimation de la violence est possible²¹⁷.

En 2015, ACLED compte 1.959 incidents dans tout le Burundi, dont 906 (soit un peu moins de la moitié) à Bujumbura et 847 qu'ACLED qualifie de violents. Pour l'année 2016, ACLED relève 1.739 incidents, dont plus ou moins un quart (474) dans la capitale et 784 qualifiés de violents²¹⁸.

En 2017, ACLED dénombre 832 incidents dans tout le pays, dont 89 à Bujumbura et 681 considérés comme violents. Il s'agit de 655 cas de *violence against civilians*, parmi lesquels 286 sont imputés aux Imbonerakure, 200 à des groupes armés non identifiés et 76 à la police et au SNR. ACLED définit aussi 26 incidents violents de *battle/no change of territory*. Il s'agit d'attaques à la grenade ou d'altercations ou affrontements entre des groupes armés et les forces de l'ordre²¹⁹.

Du 1^{er} janvier au 31 mai 2018, ACLED recense 376 incidents, dont 39 à Bujumbura et 298 qu'il qualifie de violents, tous étant des cas de *violence against civilians*. Parmi ceux-ci, 175 sont attribués aux Imbonerakure, 67 à des groupes armés non identifiés et 31 à la police et au service de renseignement. ACLED relève 17 *battle/no change of territory*²²⁰.

4.1. Propagation de la violence et de la répression

En août 2015, Thierry Vircoulon d'ICG avertit que le pays « est entré dans les prémices de la guerre »²²¹ avec des attentats à la grenade presque quotidiens dans les centres urbains²²², des opérations policières parfois meurtrières dans les quartiers contestataires de la capitale²²³ ainsi que des affrontements quasi quotidiens entre forces de l'ordre et insurgés²²⁴. Depuis fin 2015, des cadavres sont découverts presque quotidiennement à Bujumbura. Selon le HCDH et Iwacu, un certain nombre de victimes ont été arrêtées par la police ou le SNR avant d'être tuées²²⁵.

Par ailleurs, ACLED constate en mai 2016 que la crise ne dégénère pas en guerre civile bien qu'elle se répande à travers le pays²²⁶. VOA indique que les affrontements sont devenus rares²²⁷. Plusieurs sources constatent début juillet 2016 que « le calme semble s'établir dans les quartiers dits contestataires ». Ces sources précisent aussi, à l'instar d'autres organisations, que la répression est devenue plus discrète mais systématique, ciblant toute forme de dissidence²²⁸.

²¹⁷ ACLED, s.d., [url](#)

²¹⁸ ACLED, 31/12/2016, [url](#)

²¹⁹ ACLED, 02/06/2018, [url](#)

²²⁰ ACLED, 02/06/2018, [url](#)

²²¹ AFP, 04/08/2015, [url](#) ; ICG, 24/08/2015, [url](#)

²²² Conseil de sécurité des Nations unies, 07/07/2015, p. 4, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 17/06/2016, pp. 4-5, [url](#) ; Iwacu (Madirisha E.), 18/06/2016, [url](#) ; The New Yorker (Verini J.), 27/04/2016, [url](#)

²²³ HCDH, 25/11/2015, [url](#) ; HRW, 10/11/2015, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A., Ndabashinze R.), 08/11/2015, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A., Ndabashinze R.), 14/12/2015, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 74-76, [url](#)

²²⁴ RFI, 29/11/2015, [url](#) ; AFP, 01/12/2015, [url](#) ; Jeune Afrique, 19/11/2015, [url](#)

²²⁵ HCDH, 28/09/2015, [url](#) ; HRW, 10/11/2015, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 02/02/2016, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 14/04/2016, [url](#) ; HRW, 18/05/2018, [url](#)

²²⁶ ACLED, 05/2016, p. 1, [url](#)

²²⁷ VOA, 13/04/2016, [url](#)

²²⁸ ICG (Vircoulon T.), 07/07/2016, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 20/09/2016, pp. 1, 20-21, [url](#) ; HRW, 27/11/2016, [url](#) ; AI, 22/02/2017, [url](#)

Dans les premiers mois de 2017, toutefois, Iwacu et RFI font état d'une montée des tensions politiques et d'une recrudescence des disparitions et exécutions extrajudiciaires²²⁹. Des attaques à la grenade, souvent dans des bars ou d'autres lieux publics très fréquentés, continuent d'avoir lieu en 2017 et 2018, surtout dans la capitale mais aussi dans d'autres provinces, parfois après plusieurs mois sans de tels incidents. Ces attaques font régulièrement des morts ou des blessés, comme le 9 juillet 2017 dans la province de Kayanza, où une attaque à la grenade contre le directeur d'une entreprise coûte la vie à cinq à huit personnes, selon les sources²³⁰. Les médias et la société civile font aussi régulièrement état de la découverte de cadavres dans la capitale et ailleurs dans le pays, en 2017 comme en 2018²³¹.

4.2. Affrontements armés

Les affrontements de petite ou grande échelle entre la police ou l'armée et des groupes armés ont été plus ou moins courants en 2015 et ont fait parfois des dizaines de morts, surtout du côté rebelle²³². L'attaque dans la nuit du 10 au 11 décembre 2015 contre des camps militaires à Bujumbura et Bujumbura Rural et la découverte le lendemain de dizaines de cadavres dans les quartiers contestataires de la capitale - victimes d'exécutions extrajudiciaires par les forces de l'ordre, selon les ONG - constituent l'incident le plus meurtrier depuis le début de la crise²³³. Toutefois, à la mi-2016, ACLED relève que ces affrontements sont devenus peu fréquents en raison de la répression des forces de l'ordre²³⁴. ICG précise que ces attaques n'ont pas infligé de pertes importantes du côté des forces de sécurité burundaises et n'ont pas mobilisé le soutien populaire²³⁵.

Le soir du 11 mai 2018, une attaque armée par un groupe d'hommes non identifié fait 26 morts dans le village de Ruhagarika dans la province de Cibitoke, au nord-ouest du pays, tout près de la frontière congolaise. La plupart des victimes sont des femmes et des enfants. Selon les villageois, les attaquants se sont repliés de l'autre côté de la rivière Rusizi en RDC²³⁶. Selon RFI, des familles de policiers issus de l'ancienne rébellion du CNDD-FDD ont été ciblées. HRW ajoute que deux Imbonerakure seraient parmi les victimes²³⁷.

L'attaque de mai 2018 fait suite à une absence relative d'incidents sécuritaires majeurs depuis 2016, selon ICG²³⁸.

Dans certaines zones limitrophes à la RDC comme Gatumba (commune Mutimbuzi, province de Bujumbura Rural) ou la commune de Gihanga (province de Bubanza), des groupes armés montent régulièrement des embuscades contre des véhicules ou lancent des attaques isolées contre des postes militaires ou policiers, faisant parfois des morts parmi les forces de l'ordre. Dans quelques

²²⁹ Iwacu (Sikuyavuga L.), 24/03/2017, [url](#)

²³⁰ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 71, [url](#) ; RFI, 22/05/2017, [url](#) ; RFI, 10/07/2017, [url](#) ; Iwacu (Ndabashinze R.), 10/07/2017, [url](#) ; Iwacu, 17/07/2017, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 09/08/2017, [url](#) ; RPA, 16/08/2017, [url](#) ; Reuters, 18/08/2017, [url](#) ; RPA, 21/08/2017, [url](#) ; Jeune Afrique, 05/12/2017, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 07/12/2017, [url](#) ; Iwacu (Irabaruta C.), 11/12/2017, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 07/02/2018, [url](#) ; Iwacu (Kamikazi C.), 11/02/2018, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 19/02/2018, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 26/02/2018, [url](#)

²³¹ Iwacu (Bigirimana C.), 26/09/2017, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 07/11/2017, [url](#) ; RPA, 08/12/2017, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 08/05/2018, [url](#)

²³² RFI, 04/01/2015, [url](#) ; HRW, 12/02/2015, [url](#) ; Iwacu (Uwikunze A., Bahati J.), 20/07/2015, [url](#) ; RFI, 14/07/2015, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C., Hakizimana D.), 05/08/2015, [url](#) ; RFI, 28/10/2015, [url](#) ; AFP, 10/12/2015, [url](#) ; RFI, 25/01/2016, [url](#)

²³³ AI, 22/12/2015, [url](#) ; FIDH, Iteka, 11/2016, pp. 31-34, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 76-78, [url](#)

²³⁴ ACLED, 05/2016, p. 6, [url](#)

²³⁵ ICG, 15/05/2018, [url](#)

²³⁶ Iwacu (Manirakiza F.), 12/05/2018, [url](#) ; HCDH, 15/05/2018, [url](#)

²³⁷ RFI, 13/05/2018, [url](#) ; HRW (Mudge L.), 16/05/2018, [url](#)

²³⁸ ICG, 15/05/2018, [url](#)

cas, les rebelles FNL d'Aloys Nzabampema revendiquent l'incident²³⁹. Souvent, il n'est pas évident de savoir si les motifs sont politiques ou criminels²⁴⁰.

4.3. Aspect ethnique du conflit et risque de génocide

Plusieurs sources perçoivent en 2015 et 2016 une sémantique génocidaire dans la rhétorique gouvernementale qui rappelle les discours de haine entourant le génocide du Rwanda²⁴¹. Ainsi, en octobre 2015, le président du Sénat utilise le mot *gukora* (« travailler » en kirundi) qui selon plusieurs sources a été utilisé lors du génocide « pour inciter des personnes à la violence collective »²⁴². Selon la FIDH et la ligue Iteka, le discours anti-Rwanda s'inscrit dans un objectif « de propager une méfiance et une haine contre 'l'ennemi commun' tutsi »²⁴³.

La plupart des journalistes, experts et académiciens, toutefois, s'accordent sur le caractère avant tout politique de la crise et la composition multi-ethnique de l'opposition, mais n'excluent pas des violences de masse²⁴⁴. Richard Moncrieff d'ICG et André Guichaoua louent le sang-froid de la population devant cette rhétorique ethnique²⁴⁵.

Certains observateurs et hommes politiques mettent en garde expressément contre un nouveau génocide²⁴⁶. Depuis début 2016, des représentants onusiens dénoncent une rhétorique ethnique « incendiaire » avec un parti au pouvoir assimilant de plus en plus les Tutsi à l'ennemi, ils avertissent contre le risque de génocide et recensent plusieurs cas de Tutsi ciblés sur une base ethnique (voir 5.5. Tutsi)²⁴⁷. La FIDH et la ligue Iteka voient une « répression aux dynamiques génocidaires » avec « une idéologie, une intention, des organes de sécurité et des relais de mobilisation notamment via des milices, un ciblage des populations à éliminer, des justifications historiques pour le faire »²⁴⁸.

En juin 2017, ces organisations mettent en garde contre le danger que constituent la militarisation et le « conditionnement idéologique, aux accents parfois ethniques » des Imbonerakure.²⁴⁹

La commission d'enquête onusienne s'inquiète des appels à la haine qui se sont multipliés depuis avril 2015, qui sont entre autres proférés par de hauts représentants gouvernementaux²⁵⁰ et qui visent surtout des opposants du gouvernement. Dans certains cas, les Tutsi ont été visés de manière explicite ou implicite en associant l'opposition à ce groupe ethnique²⁵¹. Cependant, la commission déclare ne pas être en mesure « d'établir l'existence d'une volonté politique génocidaire à l'encontre de ce groupe depuis avril 2015 au Burundi ». Elle n'a reçu aucune information crédible au sujet d'un plan d'extermination des Tutsi et estime que les violations subies par des Tutsi n'ont pas été

²³⁹ RPA, 27/07/2017, [url](#) ; Iwacu, 29/09/2017, [url](#)

²⁴⁰ Iwacu (Mbazumutima A.), 10/04/2017, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 04/05/2017, [url](#) ; Iwacu, 13/08/2017, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C.), 13/04/2018, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 17/04/2018, [url](#)

²⁴¹ War Is Boring (Dörrie P.), 12/11/2015, [url](#) ; Guéhenno J. M. (@JGuehenno), 04/11/2015, [url](#) ; FIDH, Iteka, 11/2016, p. 12, [url](#)

²⁴² HRW, 10/11/2015, [url](#) ; Iwacu (Kaburahe A.), 06/11/2015, [url](#)

²⁴³ FIDH, Iteka, 11/2016, pp. 107-113, [url](#)

²⁴⁴ Oodaloop (Brooks M.), 11/09/2015, [url](#) ; War Is Boring (Dörrie P.), 12/11/2015, [url](#) ; Foreign Policy (Lynch C.), 13/11/2015, [url](#) ; The Washington Post (Cronin-Furman K., Broache M.), 15/11/2015, [url](#) ; Vandeginste S., 17/08/2015, pp. 10-11, [url](#) ; IPI Global Observatory (Vircoulon T.), 24/11/2015, [url](#)

²⁴⁵ RFI (Morice F.), 11/06/2015, [url](#) ; The Guardian (Ní Chongaille C.), 14/07/2016, [url](#)

²⁴⁶ Libération (Malagardis M.), 04/11/2015, [url](#) ; The Telegraph (Laing A.), 13/11/2015, [url](#) ; AFP (Revise M.), 26/11/2015, [url](#) ; The Guardian, 08/11/2015, [url](#)

²⁴⁷ FIDH, 14/04/2016, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 20/09/2016, pp. 14, 20, [url](#) ; Centre d'actualités de l'ONU, 25/08/2016, [url](#) ; RFI, 08/03/2017, [url](#)

²⁴⁸ FIDH, Iteka, 11/2016, pp. 12, 106-116, [url](#) ; FIDH, Iteka, 06/2017, pp. 19-20, [url](#)

²⁴⁹ FIDH, Iteka, 06/2017, pp. 19-20, [url](#)

²⁵⁰ Par exemple: AP, 30/05/2017, [url](#)

²⁵¹ Par exemple : FIDH, Iteka, 06/2017, pp. 19-20, [url](#)

commises en premier lieu en raison de leur appartenance ethnique, mais plutôt de leur opposition présumée au pouvoir²⁵².

Pierre Claver Mbonimpa de l'APRODH déclare en février 2018 à Jeune Afrique que le risque de génocide est passé, qu'il y a des Hutu et des Tutsi et des morts dans les deux camps²⁵³.

Début 2018, la Radio publique africaine (RPA) ainsi que la FIDH et la ligue Iteka relèvent de « nouvelles dynamiques ethniques » au sein du CNDD-FDD. Le parti serait en train de créer des associations exclusivement composées de Hutu, véhiculant une « idéologie haineuse et divisionniste » afin « de réveiller la conscience des Hutu ». Ces associations s'inquiètent également du recensement ethnique que les autorités pratiquent au sein de l'administration et du secteur public et qu'elles veulent aussi imposer aux ONG locales et internationales²⁵⁴.

4.4. Violations des droits de l'homme et impunité

Depuis le début de la crise, de nombreuses sources signalent une multiplication des abus perpétrés par les forces de l'ordre, notamment le SNR et la police ainsi que les Imbonerakure, et parfois des militaires, qui se rendent coupables d'arrestations et détentions arbitraires, de tortures, de disparitions forcées, d'exécutions extrajudiciaires, à Bujumbura comme à l'intérieur du pays²⁵⁵. En janvier 2018, le HCDH signale la poursuite des meurtres, disparitions forcées et tortures. En outre, l'organisation a recensé plus d'un millier d'arrestations, de détentions arbitraires et de restrictions à la liberté d'association, d'expression et de circulation pendant les deux mois précédents²⁵⁶.

Des ONG locales et internationales dénoncent l'impunité absolue qui entoure ces abus. HRW conclut que « l'impunité est au cœur du système politique du Burundi depuis des années et est l'une des principales causes de la crise des droits humains actuelle », protégeant les auteurs et les encourageant à commettre de nouveaux abus²⁵⁷. Dans son rapport de septembre 2017, la commission d'enquête onusienne constate que pour la majorité des violations des droits de l'homme perpétrées par des agents étatiques ou par des Imbonerakure, aucune enquête crédible n'a été effectuée. La justice burundaise, qui souffre d'un « manque structurel de ressources » et d'une « corruption généralisée », n'est pas indépendante mais assujettie aux autres pouvoirs. Les garanties d'un procès équitable ne sont pas respectées, étant donné le recours très répandu à la torture pour extraire des aveux et l'accès difficile à l'aide judiciaire. De nombreuses victimes d'abus ne portent pas plainte parce qu'elles craignent des représailles et n'ont aucune confiance en la justice²⁵⁸.

4.4.1. Arrestations

Selon une enquête indépendante des Nations unies publiée en septembre 2016, les arrestations et détentions arbitraires sont « la pierre angulaire de la répression »²⁵⁹. Ce sont les violations les plus rapportées à la commission d'enquête, qui mènent souvent à d'autres violations graves, telles que l'exécution extrajudiciaire, la disparition, la torture, la violence sexuelle. Les accusations formulées

²⁵² Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 190, [url](#)

²⁵³ Jeune Afrique (Diallo A.), 06/02/2018, [url](#)

²⁵⁴ FIDH, Iteka, 02/2018, pp. 9-11, [url](#) ; RPA, s.d., [url](#)

²⁵⁵ HCDH, 09/06/2015, [url](#) ; HRW, 13/07/2016, [url](#) ; ACAT et al., 07/2016, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 115, [url](#)

²⁵⁶ Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 6, [url](#) ; FIDH, Iteka, 02/2018, p. 15, [url](#) ; AI, 09/2017, [url](#)

²⁵⁷ HRW, 13/04/2016, [url](#) ; ACAT, et al., 07/2016, pp. 18-26, [url](#) ; HRW (Singh P. P.), 13/10/2016, [url](#) ; FIDH, Iteka, 11/2016, [url](#) ; HRW, 18/05/2018, [url](#)

²⁵⁸ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 169-184, [url](#)

²⁵⁹ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 20/09/2016, p. 12, [url](#)

contre les personnes interpellées sont parfois extrêmement graves et n'ont, dans certains cas, aucun lien avec les infractions présumées²⁶⁰.

Depuis 2015, la société civile et les Nations unies signalent des arrestations arbitraires et détentions illégales, parfois par centaines, de la part du SNR, de la police et des Imbonerakure dans la capitale ainsi que dans plusieurs provinces, parfois dans le cadre de perquisitions et bouclages de quartiers contestataires²⁶¹. Début 2018, dans le contexte des préparatifs du référendum, les Nations unies indiquent que les arrestations se poursuivent²⁶².

D'après plusieurs sources, ces arrestations ciblent principalement des opposants présumés accusés de vouloir quitter le pays, des membres de la presse ou de la société civile, les habitants des quartiers contestataires ou d'autres personnes qui éveillent les soupçons. La commission d'enquête ajoute encore les personnes qui ont refusé de cotiser ou d'adhérer au parti au pouvoir, et précise que de nombreuses personnes ont été arrêtées « parce qu'elles se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment ». Elle indique que des membres de la famille de personnes recherchées ont été détenus à leur place²⁶³.

Des rapports onusiens en 2016 et 2017 font aussi état de l'arrestation massive de gens ordinaires, tels que des vendeurs ambulants, des mendiants, des enfants de la rue, des étudiants. Ils sont soupçonnés d'atteinte à la sécurité ou de banditisme, arrêtés tout simplement pour s'être rendus dans une autre province ou à l'étranger ou interpellés « dans l'intérêt de l'enquête » lors de rafles²⁶⁴.

Selon l'APRODH, près de 10.000 personnes ont été arrêtées jusque fin 2016²⁶⁵.

La libération d'un prévenu semble souvent aléatoire, selon la commission d'enquête onusienne, qui indique que la publicité autour d'une arrestation ou les moyens financiers du détenu ou de sa famille peuvent être des facteurs déterminants²⁶⁶.

Fin janvier 2017, le gouvernement entame la libération de 2.500 prisonniers grâciés. Parmi eux, il y a quelques dizaines de « prisonniers politiques », dont une cinquantaine de membres du MSD et des participants aux manifestations contre le troisième mandat²⁶⁷. À la mi-mars 2018, 740 prisonniers sont grâciés, dont de nombreux manifestants²⁶⁸. Dans son rapport qui couvre l'année 2017, l'APRODH remarque toutefois que la population carcérale atteint presque le triple de la capacité d'accueil, ce qui crée des conditions sanitaires et alimentaires critiques²⁶⁹.

En janvier et en mars 2017, Iwacu rapporte l'arrestation de certaines personnes récemment grâciées, dont quelques-unes à Gatumba suite à la découverte des corps de deux Imbonerakure²⁷⁰. Selon la RPA, en mai 2017, trois prisonniers libérés peu de temps avant ont été assassinés par des

²⁶⁰ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 104-107, [url](#)

²⁶¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 07/07/2015, p. 4, [url](#) ; HRW, 10/11/2015, [url](#) ; AI, 22/12/2015, p. 7, [url](#) ; HRW, 13/04/2016, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, p. 5, [url](#)

²⁶² Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 5, [url](#)

²⁶³ HRW, 06/08/2015, [url](#) ; HCDH, 10/11/2015, [url](#) ; Le Monde (Rémy J. P.), 29/02/2016, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 104, [url](#)

²⁶⁴ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, p. 7, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 16/08/2017, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 19/08/2017, [url](#) ; Iwacu, 06/11/2017, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 23/08/2017, [url](#) ; RPA, 24/08/2017, [url](#)

²⁶⁵ Iwacu (Manishatse L. J.), 16/12/2016, [url](#)

²⁶⁶ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 111-112, [url](#)

²⁶⁷ Iwacu (Niyongabo C.), 03/02/2017, [url](#) ; VOA (Yusuf M.), 02/02/2017, [url](#) ; Présidence de la République du Burundi (Nyamitwe W.), 07/03/2017, [url](#)

²⁶⁸ Iwacu (Nkurunziza E.), 19/03/2018, [url](#) ; DW (Niragira A.), 16/03/2018, [url](#)

²⁶⁹ APRODH, 01/2018, p. 49, [url](#)

²⁷⁰ Bonessa FM, 27/01/2017, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C., Manirakiza F.), 27/03/2017, [url](#)

Imbonerakure dans la province de Ruyigi. Parmi les sources consultées, le Cedoca n'a pas trouvé d'autres informations corroborant ces assassinats²⁷¹.

4.4.2. Torture

Dans son rapport final de septembre 2017, la commission d'enquête onusienne fait état d'un recours presque systématique à la torture ou aux traitements inhumains à l'égard d'opposants présumés, parfois avec des méthodes particulièrement atroces²⁷². HRW indique que des officiers haut placés de la police ou du SNR, tels que le chef Etienne Ntakirutimana, sont au courant ou y participent activement²⁷³.

Dans un rapport de juillet 2016, HRW affirme que les actes de torture « se sont intensifiés et sont devenus de plus en plus cruels », et estime que le nombre de victimes est « très probablement bien plus élevé » que les 651 cas documentés par le HCDH entre avril 2015 et avril 2016²⁷⁴.

Dans un rapport de septembre 2016, le Comité contre la torture des Nations unies estime qu'il ne s'agit pas d'une « alerte conjoncturelle » mais d'une « véritable rupture », s'inquiétant particulièrement du rôle des Imbonerakure²⁷⁵.

D'après la commission d'enquête des Nations unies, les victimes sont principalement des jeunes hommes, parfois mineurs, et dans une moindre mesure des hommes plus âgés et des femmes²⁷⁶.

Plusieurs sources, dont la commission d'enquête et un collectif d'associations burundaises, signalent une augmentation des lieux de détention secrets, par exemple des maisons privées ou des containers tant à Bujumbura que dans d'autres provinces. Ceci complique le recensement des tortures ou des disparitions forcées et l'identification des victimes par les ONG²⁷⁷.

4.4.3. Exécutions extrajudiciaires et disparitions forcées

La commission d'enquête onusienne indique que depuis avril 2015, des agents étatiques, notamment des policiers, des agents du SNR et des Imbonerakure, se sont rendus coupables d'un nombre important d'exécutions extrajudiciaires lors de manifestations et d'opérations policières dans les quartiers contestataires, mais également d'exécutions de personnes détenues²⁷⁸.

Les auteurs de plusieurs autres meurtres ou tentatives de meurtre qui ont visé des militants de l'opposition ou des personnes proches du gouvernement, du CNDD-FDD ou des forces de sécurité et des Imbonerakure, n'ont pas pu être identifiés par la commission d'enquête qui, dans certains cas, soupçonne toutefois une implication d'agents de l'État²⁷⁹.

Plusieurs sources, dont la commission d'enquête onusienne, AI et APRODH, évoquent l'existence de fosses communes dans la capitale et dans les provinces de Bujumbura Rural, Bubanza, Muramvya, Ngozi et Gitega²⁸⁰. Une commission d'enquête du parquet burundais annonce en mars 2016 ne pas

²⁷¹ RPA, 26/05/2017, [url](#)

²⁷² Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 115-118, [url](#)

²⁷³ HRW, 13/07/2016, [url](#)

²⁷⁴ HRW, 07/07/2016, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 17/06/2016, p. 9, [url](#)

²⁷⁵ HCDH, 29/07/2016, [url](#)

²⁷⁶ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 115-116, [url](#)

²⁷⁷ HCDH, 15/01/2016, [url](#) ; ACAT, et al., 07/2016, p. 34, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 110-111, 121-123, [url](#)

²⁷⁸ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 71-81, [url](#)

²⁷⁹ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 85, [url](#)

²⁸⁰ AI, 29/01/2016, [url](#) ; HCDH, 15/01/2016, [url](#) ; FIDH, Iteka, 11/2016, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 82-83, [url](#) ; RPA, 23/08/2016, [url](#)

avoir trouvé les charniers signalés par AI et le HCDH²⁸¹. HRW qualifie les conclusions de cette commission de « fallacieuses »²⁸².

Dans son rapport de septembre 2017, la commission d'enquête des Nations unies indique que la découverte de cadavres à Bujumbura et dans d'autres provinces, parfois mutilés et ligotés, souvent non identifiés, « est devenu[e] si courant[e] qu'[elle] ne semble plus susciter de réaction »²⁸³, à part de brèves mentions par la presse et la société civile²⁸⁴. Alors que la société civile accuse les autorités, celles-ci imputent le phénomène aux règlements de comptes, au banditisme ou à la sorcellerie, d'après Iwacu²⁸⁵.

En avril et mai 2016, HRW et ICG font état d'une augmentation du « phénomène relativement nouveau » des disparitions forcées²⁸⁶. Certaines sources parlent d'une épidémie de disparitions forcées de civils, mais également de policiers et de militaires²⁸⁷. La commission d'enquête affirme dans son rapport de septembre 2017 que les disparitions forcées ont continué jusqu'en 2017. Elle constate que de nombreuses victimes avaient préalablement été officiellement arrêtées ou enlevées par des agents des forces de sécurité ou des Imbonerakure²⁸⁸.

L'association burundaise Forum pour la conscience et le développement (FOCODE), qui a lancé une campagne pour retrouver les victimes de disparitions forcées²⁸⁹, signale qu'elles sont principalement des manifestants et jeunes contestataires, des militaires, souvent tutsi, ou des policiers, issus de l'ancienne armée ou de mouvements rebelles comme les FNL, ainsi que des militants de l'opposition²⁹⁰.

Le Comité contre la torture des Nations unies signale que la police ou le SNR exigent parfois des rançons à la famille²⁹¹. De nombreux membres de famille ont déclaré à HRW et à la commission d'enquête s'être cachés ou avoir fui le pays suite à des menaces reçues après la disparition d'un proche, ou à cause de leur crainte d'être associés à une personne disparue²⁹².

4.4.4. Violences sexuelles

Les violences sexuelles augmentent depuis le début de la crise, selon des organisations pour la défense des droits des femmes²⁹³. Plusieurs sources dont le HCDH signalent que les femmes sont souvent victimes de telles violences dans le cadre des fouilles et perquisitions menées par les forces de l'ordre²⁹⁴. Dans la plupart des cas, les auteurs sont des agents de la police ou du SNR, parfois accompagnés d'Imbonerakure²⁹⁵.

²⁸¹ Jeune Afrique, 10/03/2016, [url](#)

²⁸² HRW, 13/04/2016, [url](#)

²⁸³ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 82, [url](#)

²⁸⁴ Iwacu (Nzorubonanya F.), 21/03/2017, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F., Ndirubusa A.), 27/03/2017, [url](#) ; RFI, 21/03/2017, [url](#)

²⁸⁵ Iwacu (Manirakiza F., Ndirubusa A.), 27/03/2017, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C.), 26/09/2017, [url](#)

²⁸⁶ HRW (Schwarz B.), 13/04/2016, [url](#) ; ICG, 20/05/2016, p. 6, [url](#)

²⁸⁷ TV5Monde (Vaillant F.), 03/09/2016, [url](#) ; AP (Muhumuza R.), 13/04/2016, [url](#)

²⁸⁸ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 91-92, 98, [url](#)

²⁸⁹ RFI, 25/02/2017, [url](#) ; Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), 19/05/2017, [url](#)

²⁹⁰ Deutsche Welle (Quenum F.), 31/08/2016, [url](#) ; Jeune Afrique (Muhorakeye N.), 18/09/2017, [url](#)

²⁹¹ Comité contre la torture des Nations unies, 09/09/2016, p. 4, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 99, [url](#)

²⁹² HRW, 18/05/2018, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 93, [url](#)

²⁹³ DW (Niragira A.), 08/03/2018, [url](#)

²⁹⁴ HCDH, 15/01/2016, [url](#) ; RFI, 03/01/2016, [url](#)

²⁹⁵ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 132-133, [url](#) ; CPI, 09/11/2017, [url](#) ; HRW, 18/05/2018, [url](#)

Des centaines de réfugiées interrogées par RI en Tanzanie ont rapporté des abus sexuels subis avant leur fuite²⁹⁶. D'après la CPI, des femmes qui fuyaient le pays ont particulièrement été ciblées près de la frontière par des Imbonerakure et d'autres individus qui voulaient les punir²⁹⁷. Des membres de famille féminins de manifestants ou d'opposants du régime ont témoigné à HRW ainsi qu'à la commission d'enquête onusienne de violences sexuelles qu'ils ont subies de la part des Imbonerakure. D'autres victimes ont été ciblées parce qu'elles refusaient d'adhérer au parti au pouvoir. Les violences sexuelles étaient souvent accompagnées d'injures de nature ethnique ou sexiste, en particulier contre les femmes tutsi, selon la commission d'enquête. Celle-ci souligne la vulnérabilité particulière des femmes pendant ou après l'arrestation, la disparition ou la mort de leur conjoint ou parent²⁹⁸. Plusieurs sources rapportent aussi des cas de violence à caractère sexuel contre des hommes²⁹⁹. Selon la commission d'enquête onusienne qui a entendu une cinquantaine de personnes, le nombre réel de victimes de violences sexuelles, craignant souvent la stigmatisation ou les représailles, est probablement bien plus élevé³⁰⁰.

En avril 2017 dans une commune du nord du pays, un groupe d'une centaine d'Imbonerakure a été enregistré en train de chanter qu'ils allaient « engrosser les opposantes pour qu'elles donnent naissance à des Imbonerakure ». Bien que le CNDD-FDD ait condamné cet incident, le HCDH signale que des slogans similaires repris par des Imbonerakure ont été signalés à plusieurs reprises et dénonce une « campagne de terreur »³⁰¹.

4.5. Crimes contre l'humanité

Dans son rapport final de septembre 2017, la commission d'enquête des Nations unies chargée d'examiner les crimes commis au Burundi depuis 2015 dénonce des crimes contre l'humanité :

« La Commission a des motifs raisonnables de croire que plusieurs violations qu'elle a documentées constituent des crimes contre l'humanité, en particulier des meurtres, des emprisonnements, des tortures, des viols et d'autres formes de violence sexuelle de gravité comparable, ainsi que des persécutions politiques et sexistes »³⁰².

La commission fait état d'une attaque généralisée et systématique contre la population civile en application d'une politique d'État :

« [L]'ampleur des violations, leur localisation dans plusieurs provinces, le profil et la pluralité des victimes, ainsi que la pluralité des auteurs présumés, démontrent que ces violations s'inscrivent dans le cadre d'une attaque généralisée, voire même systématique du fait de la répétition d'agissements similaires, contre une population en grande majorité civile »³⁰³.

« [Cette] attaque a été menée en application d'une politique d'État qui n'a pas revêtu un caractère officiel mais qui peut être déduite du contexte politique, des discours de haine [...] ainsi que de la mobilisation générale des corps de défense et de sécurité en vue de réprimer toute opposition ou voix discordante »³⁰⁴.

²⁹⁶ RI (Vigaud-Walsh F.), 22/12/2015, p. 5, [url](#)

²⁹⁷ CPI, 09/11/2017, [url](#)

²⁹⁸ HRW, 18/05/2018, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 130-141, [url](#)

²⁹⁹ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 20/09/2016, p. 11, [url](#) ; FIDH, Iteka, 11/2016, p. 90, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 118, 130-132, [url](#)

³⁰⁰ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 130-132, [url](#)

³⁰¹ HRW (Hartill L.), 07/04/2017, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 153-154, [url](#) ; HCDH, 18/04/2017, [url](#)

³⁰² Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 62, 186-188, 194, 198, 200, [url](#)

³⁰³ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 62, 186-188, 194, 198, 200, [url](#)

³⁰⁴ ONU Info, 19/09/2017, [url](#)

Comme auteurs des crimes, la commission d'enquête onusienne désigne de hauts responsables de l'État, des officiers et agents du service de renseignements, de la police et des forces armées, des autorités administratives locales ainsi que des Imbonerakure « dans les cas où ceux-ci ont agi sur directives, instructions ou sous contrôle d'agents étatiques ». La commission a choisi de ne pas publier la liste des auteurs présumés identifiés³⁰⁵.

4.6. Criminalité

Selon le conseil aux voyageurs des gouvernements belge et français, un grand nombre d'armes circule au sein de la population et la criminalité armée est en « nette augmentation ». Ces pays appellent à la vigilance et déconseillent l'usage de nuit des routes longeant ou traversant la réserve naturelle de la Rukoko et la forêt de la Kibira, où des accrochages entre des militaires et des groupes armés sont possibles. Le déplacement de nuit est aussi déconseillé dans les quartiers populaires de la capitale, où des opérations des forces de l'ordre peuvent avoir lieu (Kanyosha, Musaga, Kamenge, Cibitoke, Ngagara, Nyakabiga, etc.), à Bujumbura Rural ainsi qu'en dehors des centres urbains. Par ailleurs, selon le ministère des Affaires étrangères français, la sécurité est bonne pendant la journée dans la plus grande partie du pays³⁰⁶.

Il n'est pas toujours aisé de déterminer si des incidents violents parfois meurtriers, comme des attaques à la grenade contre des bars ou bistros, ou des groupes armés de machettes à Bujumbura, ont un caractère politique ou criminel. Les autorités renvoient souvent à des « bandits armés » ou, dans certains cas, démentent que des incidents violents aient eu lieu³⁰⁷.

5. Cibles de la violence

HRW et AI indiquent que le nombre d'abus et de victimes est difficile à déterminer à cause des restrictions aux déplacements, de la peur généralisée au sein de la population et de la surveillance des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes³⁰⁸. Dans le contexte du référendum de mai 2018, HRW et Amnesty International répètent qu'il est périlleux pour les interlocuteurs de faire des enquêtes au Burundi. La FIDH n'a plus accès au Burundi depuis 2016³⁰⁹.

La couverture de la crise burundaise par les médias internationaux est limitée, d'après ACLED. Le centre de recherche signale déjà à la mi-novembre 2015 que, pendant une période de trois semaines, près de la moitié des incidents qui ont eu lieu à Bujumbura et dans la province de Bujumbura Rural, et 80 % des incidents à l'intérieur du pays - y compris des incidents mortels - n'ont pas été rapportés par les médias mais ont été signalés par des sources locales³¹⁰. ACLED affirme que plus la crise persiste, plus le rôle des sources locales gagne de l'importance³¹¹.

³⁰⁵ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 62, 186-188, 194, 198, 200, [url](#)

³⁰⁶ Ministère des Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement – Belgique, 13/04/2018 [dernière mise à jour], [url](#) ; France Diplomatie, 09/05/2018 [dernière mise à jour, toujours valide le 10/06/2018], [url](#)

³⁰⁷ Iwacu (Mbazumutima A.), 29/07/2016, [url](#) ; Iwacu (Manishatse L. J.), 05/09/2016, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C., Manirakiza F.), 20/09/2016, [url](#) ; Iwacu (Ndabashinze R.), 11/10/2016, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 21/12/2016, [url](#) ; Iwacu (Uwimana D.), 09/01/2017, [url](#) ; Iwacu (Ndabashinze R.), 11/10/2016, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 05/05/2017, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 30/01/2018, [url](#)

³⁰⁸ HRW, 29/05/2015, [url](#) ; AI, 07/2015, p. 5, [url](#) ; HRW, 13/04/2016, [url](#)

³⁰⁹ Jeune Afrique (Bukeyenze A. G., Gras R.), 16/05/2018, [url](#)

³¹⁰ ACLED, 19/11/2015, [url](#)

³¹¹ ACLED (Kishi R.), 10/06/2016, [url](#)

En juin 2017, le bilan de la FIDH et de la ligue Iteka ainsi que de la CPI est de 1.200 personnes tuées depuis avril 2015, entre 400 et 900 disparitions forcées, plusieurs centaines ou milliers de personnes torturées et plus de 10.000 personnes détenues arbitrairement³¹².

Entre avril 2015 et le 6 mai 2018, la ligue Iteka compte 1.710 meurtres, 486 disparitions forcées, 558 cas de torture et 8.561 arrestations arbitraires³¹³. Pour l'année 2017, la ligue Iteka recense 456 personnes tuées (dont 192 cadavres retrouvés), 89 disparitions forcées, 283 cas de torture, 77 victimes de violence basée sur le genre et 2.338 arrestations arbitraires. Bujumbura Mairie et Bujumbura Rural viennent en tête en ce qui concerne les meurtres et les disparitions, alors que dans les provinces rurales de Makamba et Muyinga, les cas de torture recensés sont les plus nombreux³¹⁴. Pendant les trois premiers mois de 2018, la ligue Iteka dénombre 63 personnes tuées (dont 32 cadavres), 9 disparitions forcées, 54 cas de torture, 15 victimes de violences basées sur le genre et 488 arrestations arbitraires³¹⁵. La FIDH avertit qu'il s'agit d'une estimation basse étant donné la difficulté de documenter les abus³¹⁶.

Pour l'année 2017, l'APRODH a recensé 504 meurtres au Burundi, un nombre légèrement supérieur à celui de la ligue Iteka. Les provinces de Bujumbura Mairie, Cibitoke et Bujumbura Rural comptent le plus de morts. Près de 63 % des atteintes à la vie et à l'intégrité physique sont imputables aux Imbonerakure et aux agents du SNR. L'APRODH a dénombré 202 actes de torture³¹⁷.

En 2015, ACLED a recensé 1.103 victimes (dont 896 entre le 23 avril et le 31 décembre), parmi lesquelles 523 - soit près de la moitié - dans la capitale. En 2016, le nombre de victimes était de 56 % inférieur à celui de 2015, avec 457 victimes, dont 155 (soit un tiers) à Bujumbura. En 2017, ACLED compte 382 victimes d'incidents violents dont 36 dans la capitale. Au cours des cinq premiers mois de 2018, du 1^{er} janvier au 31 mai, des incidents violents ont fait 137 morts, d'après le centre d'analyse, dont 4 seulement à Bujumbura. De début 2015 à mai 2018, ACLED compte 2.092 morts³¹⁸.

Le nombre de victimes recensé par ACLED en 2015 et 2016 est bien supérieur à celui fourni par la société civile burundaise, alors qu'en 2017, l'inverse est constaté. Les sources exploitées par ces différents organismes sont souvent anonymes et locales. Dès lors, il est difficile d'interpréter ces divergences³¹⁹.

Le bilan officiel du ministre de la Sécurité publique Bunyoni pour l'année 2017 est moins sévère : 277 assassinats par rapport à 401 en 2016, et 11 cas de terrorisme contre 134 en 2016. Il compte 12.675 perquisitions qui ont permis de découvrir des centaines d'armes, bombes et grenades³²⁰.

³¹² FIDH, Iteka, 06/2017, p. 5, [url](#) ; CPI, 09/11/2017, [url](#)

³¹³ FIDH, Iteka, 05/2018, p. 1, [url](#)

³¹⁴ Iteka, *Rapport annuel de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA ». Janvier-décembre 2017*, s.d., pp. 4-5, [url](#)

³¹⁵ Iteka, *Rapport trimestriel de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA ». Janvier - mars 2018*, s.d., pp. 4-5, [url](#)

³¹⁶ FIDH, Iteka, 02/2018, [url](#)

³¹⁷ APRODH, 01/2018, pp. 42-44, 48, [url](#) ; Jeune Afrique (Diallo A.), 06/02/2018, [url](#)

³¹⁸ ACLED, 02/06/2018, [url](#)

³¹⁹ Il convient de noter qu'ACLED encode souvent des incidents de manière tardive, mais aussi que certaines victimes sont comptées deux fois par ACLED. Par ailleurs, faute d'informations précises ou fiables, le nombre de victimes d'un incident est parfois une estimation et le nombre total de victimes ne peut être exhaustif. Le nombre fourni par ACLED comprend aussi bien des civils que des membres de groupes armés ou des forces de l'ordre : ACLED (Moody J.), 18/01/2017, [url](#)

³²⁰ Iwacu (Nkurunziza E.), 28/12/2017, [url](#)

5.1. Cibles civiles

De début 2017 jusque fin mai 2018, les attaques contre des civils constituent 79 % de tous les incidents recensés par ACLED. Des milices, en particulier les Imbonerakure, et des groupes armés non identifiés sont responsables de 91 % des victimes civiles (y compris des opposants politiques, dissidents, etc.)³²¹. ACLED définit un civil comme une personne non armée incapable de se défendre ou de faire usage de violence (les journalistes, activistes et militants politiques sont donc inclus) et ne fait pas de distinction entre les victimes de violences ciblées et les autres victimes³²².

Plusieurs organisations internationales indiquent que suite aux manifestations et au coup d'État avorté, tous ceux considérés comme hostiles au régime ont été ciblés, en particulier dans les quartiers contestataires où des personnes ont été tuées de manière indiscriminée, « au hasard »³²³. Selon ICG, « une partie non négligeable » des jeunes citoyens a quitté le pays³²⁴. D'après RFI, il s'agit surtout de personnes issues des quartiers contestataires³²⁵.

Fin 2016, les Nations unies, HRW ou ICG dénoncent la répression de tout type de dissidence³²⁶. La FIDH et la ligue Iteka font état d'un « système de délation », d'une perte de confiance totale au sein de la population, notamment à Bujumbura, où l'on peut être « vendu » au SNR par son voisin³²⁷.

Par exemple, en août 2016, huit personnes d'un groupe WhatsApp sont arrêtées et accusées d'atteinte à la sûreté de l'État pour avoir diffusé des propos diffamatoires contre des personnalités politiques, selon RFI et Deutsche Welle (DW)³²⁸.

Début mars 2018, deux administrateurs locaux, membres du CNDD-FDD, sont arrêtés pour avoir organisé un match de football auquel participait Alléluia FC, l'équipe du président, et pendant lequel les adversaires auraient fortement rudoyé le président³²⁹.

Iwacu rapporte en mars 2018 que les élèves d'un lycée à Nkondo sont obligés d'assister à des « séances d'endoctrinement » à la permanence du CNDD-FDD sous peine de renvoi de l'école³³⁰.

D'après RFI, le 17 janvier 2018, lors d'une séance de moralisation organisée par le président et entourée d'un grand secret, trois hommes munis de téléphones portables interdits ont été arrêtés et ont disparu³³¹.

Des victimes et des témoins potentiels de crimes subissent des « pressions, [des] intimidations ou [des] atteintes exercées par le gouvernement », selon de multiples sources entendues par la CPI³³².

Selon plusieurs sources, dont la commission d'enquête des Nations unies et différentes organisations internationales, des personnes sans affiliation politique ont fait l'objet de menaces, de passages à tabac, de détentions illégales, uniquement pour avoir refusé d'adhérer au parti au pouvoir³³³ ou pour avoir contesté le paiement de taxes imposées par les autorités et collectées par les Imbonerakure³³⁴.

³²¹ ACLED, 02/06/2018, [url](#)

³²² ACLED (Raleigh C., Dowd C.), 2016, p. 13, [url](#)

³²³ FIDH, Iteka, 11/2016, p. 9, [url](#) ; HRW, 10/11/2015, [url](#) ; ICG, 20/05/2016, p. 11, [url](#)

³²⁴ ICG, 20/05/2016, p. 11, [url](#)

³²⁵ RFI, 21/04/2016, [url](#)

³²⁶ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 20/09/2016, pp. 1, 30, [url](#) ; HRW (Tertsakian C.), 26/10/2016, [url](#) ; ICG (Boddaert M.), 19/10/2016, [url](#) ; FIDH, Iteka, 11/2016, p. 104, [url](#)

³²⁷ FIDH, Iteka, 11/2016, p. 104, [url](#)

³²⁸ RFI, 24/08/2016, [url](#) ; DW (Kostmann C.M.), 26/08/2016, [url](#)

³²⁹ France 24, 05/03/2018, [url](#)

³³⁰ Iwacu (Manirakiza F.), 28/03/2018, [url](#)

³³¹ RFI, 09/03/2018, [url](#)

³³² CPI, 09/11/2017, [url](#)

³³³ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 104, 131, 162, [url](#) ; IRRI, 08/2017, p. 5, [url](#) ; AI, 09/2017, pp. 5, 14-15, [url](#) ; HRW, 18/05/2018, [url](#)

³³⁴ HRW, 18/05/2018, [url](#) ; RFI, 19/01/2018, [url](#) ; Iwacu (Giriteka A.), 16/04/2018, [url](#)

La FIDH et la ligue Iteka relèvent également une hausse des crimes commis sans motif politique apparent par les Imbonerakure à travers le pays, notamment des vols, pillages et demandes de rançon, en particulier lors d'arrestations arbitraires³³⁵. Iwacu rapporte de nombreux abus commis par les Imbonerakure lors de patrouilles nocturnes à l'encontre de civils sans affiliation spécifique³³⁶.

5.2. Opposants et dissidents / représentants du pouvoir

Selon le rapport final de la commission d'enquête onusienne, la majorité des victimes de violations des droits de l'homme sont de jeunes hommes (exception faite des victimes de violences sexuelles) qui « ont comme point commun d'être des opposants au Gouvernement ou perçus comme tels ». Il s'agit de manifestants contre le troisième mandat, de militants de l'opposition, de militaires ex-FAB, de membres de la société civile et de la presse, de membres ou sympathisants des groupes armés ou de personnes en partance pour l'étranger soupçonnées de vouloir rejoindre ces groupes. « Toute résistance » peut être source de violations, selon la commission. Les membres des partis d'opposition ou leurs proches restés au pays sont spécifiquement ciblés³³⁷. La FIDH et la ligue Iteka affirment que tous ceux soupçonnés de ne pas suivre la ligne du CNDD-FDD ou du gouvernement, y compris des membres des forces de l'ordre, sont visés³³⁸. IRRI indique, sur la base d'entretiens avec des réfugiés, que les Imbonerakure ciblent aussi spécifiquement des membres de l'opposition ainsi que des citoyens qui refusent d'adhérer au CNDD-FDD³³⁹.

D'après la CPI, les crimes ciblent spécifiquement « un groupe ou une collectivité identifiables, pour des motifs d'ordre politique »³⁴⁰.

Selon des rapports de HRW et de la commission d'enquête, nombre de viols collectifs perpétrés par des Imbonerakure et des policiers ont visé des opposants présumés au gouvernement de même que des membres de leur famille³⁴¹.

Plusieurs rapports onusiens publiés en 2017 affirment que les arrestations et détentions arbitraires, les mauvais traitements et disparitions forcées de militants de l'opposition continuent³⁴². Des dizaines d'arrestations et de passages à tabac de militants de l'opposition - en particulier des membres, voire quelques députés³⁴³, des FNL - ont été rapportés par les médias locaux et internationaux dans plusieurs provinces du pays pendant la période couverte par ce COI Focus. Les personnes ciblées sont accusées d'organisation d'une réunion illégale ou d'appartenance aux bandes armées. Souvent, un conflit avec les Imbonerakure ou avec les autorités est à la base de l'arrestation³⁴⁴. Entre novembre 2016 et juin 2017, la FIDH et la ligue Iteka ont documenté 110 cas de militants des FNL victimes de violations, dont des disparitions et des meurtres³⁴⁵. Depuis l'annonce en décembre 2017 du référendum constitutionnel, les médias rapportent plusieurs passages à tabac et des dizaines d'arrestations de membres de parti de l'opposition, en particulier

³³⁵ FIDH, Iteka, 06/2017, p. 17, [url](#)

³³⁶ Iwacu (Nikiza E.), 30/11/2017, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 11/10/2017, [url](#)

³³⁷ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 60-61, 198, [url](#)

³³⁸ FIDH, Iteka, 02/2018, p. 15, [url](#)

³³⁹ IRRI, 08/2017, p. 5, [url](#)

³⁴⁰ CPI, 09/11/2017, [url](#)

³⁴¹ HRW, 27/07/2016, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 132-133, [url](#) ; HRW, 18/05/2018, [url](#)

³⁴² Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, p. 8, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, [url](#)

³⁴³ Iwacu, 11/09/2017, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza J. N.), 30/10/2017, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 24/04/2018, [url](#)

³⁴⁴ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, p. 8, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C., Manirakiza F.), 22/03/2017, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C., Manirakiza F.), 27/03/2017, [url](#) ; Iwacu, 28/03/2017, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C.), 26/06/2017, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C.), 01/08/2017, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C.), 27/09/2017, [url](#)

³⁴⁵ FIDH, Iteka, 06/2017, p. 23, [url](#)

les FNL³⁴⁶. Parfois, il s'agit de militants d'autres partis critiques du pouvoir, tels que le MSD, l'Union pour le progrès national (UPRONA) ou le FRODEBU³⁴⁷ ou encore de personnes sans affiliation claire, accusées d'avoir tenu des réunions illégales³⁴⁸.

Depuis fin mai 2015, plusieurs assassinats ou tentatives d'assassinat de personnalités politiques ou d'officiers militaires ont eu lieu. Du côté du régime, le 2 août 2015, le général Adolphe Nshimirima, considéré comme le numéro deux du pouvoir, soupçonné d'implication dans de multiples assassinats et considéré comme le cerveau derrière la répression et l'échec du putsch, est assassiné³⁴⁹. Le 28 novembre 2016, Willy Nyamitwe, proche conseiller du président, échappe à une tentative d'assassinat en rentrant chez lui dans la province de Bujumbura Rural³⁵⁰.

Il convient de mentionner encore les assassinats de Zedi Feruzi, président du parti d'opposition Union pour la paix et le développement Zigamibanga (UPD Zigamibanga), le 23 mai 2015³⁵¹, du colonel Jean Bikomagu, ancien chef d'état-major tutsi symbolisant les ex-FAB, le 15 août 2015³⁵², du lieutenant-colonel Darius Ikurakure, fort impliqué dans la répression et les violences dans les quartiers contestataires, le 22 mars 2016³⁵³, du général Athanase Kararuzza, un ex-FAB tutsi, de son épouse et de sa fille le 25 avril 2016³⁵⁴, de Hafsa Mossi, ancienne ministre du CNDD-FDD, le 13 juillet 2016³⁵⁵ et du ministre de l'Environnement, Emmanuel Niyonkuru, le 1^{er} janvier 2017³⁵⁶. Léopold Habarugira, le trésorier de l'UPD, a disparu depuis son enlèvement le 12 septembre 2017³⁵⁷.

5.3. Presse, société civile, église catholique

Depuis le début de la crise en avril 2015, des ONG internationales et les Nations unies font état d'une sévère campagne de répression contre la presse et la société civile, à commencer par l'attaque contre les radios indépendantes suite à la tentative de putsch de mai 2015³⁵⁸. Des enquêteurs onusiens déclarent que ceux qui sont restés au Burundi subissent des menaces incessantes et craignent pour leur vie, font preuve d'une grande prudence ou travaillent dans la clandestinité³⁵⁹.

Des journalistes indépendants font l'objet d'enquêtes judiciaires dans le cadre de la tentative de putsch de mai 2015³⁶⁰, sont harcelés, agressés ou arrêtés³⁶¹. Le journaliste Jean Bigirimana du journal Iwacu est porté disparu depuis le 22 juillet 2016. La presse accuse le SNR de l'avoir enlevé³⁶². Son épouse est menacée par la suite, selon RSF³⁶³. Un journaliste de la RPA est mort au Rwanda fin 2016 suite aux mauvais traitements de la police burundaise, d'après plusieurs sources³⁶⁴.

³⁴⁶ Iwacu (Bigirimana C.), 28/03/2018, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 24/04/2018, [url](#)

³⁴⁷ FIDH, Iteka, 02/2018, p. 15, [url](#) ; AI, 09/2017, p. 5, [url](#) ; Iwacu (Nkurunziza E.), 29/03/2018, [url](#)

³⁴⁸ Iwacu (Giriteka A.), 11/04/2018, [url](#) ; Iwacu (Nkurunziza E.), 08/05/2018, [url](#)

³⁴⁹ RFI, 02/08/2015, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C., Uwikunze A., Ndabashinze R.), 10/08/2015, [url](#)

³⁵⁰ Le Monde, 29/11/2016, [url](#) ; Iwacu (Mugisha H.), 29/11/2016, [url](#)

³⁵¹ AI, 07/2015, p. 17, [url](#) ; RFI, 23/05/2015, [url](#)

³⁵² HRW, 10/11/2015, [url](#) ; RFI, 15/08/2015, [url](#)

³⁵³ Iwacu (Mbazumutima A.), 22/03/2016, [url](#) ; Reuters (Blair E.), 26/03/2016, [url](#) ; HRW, 13/04/2016, [url](#)

³⁵⁴ Iwacu (Mbazumutima A., Ndabashinze R.), 02/05/2016, [url](#) ; Jeune Afrique, 25/04/2016, [url](#)

³⁵⁵ RFI, 13/07/2016, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 13/07/2016, [url](#)

³⁵⁶ RFI, 09/01/2017, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F., et al.), 09/01/2017, [url](#)

³⁵⁷ Jeune Afrique, 12/09/2017 [mis à jour le 14/09/2017], [url](#) ; Iwacu (Ndabashinze R.), 18/09/2017, [url](#)

³⁵⁸ HRW, 13/04/2016, [url](#) ; AI, 13/02/2017, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, pp. 8-9, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 146-149, [url](#)

³⁵⁹ United Nations Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association, 06/02/2017, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 149, [url](#)

³⁶⁰ RSF, 16/11/2015, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 16/11/2015, [url](#) ; HRW (Tertsakian C.), 01/12/2015, [url](#)

³⁶¹ RSF, 07/06/2016, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 17/06/2016, p. 11, [url](#) ; RSF, 25/07/2016, [url](#) ; CPJ, 13/10/2016, [url](#) ; RSF, 25/10/2016, [url](#) ; CPJ, 29/08/2016, [url](#)

³⁶² RSF, 11/08/2016, [url](#) ; HRW, 22/08/2016, [url](#)

³⁶³ Iwacu (Manirakiza F.), 27/06/2017, [url](#) ; RSF, 21/07/2017, [url](#)

³⁶⁴ Le Monde diplomatique (Cessou S.), 12/04/2017, [url](#) ; Net Press, 01/12/2016, [url](#)

D'autres journalistes sont intimidés, arrêtés ou passés à tabac par les autorités ou les Imbonerakure³⁶⁵. RSF et ICG ont recensé une centaine de journalistes (un tiers du métier, selon ICG) partis en exil depuis le début de la crise, certains pour continuer « un journalisme de résistance » à l'étranger³⁶⁶. Le site d'Iwacu, « le seul média indépendant au Burundi à enquêter et faire rapport sur les assassinats, les arrestations arbitraires et autres violations des droits humains », d'après HRW³⁶⁷, se voit de plus en plus confronté à des restrictions techniques et politiques³⁶⁸.

Selon les Nations unies, les médias sociaux remplissent maintenant le vide mais contribuent également à la propagation de rumeurs³⁶⁹, et à la diffusion de discours haineux incitant à la violence, comme le signale IRIN en août 2017³⁷⁰.

Des militants de la société civile sont poursuivis, menacés et agressés ainsi que des membres de leurs familles³⁷¹. Pierre Claver Mbonimpa est ainsi victime d'une tentative d'assassinat le 3 août 2015³⁷². Son beau-fils et fils sont assassinés respectivement en octobre et novembre 2015³⁷³. La trésorière de la ligue Iteka est arrêtée et portée disparue depuis décembre 2015, d'après RFI³⁷⁴.

Plusieurs représentants du monde associatif font l'objet de poursuites judiciaires³⁷⁵. Le HCDH signale en novembre 2015 qu'au moins quinze responsables d'ONG ont quitté le pays depuis avril 2015, et que quatre collaborateurs d'ONG ont été tués³⁷⁶. En novembre 2015, l'East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project (EHAHRDP) compte une centaine d'activistes exilés³⁷⁷.

Depuis fin 2015, le gouvernement a suspendu ou radié plusieurs organisations de la société civile impliquées dans la lutte contre le troisième mandat³⁷⁸. En janvier 2017, le gouvernement dissout la ligue Iteka, la plus ancienne association de défense des droits de l'homme³⁷⁹.

En décembre 2016, le Parlement adopte deux lois mettant en place des mesures restrictives de contrôle des ONG nationales et internationales³⁸⁰.

La commission d'enquête onusienne souligne que les défenseurs des droits de l'homme restés au pays sont obligés de travailler clandestinement et dans la plus grande prudence³⁸¹.

Selon la FIDH et la ligue Iteka, les mesures prises contre la presse et la société civile se sont durcies dans le contexte du référendum. Ces organisations renvoient entre autres à la condamnation en mars et avril 2018 de plusieurs défenseurs des droits de l'homme restés dans le pays, dont trois collaborateurs de l'association Parole et actions pour le réveil des consciences et l'évolution des

³⁶⁵ DW, 23/05/2017, [url](#) ; RSF, 08/02/2018, [url](#) ; SOS Médias Burundi, 25/02/2018, [url](#)

³⁶⁶ Il y a notamment Radio Inzamba animée par des journalistes burundais exilés au Rwanda. Voir : The Guardian (Ssuuna I., Sullivan K.), 07/11/2016, [url](#) ; DW, 03/05/2018, [url](#)

³⁶⁷ HRW (Tertsakian C.), 01/12/2015, [url](#)

³⁶⁸ Iwacu (Nikiza E.), 20/10/2017, [url](#) ; HRW (Mudge L.), 20/04/2018, [url](#)

³⁶⁹ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, p. 8, [url](#) ; Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), 10/02/2017, [url](#)

³⁷⁰ IRIN, 21/08/2017, [url](#)

³⁷¹ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 17/06/2016, p. 11, [url](#) ; HRW, 18/05/2018, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 158-161, [url](#)

³⁷² HRW, 03/08/2015, [url](#) ; Jeune Afrique, 04/08/2015, [url](#)

³⁷³ Mbonimpa P. C., Kaburahe A., 2017 ; RFI, 09/10/2015, [url](#) ; RFI, 06/11/2015, [url](#)

³⁷⁴ RFI, 26/12/2015, [url](#) ; RFI, 13/12/2016, [url](#)

³⁷⁵ Iwacu (Ngendakumana P., Ndabashinze R.), 02/12/2015, [url](#) ; EHAHRDP, et al., 24/11/2015, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 07/12/2015, [url](#)

³⁷⁶ HCDH, 25/11/2015, [url](#)

³⁷⁷ EHAHRDP, et al., 24/11/2015, [url](#)

³⁷⁸ Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), 25/10/2016, [url](#) ; Iwacu (Madirisha E.), 31/10/2016, [url](#)

³⁷⁹ Iwacu (Madirisha E.), 09/01/2017, [url](#) ; FIDH, 04/01/2017, [url](#)

³⁸⁰ AI, 13/02/2017, [url](#) ; United Nations Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association, 06/02/2017, [url](#)

³⁸¹ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 161, [url](#)

mentalités (PARCEM) et de Gervais Rukuki, activiste de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture au Burundi (ACAT Burundi), à de lourdes peines de prison³⁸².

Quant à l'Église catholique burundaise, en 2015, celle-ci s'est clairement opposée à un troisième mandat du président Nkurunziza³⁸³ et a, depuis, plus discrètement, plaidé plusieurs fois pour un dialogue inclusif³⁸⁴. En 2018, l'Église s'est prononcée contre la révision de la Constitution³⁸⁵. La position de l'Église a suscité la colère du CNDD-FDD fustigeant son rôle « politique »³⁸⁶. Selon IRIN, des partisans du président ont menacé et intimidé des évêques³⁸⁷. D'après un proche de l'archevêché qui s'est exprimé à La Croix, l'archevêque de Bujumbura, monseigneur Évariste Ngoyagoye, a échappé à plusieurs tentatives d'assassinat. Un membre du diocèse de Gitega parlant des prêtres catholiques a déclaré à Jeune Afrique que « [quelques-uns] ont été emprisonnés, d'autres exfiltrés »³⁸⁸.

5.4. Ressortissants rwandais et autres étrangers

André Guichaoua déclare dans un entretien de juin 2015 accordé à RFI qu'au Burundi, une « rhétorique de l'infiltration qui date de la fin de la guerre civile a repris à l'égard des Rwandais »³⁸⁹. La FIDH et la ligue Iteka parlent d'une « propagande anti-Rwanda », avec diatribes du président du parti au pouvoir qui va jusqu'à qualifier le génocide au Rwanda de « fabrication »³⁹⁰.

RFI écrit en mai 2015 que des centaines de Rwandais retournent chez eux fuyant la violence³⁹¹. En 2015 et 2016, des dizaines de Rwandais sont arrêtés pour espionnage ou sans que le motif soit connu³⁹². La RPA ainsi que la FIDH et la ligue Iteka rapportent la mort et la disparition de Rwandais en juin 2015 et en avril 2016 et suggèrent l'implication des forces de l'ordre³⁹³. En mars 2016, un ancien ambassadeur rwandais décède en prison dans des circonstances qualifiées de « suspectes » par Kigali³⁹⁴. De l'autre côté de la frontière, en août et en octobre 2016, des marchands clandestins burundais sont abattus par des militaires rwandais, selon Iwacu et RFI³⁹⁵. En septembre 2016, Iwacu rapporte que des Imbonerakure capturent des Rwandais pour demander des rançons³⁹⁶.

Malgré les déclarations hostiles des autorités burundaises à l'égard de la Belgique, le conseil aux voyageurs du ministère des Affaires étrangères belge datant d'avril 2018 précise qu'en général, « il n'y a pas d'hostilité envers les étrangers »³⁹⁷.

³⁸² FIDH, Iteka, 05/2018, pp. 17-19, [url](#) ; HRW, 18/05/2018, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 22/03/2018, [url](#) ; RFI, 28/04/2018, [url](#) ; HRW (Mudge L.), 27/04/2018, [url](#) ; HRW, 13/12/2017, [url](#)

³⁸³ RFI, 08/03/2015, [url](#) ; RTBF, 28/05/2015, [url](#)

³⁸⁴ RFI, 23/09/2015, [url](#) ; RFI, 11/09/2017, [url](#)

³⁸⁵ RFI, 03/05/2018, [url](#)

³⁸⁶ RFI, 26/03/2016, [url](#)

³⁸⁷ IRIN (Hatcher J.), 04/08/2015, [url](#)

³⁸⁸ La Croix (Larcher L.), 01/05/2016, [url](#) ; Jeune Afrique (Caslin O.), 05/07/2017, [url](#)

³⁸⁹ RFI (Morice F.), 11/06/2015, [url](#)

³⁹⁰ FIDH, Iteka, 11/2016, pp. 111-113, [url](#)

³⁹¹ RFI, 01/05/2015, [url](#)

³⁹² Jeune Afrique, AFP, 12/06/2015, [url](#) ; RFI, 24/08/2015, [url](#) ; Iwacu (Sikuyavuga L.), 12/03/2016, [url](#) ; RFI, 27/03/2016, [url](#) ; AFP (Aglieetti S.), 04/10/2015, [url](#) ; AFP, 31/08/2016, [url](#)

³⁹³ RPA, 18/10/2015, [url](#) ; FIDH, Iteka, 11/2016, p. 113, [url](#)

³⁹⁴ Jeune Afrique (Ba M.), 31/03/2016, [url](#) ; BBC, 31/03/2016, [url](#)

³⁹⁵ Iwacu, 31/08/2016, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C.), 13/09/2016, [url](#) ; RFI, 30/10/2016, [url](#)

³⁹⁶ Iwacu (Karegeya J. B.), 15/09/2016, [url](#)

³⁹⁷ Ministère des Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement – Belgique, 13/04/2018 [dernière mise à jour], [url](#)

5.5. Tutsi

L’Africa Center for Strategic Studies indique en mars 2017 que malgré l’incitation à la haine ethnique, la crise n’a pas été marquée par la « community-based interethnic violence »³⁹⁸. En revanche, tout au long de 2016, la FIDH et la ligue Iteka estiment que les crimes commis au Burundi peuvent être qualifiés de crimes contre l’humanité « et dériver vers des actes de génocide »³⁹⁹.

De nombreuses sources signalent une ethnicisation des forces de l’ordre. Les ex-FAB majoritairement tutsi sont particulièrement ciblés, alors que les organes de sécurité policiers et militaires impliqués dans la répression ont été épurés et sont presque exclusivement hutu, selon la FIDH et la ligue Iteka (voir 3.1. Forces de sécurité). La commission d’enquête onusienne souligne également que les ex-FAB sont particulièrement ciblés⁴⁰⁰.

Plusieurs sources indiquent en 2016 que la répression cible davantage les Tutsi. Des habitants des quartiers contestataires ont déclaré au HCDH que, lors des opérations meurtrières de la mi-décembre 2015, la police avait principalement ciblé des Tutsi alors que les Hutu avaient été épargnés⁴⁰¹. La FIDH et la ligue Iteka notent que « les Tutsis apparaissent particulièrement visés par les violences et assimilés à des opposants au régime du fait de leur appartenance ethnique »⁴⁰². L’APRODH accuse le SNR de cibler surtout de jeunes tutsi issus des quartiers contestataires de la capitale ainsi que les membres des partis de l’opposition, alors que la FOCODE signale que la majorité des disparus sont des Tutsi. Des analystes de l’ISS estiment en juillet 2016 que l’implication tutsi croissante dans la rébellion risque d’exposer davantage les Tutsi à la répression, même si une violence populaire contre la communauté tutsi reste improbable⁴⁰³. En mai 2016, ICG perçoit « un fort sentiment de victimisation » au sein de la communauté tutsi et une crainte répandue d’un plan génocidaire gouvernemental⁴⁰⁴.

La commission d’enquête onusienne indique dans son rapport de septembre 2017 que dans certains cas, l’origine ethnique de la victime peut être un facteur aggravant pour les auteurs des violations des droits de l’homme, qui ont insulté les Tutsi victimes d’arrestations et détentions arbitraires ou de torture. Elle précise toutefois que ceux-ci n’ont pas été ciblés en premier lieu à cause de leur appartenance ethnique, mais plutôt pour leur opposition présumée au pouvoir en place⁴⁰⁵.

5.6. Burundais qui ont résidé dans des pays limitrophes

La FIDH et la ligue Iteka relèvent dans leur rapport de novembre 2016 que le SNR, en coopération avec la Police de l’air, des frontières et des étrangers (PAFE), qui délivre les titres de voyage, surveille attentivement tous les retours dans le pays ou les sorties du territoire. Le SNR « appréhende aux frontières les individus considérés comme des ennemis du pouvoir afin qu’ils ne sortent ni ne retournent dans le pays »⁴⁰⁶.

Dans son rapport de septembre 2017, la commission d’enquête onusienne relève des arrestations arbitraires et d’autres violations des droits de l’homme à l’égard de personnes qui ont séjourné dans des pays limitrophes, en particulier au Rwanda, et qui retournent au Burundi. Les autorités

³⁹⁸ Africa Center for Strategic Studies (Nantulya P.), 13/03/2017, [url](#)

³⁹⁹ FIDH, 14/04/2016, [url](#)

⁴⁰⁰ Conseil des droits de l’homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 198, [url](#)

⁴⁰¹ HCDH, 15/01/2016, [url](#)

⁴⁰² FIDH, 14/04/2016, [url](#)

⁴⁰³ ISS (Bouka Y., Wolters S.), 07/2016, pp. 2-3, [url](#)

⁴⁰⁴ ICG, 20/05/2016, p. 14, [url](#)

⁴⁰⁵ Conseil des droits de l’homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 104-105, 120, 190, [url](#)

⁴⁰⁶ FIDH, Iteka, 11/2016, p. 103, [url](#)

burundaises les soupçonnent de collaboration avec des groupes armés basés à l'étranger⁴⁰⁷. Le HCDH précisait en juillet 2016 que, par manque de preuves, la plupart ont été relâchées après quelques jours et souvent reconduites dans leur commune d'origine⁴⁰⁸.

6. Répartition géographique⁴⁰⁹

Une chercheuse qui a effectué des recherches au sujet de la jeunesse urbaine au Burundi a fourni des informations à l'instance d'asile canadienne à propos des associations ethniques liées à certains quartiers de Bujumbura. Elle précise qu'il n'y a jamais eu de recensement populaire permettant de déterminer de manière exacte la composition des quartiers. Les quartiers de Nyakabiga, Ngagara, Musaga et Cibitoke sont généralement considérés comme tutsi, Kamenge et Kinama comme hutu⁴¹⁰.

Selon AI, des manifestations ont eu lieu en 2015 dans plusieurs quartiers de la capitale qu'on peut qualifier de « contestataires »⁴¹¹. Iwacu, ACLED, RFI et AI désignent en 2015 comme « foyers de la contestation » les plus touchés par les incidents et les opérations policières, les quartiers de Musaga, Nyakabiga, Jabe, Bwiza, Cibitoke, Ngagara, Mutakura⁴¹². La commune de Mukike dans la province de Bujumbura Rural a été fortement affectée aussi, selon Jeune Afrique ou The New York Times⁴¹³. Pierre Claver Mbonimpa indique, lors d'un entretien avec le journaliste burundais Antoine Kaburahe en 2017, qu'afin de donner une dimension ethnique à la répression, les quartiers plutôt hutu comme Kanyosha, Buterere, Kinama, ont été relativement épargnés, même s'ils avaient participé aux manifestations⁴¹⁴.

Sur une carte de Bujumbura publiée en janvier 2016, Le Monde a distingué les quartiers contestataires, les quartiers plutôt acquis au président et les quartiers résidentiels plutôt neutres :



Carte administrative de la ville de Bujumbura⁴⁰⁹

⁴⁰⁷ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 166, [url](#)

⁴⁰⁸ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 17/06/2016, p. 13, [url](#) ; HCDH, 29/06/2016, [url](#)

⁴⁰⁹ La division administrative de la Mairie de Bujumbura qui figure sur la « Carte administrative de la Ville de Bujumbura » ne correspond pas à la structure administrative actuelle, adoptée en novembre 2014, qui divise la capitale en trois communes (Ntahangwa, Mukaza et Muha). Les anciennes communes affichées sur cette carte sont devenues des « zones » : Iwacu (Ndabashinze R.), 29/08/2014, [url](#) ; Le Renouveau (Wakana F.), s.d., [url](#)

⁴¹⁰ Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 15/09/2016, [url](#)

⁴¹¹ AI, 07/2015, p. 9, [url](#) ; Iwacu, 12/06/2015, [url](#)

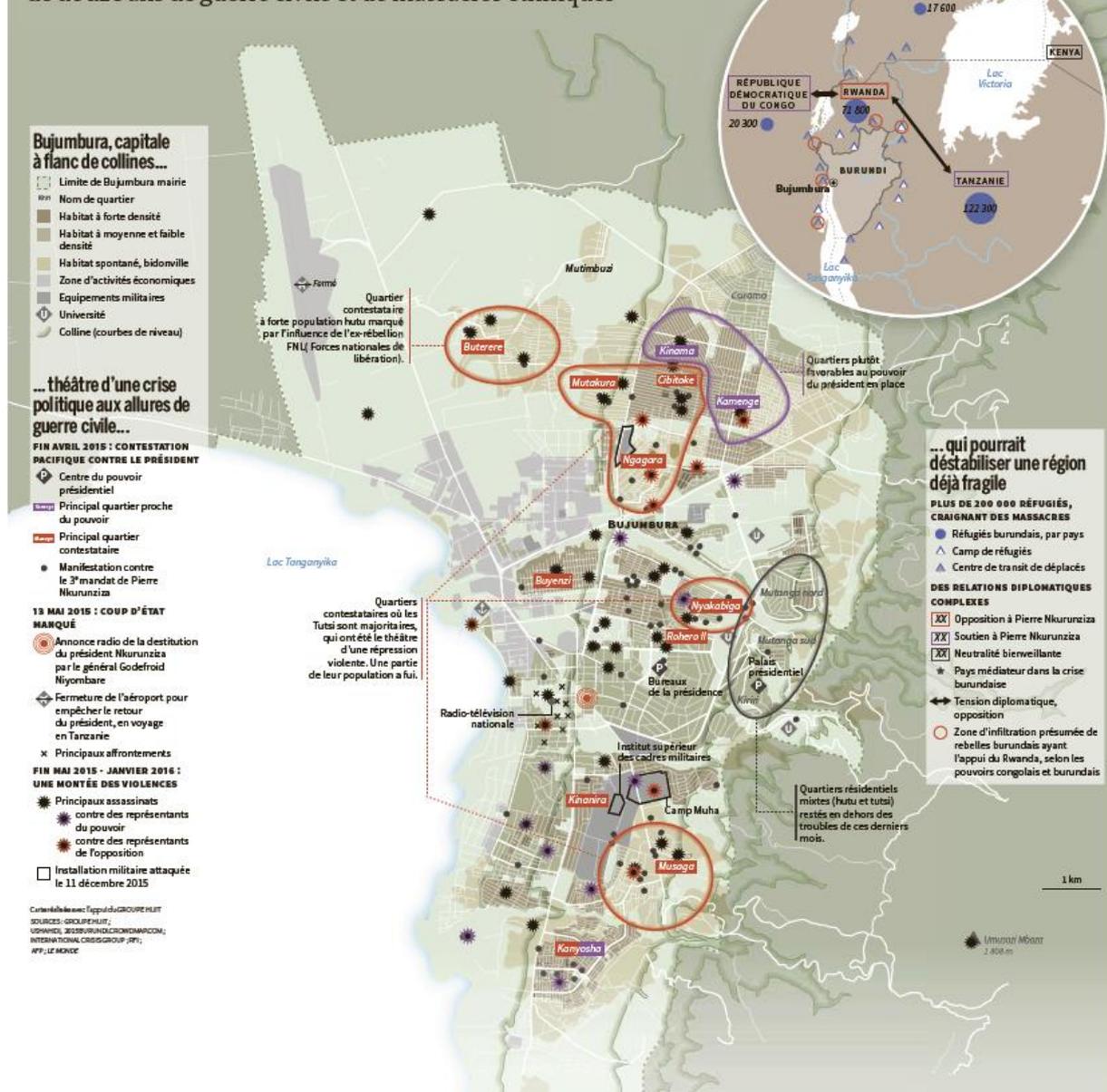
⁴¹² Iwacu, 27/05/2015, [url](#) ; Iwacu, 16/06/2015, [url](#) ; ACLED, 25/08/2015, [url](#) ; RFI, 12/12/2015, [url](#) ; AI, 22/12/2015, p. 2, [url](#)

⁴¹³ The New York Times (Kron J.), 12/12/2015, [url](#) ; Jeune Afrique (Carayol R.), 21/01/2016, [url](#)

⁴¹⁴ Mbonimpa P.C., Kaburahe A., 2017, p. 108

Bujumbura, les quartiers de la colère

La capitale du Burundi est en proie depuis avril 2015 à une vague de contestation contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Au risque de raviver le spectre de douze ans de guerre civile et de massacres ethniques



Bujumbura, les quartiers de la colère⁴¹⁵

⁴¹⁵ Le Monde (Fattori F., et al.), 10-11/01/2016, [url](#)

IRRI indique en avril 2016 que les violences se situent principalement à Bujumbura et que le conflit est minimal dans le reste du pays, exception faite des régions frontalières. L'organisation signale toutefois que le *black-out* des médias et de la société civile pourrait occulter la réalité rurale⁴¹⁶. La CPI indique dans le cadre de son enquête sur le Burundi que les « crimes ont principalement été commis à Bujumbura, mais aussi dans d'autres provinces et même hors du Burundi »⁴¹⁷.

Par ailleurs, ACLED constate que la violence a diminué quelque peu depuis 2015, mais qu'elle se répand géographiquement et que le niveau reste très élevé à travers le pays entier⁴¹⁸. Plusieurs sources qui ont interrogé des réfugiés dans les pays voisins soulignent l'origine rurale de leurs interlocuteurs, décrivant des abus qui ont eu lieu à l'intérieur du pays, et en concluent que la peur et les abus ne se limitent pas à la capitale⁴¹⁹.

HRW indique en janvier 2017 que les Imbonerakure ont organisé des patrouilles nocturnes et des couvre-feux dans plusieurs provinces et ont érigé des barrages sur les routes principales et secondaires, notamment à Kirundo, Makamba, Musinga, Muramvya, Ruyigi et Ngozi⁴²⁰. D'après un rapport des Nations unies datant de février 2017, alors que les débuts de la crise se situaient plutôt dans la capitale et ses environs, des problèmes ont régulièrement été signalés à l'intérieur du pays en 2016, en particulier dans les provinces de Bururi, Cibitoke, Gitega, Kirundo, Makamba, Musinga, Ngozi, Rumonge, Rutana et Ruyigi⁴²¹. En septembre 2017, AI fait état de violations « aux quatre coins du Burundi », et notamment dans la capitale et dans les provinces de Kirundo, Makamba, Musinga, Cibitoke, Cankuzo et Ngozi⁴²².

HRW et la commission d'enquête onusienne rapportent des viols commis par les forces de l'ordre à Bujumbura, mais aussi dans d'autres endroits, comme les régions frontalières⁴²³. La CPI indique que des femmes ont été ciblées près de la frontière au moment de vouloir fuir le pays⁴²⁴.

Dans les communes de Gatumba et de Gihanga limitrophes de la RDC, des embuscades et des attaques isolées de groupes armés ont continué d'avoir lieu en 2017 et 2018⁴²⁵.

7. Déplacements de population

7.1. Réfugiés

En date du 31 mai 2018, près de 420.000 réfugiés burundais se trouvaient dans les pays voisins, dont plus de 240.000 en Tanzanie, près de 91.000 au Rwanda, plus de 47.000 en RDC et plus de 41.000 en Ouganda. La grande majorité, environ 387.000 d'entre eux, ont fui depuis avril 2015. De plus, 13.200 réfugiés sont installés au Kenya, 4.800 au Mozambique, 3.600 au Malawi et 2.500 en Zambie. Quelque 23.000 réfugiés burundais qui vivent en Tanzanie depuis des décennies ne reçoivent plus d'assistance⁴²⁶. Plus de la moitié des réfugiés, soit 54 %, sont des enfants⁴²⁷.

⁴¹⁶ IRRI, 04/2016, p. 14, [url](#)

⁴¹⁷ CPI, 09/11/2017, [url](#)

⁴¹⁸ ACLED (Kishi R.), 14/02/2018, [url](#)

⁴¹⁹ ICG, 20/05/2016, p. 10, [url](#) ; IRRI, 08/2017, p. 4, [url](#)

⁴²⁰ HRW, 19/01/2017, [url](#)

⁴²¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, p. 6, [url](#)

⁴²² AI, 09/2017, pp. 4-5, [url](#)

⁴²³ HRW, 27/07/2016, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 135, [url](#)

⁴²⁴ CPI, 09/11/2017, [url](#)

⁴²⁵ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, p. 7, [url](#) ; Iwacu, 29/09/2017, [url](#) ; Iwacu (Bigirimana C.), 13/04/2018, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 17/04/2018, [url](#)

⁴²⁶ UNHCR, 31/05/2018 [last update], [url](#)

Le HCR note qu'en 2017, plus de 61.000 Burundais ont fui, et s'attend à une nouvelle augmentation d'environ 50.000 personnes en 2018⁴²⁸. Les chiffres du HCR sont contestés par le gouvernement burundais, qui déclare en mars 2018 que plus de 200.000 personnes sont déjà rentrées de manière volontaire depuis le début de la crise⁴²⁹.

Selon des statistiques du HCR, les intellectuels et universitaires burundais ont surtout choisi le Rwanda comme destination, alors que les Burundais en Tanzanie sont beaucoup moins scolarisés⁴³⁰. ICG attire l'attention sur la perte de capital humain que constitue le départ en exil d'une partie importante de l'élite intellectuelle et commerciale du pays et d'un grand nombre d'enseignants, ainsi que sur l'effet économique à long terme de cette fuite des cerveaux⁴³¹. Selon plusieurs sources, certains hommes d'affaires quittent le pays après avoir mis à l'abri leurs familles⁴³².

ICG souligne en mai 2016 que l'origine rurale de nombreux réfugiés montre « que la peur ne domine pas seulement à Bujumbura »⁴³³. Africa Center for Strategic Studies remarque début 2017 que la hausse la plus importante du nombre de réfugiés s'observe dans les provinces limitrophes de la Tanzanie, ce qui correspond à l'intensification des activités des Imbonerakure dans cette région. Cette source ajoute que la grande majorité des réfugiés en Tanzanie sont des Hutu, ce qui souligne la nature multiethnique de l'opposition au régime⁴³⁴.

La majorité des réfugiés burundais interrogés par ICG et d'autres sources déclarent avoir fui la violence de la police, des services de renseignement et, en particulier, des Imbonerakure. Plusieurs parlent d'assassinats et de disparitions de membres de famille, de mauvais traitements et tortures psychologiques, physiques et sexuels qu'ils ont subis personnellement des mains des forces de l'ordre, ou dont ils ont été témoins. Certains estiment avoir été ciblés en tant que Tutsi. IRRI précise dans un rapport d'août 2017 que des motifs économiques ont joué un rôle pour certains réfugiés qu'ils ont interrogés, mais toujours en combinaison avec d'autres raisons⁴³⁵.

La commission d'enquête onusienne signale que la police et les Imbonerakure érigent des barrages à l'approche des postes frontières⁴³⁶. Selon ICG, ces barrages sont devenus « des filtres à opposants »⁴³⁷ où, selon plusieurs sources, de nombreux abus sont commis par des agents gouvernementaux et des Imbonerakure. Ceux qui veulent partir doivent être munis de documents de voyage, indique RI fin 2015. La commission d'enquête onusienne relève également des abus contre des personnes qui ont aidé d'autres gens à fuir le pays ou à l'égard de membres de famille de personnes qui ont réussi à quitter le pays⁴³⁸. De nombreux réfugiés ont contourné les postes frontières afin de quitter le pays, d'après RI et le HCR⁴³⁹.

Le 24 janvier 2017, le gouvernement tanzanien supprime la reconnaissance *prima facie* des Burundais entrant dans le pays⁴⁴⁰. Selon un rapport des Nations unies de janvier 2018, le nombre de

⁴²⁷ UNHCR, *Burundi Regional Refugee Response Plan. January – December 2018*, s.d., p.10, [url](#)

⁴²⁸ Iwacu (Irabaruta C.), 08/02/2018, [url](#)

⁴²⁹ Iwacu (Nkurunziza E.), 27/03/2018, [url](#)

⁴³⁰ Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), 05/04/2017, [url](#)

⁴³¹ ICG (Moncrieff R.), 20/01/2017, [url](#)

⁴³² ICG, 20/05/2016, p. 11, [url](#) ; Le Temps (Rémy J. P.), 03/03/2016, [url](#)

⁴³³ ICG, 20/05/2016, p. 10, [url](#)

⁴³⁴ Africa Center for Strategic Studies, 13/03/2017, [url](#)

⁴³⁵ UNHCR (Pflanz M.), 26/04/2016, [url](#) ; ICG (Boddaert M.), 19/10/2016, [url](#) ; ICG (Boddaert M.), 25/10/2016, [url](#) ; ICG (Moncrieff R.), 20/01/2017, [url](#) ; IRRI, 08/2017, p. 4, [url](#) ; AI, 09/2017, p. 8, [url](#)

⁴³⁶ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 165-166, [url](#)

⁴³⁷ ICG (Boddaert M.), 19/10/2016, [url](#)

⁴³⁸ RI (Boyce M., Vigaud-Walsh F.), 18/11/2015, pp. 8-10, [url](#) ; HRW, 07/07/2016, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 165-166, [url](#) ; AI, 09/2017, pp. 17-19, [url](#)

⁴³⁹ RI (Boyce M., Vigaud-Walsh F.), 18/11/2015, pp. 8-10, [url](#) ; HCR, 02/2017, [url](#)

⁴⁴⁰ UNHCR, 01/2017, [url](#)

réfugiés en Tanzanie a diminué suite à cette décision⁴⁴¹. L'Ouganda et la RDC ont pris la même décision en avril 2017, selon le HCR, mais pas le Rwanda⁴⁴². Dans un article de février 2018, IRIN signale une attitude plus hostile de la part du gouvernement tanzanien à l'égard des réfugiés burundais. Suite à une rencontre avec le président burundais en juillet 2017, le président tanzanien Magufuli a exhorté les réfugiés burundais de retourner au pays⁴⁴³.

Les gouvernements burundais et tanzanien et le HCR ont signé un accord tripartite en août 2017 qui, de septembre 2017 à mars 2018, a facilité le retour de près de 21.500 réfugiés⁴⁴⁴. Cette tripartite prévoit le retour de 72.000 réfugiés avant fin 2018⁴⁴⁵. Selon des réfugiés interrogés par News Deeply, les menaces de rapatriement forcé de la part des autorités tanzaniennes, les conditions de vie misérables dans les camps et la promesse d'assistance en cas de retour persuadent certains réfugiés de retourner⁴⁴⁶. Le HCR signale toutefois que la grande majorité des réfugiés n'est pas prête à rentrer au pays. L'organisation facilitera, mais n'encouragera pas le retour⁴⁴⁷.

En 2016 et en 2017, le Rwanda a expulsé des centaines de Burundais considérés comme « immigrés illégaux » ou espions. Certains d'entre eux y étaient installés de longue date⁴⁴⁸. En janvier 2017, les autorités congolaises remettent aux autorités burundaises 124 présumés rebelles burundais⁴⁴⁹. Parmi les personnes extradées, le HCR identifie quelques réfugiés et demandeurs d'asile⁴⁵⁰. Certains sont détenus dans les locaux du SNR après le rapatriement, d'après la FIDH et la ligue Iteka⁴⁵¹.

Dans son rapport de septembre 2017, la commission d'enquête onusienne demande aux États membres des Nations unies d'« accorder prima facie le statut de réfugié aux demandeurs d'asile burundais ». Elle appelle aussi à « veiller au respect strict du principe de non-refoulement »⁴⁵².

Des enquêtes menées par RI, HRW et les Nations unies signalent la fréquence de violences basées sur le genre à l'intérieur et aux environs des camps de réfugiés en Tanzanie et au Rwanda. HRW souligne l'insuffisance de la prise en charge médicale et psychologique des victimes⁴⁵³.

Fin septembre 2017, le HCR lance un appel aux fonds à la communauté internationale, faisant état d'une « pénurie chronique » de moyens entravant l'aide humanitaire et la protection offerte aux réfugiés burundais. Le HCR parle de camps « surpeuplés et engorgés », d'un manque d'eau potable et de nourriture, d'abris d'urgence délabrés, de service de santé (par exemple pour les victimes de violences sexuelles) et d'éducation dépassés et d'insécurité. Les rations alimentaires en Tanzanie et au Rwanda ont été réduites⁴⁵⁴. Le plan d'intervention pour le Burundi pour 2018⁴⁵⁵ est le moins financé du monde, selon le HCR⁴⁵⁶, et n'a récolté que 9 % des fonds requis en mai 2018⁴⁵⁷.

⁴⁴¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 6, [url](#)

⁴⁴² UNHCR, *Burundi Regional Refugee Response Plan. January – December 2018*, s.d., p.10, [url](#)

⁴⁴³ IRIN (Ensor C.), 08/05/2018, [url](#) ; The Guardian (Okiror S.), 29/07/2017, [url](#)

⁴⁴⁴ Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 6, [url](#) ; UNHCR, *Regional Update. Burundi Situation. March 2018*, s.d., [url](#) ; Iwacu (Ndabashinze R.), 22/08/2017, [url](#) ; RFI, 07/09/2017, [url](#)

⁴⁴⁵ UNHCR, *Regional Update. Burundi Situation. March 2018*, s.d., [url](#) ; Iwacu (Nkurunziza E.), 30/03/2018, [url](#)

⁴⁴⁶ News Deeply (Onyulo T.), 09/10/2017, [url](#)

⁴⁴⁷ UNHCR, *Burundi Regional Refugee Response Plan. January – December 2018*, s.d., p.10, [url](#)

⁴⁴⁸ Iwacu (Mbuzumutima A.), 17/05/2016, [url](#) ; Reuters (Biryabarema E.), 12/06/2016, [url](#) ; Iwacu (Ndabashinze R.), 08/06/2017, [url](#) ; Iwacu (Ndabashinze R.), 15/06/2017, [url](#)

⁴⁴⁹ Iwacu (Mbuzumutima A.), 01/02/2017, [url](#)

⁴⁵⁰ UNHCR, 01/2017, [url](#)

⁴⁵¹ FIDH, Iteka, 09/02/2017, [url](#)

⁴⁵² Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, pp. 198, 201, [url](#)

⁴⁵³ RI (Vigaud-Walsh F.), 22/12/2015, p. 5, [url](#) ; HRW, 27/07/2016, [url](#) ; DW (Mallet R.), 17/03/2017, [url](#)

⁴⁵⁴ HCR (Mahecic A.), 29/09/2017, [url](#) ; HCR (Bond K.), 30/11/2017, [url](#) ; HCR (Bond K.), 04/01/2018, [url](#) ; WFP, 11/01/2018, [url](#) ; UNHCR, *Burundi Regional Refugee Response Plan. January – December 2018*, s.d., p.10, [url](#)

⁴⁵⁵ UNHCR, *Burundi Regional Refugee Response Plan. January – December 2018*, s.d., p.11, [url](#)

⁴⁵⁶ UNHCR (Wiesner C.), 06/02/2018, [url](#)

⁴⁵⁷ RFI, 12/05/2018, [url](#)

Plusieurs sources rapportent l'infiltration d'éléments gouvernementaux burundais dans les pays voisins et dans les camps de réfugiés, si bien que, selon The Guardian, des zones protégées ont été créées à l'intérieur des sites⁴⁵⁸. En janvier 2016, un membre du MSD est assassiné à Nairobi⁴⁵⁹. En août 2016, un journaliste burundais exilé est gravement agressé à Kampala⁴⁶⁰.

Le 15 septembre 2017 à Kamanyola dans l'est de la RDC, l'armée congolaise ouvre le feu lors d'une manifestation de membres d'un culte interdit au Burundi qui avaient fui en RDC et qui, pour des raisons religieuses, refusent de se faire enregistrer comme réfugiés. Le bilan est de 39 morts et de nombreux blessés⁴⁶¹. En mars 2018, 2.500 Burundais membres du culte se rendent au Rwanda⁴⁶². Finalement, début avril 2018, ils retournent au Burundi. Certains indiquent que les autorités rwandaises ont fait pression et ont procédé à quelques arrestations, alors que le HCR indique que le retour est volontaire⁴⁶³. Selon le gouvernement burundais toutefois, le Rwanda a voulu recruter ces réfugiés dans une rébellion en vue d'attaquer le Burundi⁴⁶⁴.

7.2. Déplacement interne

La crise au Burundi ainsi que les désastres naturels ont provoqué le déplacement interne de dizaines de milliers de Burundais. Une enquête de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans toutes les provinces du pays a identifié quelque 174.000 personnes déplacées internes, soit plus de 38.500 ménages. Parmi les personnes déplacées, 55 % sont des femmes et 58 % des mineurs. Le plus grand groupe de déplacés, près de 39.000 personnes soit 22 % du total, est originaire de la capitale. Par ailleurs, Bujumbura héberge aussi le plus grand nombre de déplacés, soit 21.000 personnes. La crise socio-politique a entraîné le déplacement d'environ 50.000 personnes, soit 29 %, alors que quelque 123.000 personnes, soit 71 %, sont déplacées à cause de désastres naturels. Dans quatre provinces, à savoir la capitale ainsi que les provinces de Mwaro, Makamba et Gitega, la plupart des déplacés sont partis à cause de la crise socio-économique. La grande majorité, 94 % des personnes recensées, s'est déplacée depuis 2015⁴⁶⁵.

Il s'agit d'une baisse par rapport aux recensements de juillet et septembre 2017 et de janvier 2018 qui dénombrèrent respectivement 198.000, 188.000 et 176.000 déplacés⁴⁶⁶. Selon l'OIM, cette baisse s'explique par la construction ou la réhabilitation des maisons des déplacés, par des récoltes réussies, mais aussi par le rétablissement de la sécurité dans certaines zones. Ainsi, en septembre 2017 et en janvier 2018, l'OIM attribue une diminution du nombre de déplacés en partie à l'amélioration de la sécurité dans la capitale qui a permis le retour de certains d'entre eux ou la reprise d'une activité commerciale dans la capitale, même si des incidents de sécurité plus récents poussent parfois des gens à se déplacer de nouveau⁴⁶⁷.

L'accès à la nourriture et aux moyens de subsistance, aux médicaments et aux soins de santé, à l'eau potable, aux installations sanitaires ou à l'éducation, varie selon la localisation mais pose souvent de grands défis aux déplacés, d'après une enquête de l'OIM de mars 2018. Dans la majorité

⁴⁵⁸ The Guardian (Graham-Harrison E.), 15/04/2016, [url](#) ; Le Monde (Lepidi P.), 04/07/2017 [mis à jour le 10/07/2017], [url](#) ; FIDH, Iteka, 11/2016, p. 58, [url](#)

⁴⁵⁹ Daily Nation (Mutambo A.), 21/05/2016, [url](#) ; ARIB, 06/01/2016, [url](#)

⁴⁶⁰ RFI, 03/08/2016, [url](#) ; Jeune Afrique, 03/08/2016, [url](#)

⁴⁶¹ Iwacu (Mbazamutima A.), 16/09/2017, [url](#) ; Iwacu (Mbazamutima A.), 18/09/2017, [url](#) ; RFI, 16/09/2017, [url](#) ; RFI, 19/09/2017, [url](#) ; AFP, 17/09/2017, [url](#) ; IRR, 19/09/2017, [url](#)

⁴⁶² Iwacu (Nkurunziza E.), 09/03/2018, [url](#) ; RFI, 08/03/2018, [url](#)

⁴⁶³ AFP, 01/04/2018, [url](#) ; Iwacu (Mugisha H.), 09/04/2018, [url](#) ; UNHCR, 10/04/2018, [url](#)

⁴⁶⁴ Gouvernement du Burundi (Nzobonariba P.), 04/04/2018, [url](#)

⁴⁶⁵ OIM, 02/05/2018, [url](#)

⁴⁶⁶ OIM, 07/2017, [url](#) ; OIM, 09/2017, [url](#) ; OIM, 01/2018, [url](#)

⁴⁶⁷ OIM, 09/2017, p. 5, [url](#) ; OIM, p. 8, [url](#)

des provinces, il existe des zones qui représentent un danger pour les femmes et les filles, notamment là où a lieu la collecte de bois⁴⁶⁸.

Selon un rapport établi par RI en novembre 2015, certains déplacés se cachent parce qu'ils ont peur de demander de l'assistance humanitaire ou de quitter le pays à cause de la surveillance des frontières. La plupart sont des membres de la société civile ou de la presse, des employés du secteur de l'enseignement ou de la santé⁴⁶⁹.

IRRI ajoute que la problématique foncière, notamment le manque de terres ainsi que la question de la réintégration des réfugiés à leur retour et de la récupération des biens, reste un facteur important dans le déplacement⁴⁷⁰.

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

8.1. Impact économique et humanitaire

Plusieurs sources indiquent que la crise et la réduction de l'aide à la coopération ont eu des effets dévastateurs sur l'économie burundaise. Le produit international brut (PIB) continue de chuter depuis 2015⁴⁷¹. L'inflation est de 17,6 % fin 2017 en raison de la hausse des prix alimentaires⁴⁷². Iwacu signale en mai 2018 une dépréciation importante du franc burundais (FBU)⁴⁷³. Le nombre d'investissements directs étrangers diminue fortement⁴⁷⁴. La dette publique s'accroît considérablement et des associations burundaises craignent une crise de surendettement et une faillite de l'État⁴⁷⁵. Néanmoins, le gouvernement s'engage à devenir plus indépendant par rapport à l'aide de la coopération et à financer la plus grande partie de son budget avec des ressources internes⁴⁷⁶. ICG avertit en septembre 2016 que le Burundi « se dirige vers une situation d'urgence humanitaire et sociale dévastatrice »⁴⁷⁷. Tandis que le gouvernement a augmenté le budget de la défense⁴⁷⁸, il applique des restrictions budgétaires importantes dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'agriculture⁴⁷⁹. Malgré les prévisions optimistes du gouvernement burundais⁴⁸⁰, le Fonds monétaire international (FMI) ne prévoit pas de croissance économique pour l'année 2018⁴⁸¹.

Le manque de devises étrangères et la pénurie régulière de carburant ont affecté tous les secteurs économiques, d'après ICG et la presse, entraînant une augmentation des prix du transport, des denrées alimentaires, entravant de nombreuses activités qui nécessitent des générateurs, dont celles de la plus grande entreprise, la Brasserie et limonaderie du Burundi (Brarudi). Iwacu décrit

⁴⁶⁸ OIM, 02/05/2018, [url](#)

⁴⁶⁹ RI (Boyce M., Vigaud-Walsh F.), 18/11/2015, pp. 3-5, [url](#)

⁴⁷⁰ IRRI, 12/2016, pp. 39-42, [url](#)

⁴⁷¹ United Nations Human Rights Council, 13/03/2018, [url](#)

⁴⁷² Reuters, 27/11/2017, [url](#)

⁴⁷³ Iwacu (Gahama P.), 29/05/2018, [url](#)

⁴⁷⁴ Iwacu (Gahama P.), 03/08/2017, [url](#)

⁴⁷⁵ Iwacu (Gahama P.), 21/06/2017, [url](#) ; Iwacu (Banyankiye P. C.), 07/06/2018, [url](#)

⁴⁷⁶ Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 5, [url](#)

⁴⁷⁷ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 20/09/2016, p. 16, [url](#) ; ICG, 28/09/2016, p. 1, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, p. 11, [url](#) ; ICG, 15/05/2018, [url](#)

⁴⁷⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, 23/02/2017, p. 11, [url](#)

⁴⁷⁹ RFI, 25/04/2017, [url](#) ; FIDH, Iteka, 06/2017, p. 7, [url](#)

⁴⁸⁰ Reuters, 13/12/2017, [url](#)

⁴⁸¹ Reuters, 19/04/2017, [url](#)

comment le manque de carburant affecte également les hôpitaux, le secteur de la télécommunication et l'enseignement⁴⁸².

Depuis la mi-2016, les autorités imposent « une pluie de mesures », selon Jeune Afrique, allant de l'achat obligatoire du cahier de ménage à la taxe de stationnement à Bujumbura⁴⁸³. Les taxes sur les produits de première nécessité tels le sucre, le carburant ou encore l'électricité ont considérablement augmenté⁴⁸⁴. Plusieurs sources, dont la commission d'enquête onusienne, signalent différents types d'extorsion renforcés par la crise économique, tels que des rançons exigées par des agents étatiques, par exemple en échange de la libération d'un détenu. Des policiers ou des Imbonerakure imposent des taxes illégales et des rackets, parfois encaissés sur des barrages. Des cotisations, qui varient d'un endroit à l'autre, sont demandées à la population pour financer la construction de bâtiments publics, des projets gouvernementaux ou la construction de permanences du CNDD-FDD⁴⁸⁵. Selon une ordonnance ministérielle de décembre 2017, les fonctionnaires ainsi que les étudiants sont tenus de contribuer au financement du référendum de mai 2018 et des élections de 2020⁴⁸⁶.

Depuis la deuxième moitié de 2016, plusieurs sources signalent une hausse importante des prix alimentaires frappant sévèrement la population pauvre ainsi que les commerçants⁴⁸⁷. Début août 2016, le gouvernement interdit l'exportation de produits alimentaires, une mesure qui affecte gravement les agriculteurs et commerçants qui écoulent leurs produits au Rwanda⁴⁸⁸. Début mars 2017, face à la détérioration de la situation alimentaire, le gouvernement décide de réduire les taxes et d'exonérer les produits en provenance de l'étranger⁴⁸⁹. Mais depuis août 2017, les prix alimentaires remontent, selon Iwacu⁴⁹⁰.

En décembre 2017, le chômage parmi les jeunes est particulièrement élevé avec un taux de 65 %⁴⁹¹. Le recrutement dans le secteur public se politise de plus en plus à l'avantage des partisans du parti au pouvoir, selon les Nations unies⁴⁹². L'économie urbaine est en fort déclin à Bujumbura, notamment le commerce, la construction, le tourisme et l'hôtellerie. ICG ajoute que le commerce entre la capitale et l'intérieur du pays souffre également à cause de l'insécurité⁴⁹³.

En novembre 2016, la RPA attire l'attention sur le nombre croissant d'enfants des rues dans la ville de Gitega, y compris des mineurs originaires de plusieurs autres provinces et de la capitale, d'où ils sont chassés⁴⁹⁴. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations Children's Fund, UNICEF) s'inquiète en janvier 2017 du risque de recrutement et d'exploitation que courent ces enfants et signale, avec Iwacu, qu'ils sont fréquemment ciblés lors des opérations de recherches et

⁴⁸² AFP, 20/05/2017, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E., et al.), 30/05/2017, [url](#) ; ICG, 15/05/2018, [url](#) ; Iwacu (Giriteka A.), 12/01/2018, [url](#) ; DW (Niragira A.), 05/02/2018, [url](#) ; Iwacu (Gahama P.), 15/02/2018, [url](#) ; Iwacu (Nkurunziza E.), 06/04/2018, [url](#)

⁴⁸³ Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), 07/11/2016, [url](#) ; Iwacu (Nzeyimana M.), 19/12/2016, [url](#) ; Iwacu (Ndabashinze R.), 16/08/2017, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 08/09/2017, [url](#) ; Iwacu (Irabaruta C.), 11/01/2018, [url](#)

⁴⁸⁴ United Nations Human Rights Council, 13/03/2018, [url](#) ; Iwacu (Gahama P.), 22/09/2017, [url](#) ; VOA (Nkurunziza C.), 14/12/2017, [url](#)

⁴⁸⁵ United Nations Human Rights Council, 13/03/2018, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 61, [url](#) ; Jeune Afrique, 05/04/2017, [url](#) ; RFI, 05/04/2017, [url](#) ; FIDH, Iteka, 06/2017, p. 17, [url](#) ; AI, 09/2017, pp. 14-15, [url](#)

⁴⁸⁶ Iwacu (Ndirubusa A.), 10/07/2017, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 14/08/2017, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 2, [url](#)

⁴⁸⁷ Iwacu (Shaka C., Nzeyimana M.), 02/08/2016, [url](#) ; Iwacu (Nzeyimana M.), 08/12/2016, [url](#) ; Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), 12/01/2017, [url](#) ; VOA (Nkurunziza C.), 14/02/2017, [url](#)

⁴⁸⁸ Iwacu (Habonimana I.), 02/08/2016, [url](#) ; Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), 09/11/2016, [url](#)

⁴⁸⁹ Iwacu (Nikiza E.), 03/03/2017, [url](#)

⁴⁹⁰ Iwacu (Niyongabo C.), 14/09/2017, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza J. N.), 26/10/2017, [url](#)

⁴⁹¹ Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 5, [url](#)

⁴⁹² Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 20/09/2016, p. 16, [url](#)

⁴⁹³ ICG, 20/05/2016, p. 17, [url](#) ; Iwacu (Habonimana I.), 29/09/2016, [url](#) ; Iwacu, 12/05/2017, [url](#)

⁴⁹⁴ RPA, 28/11/2016, [url](#)

d'arrestation, à Bujumbura comme à l'intérieur du pays⁴⁹⁵. Parmi les plus de 300 enfants arrêtés et détenus en connexion avec la crise, en juillet 2016, UNICEF et ses partenaires ont réussi à en réunir une centaine avec leurs familles, alors que des dizaines d'autres se retrouvent dans deux centres de rééducation en attente d'une décision judiciaire⁴⁹⁶.

En 2017, la famine touche de plus en plus de provinces⁴⁹⁷. Plus de 40 % de la population est en insécurité alimentaire aiguë⁴⁹⁸. En avril 2018, toutefois, grâce à de bonnes récoltes, il ne reste plus qu'une commune à l'est du pays touchée par une crise alimentaire⁴⁹⁹. Néanmoins, selon l'évaluation de l'OCHA de fin 2017, 3,6 millions de personnes ont besoin d'assistance, une augmentation de 18 % depuis 2016. Dans 11 provinces, le taux de malnutrition aiguë a augmenté. La mortalité maternelle a doublé entre 2014 et 2016⁵⁰⁰. En avril 2018, le plan d'intervention était financé à 2,3 % seulement, ce qui en fait le plan OCHA le moins financé au monde⁵⁰¹. Le président de la commission d'enquête onusienne remarque que d'un pays en voie de développement, le Burundi est redevenu en 2016 un pays d'urgence humanitaire⁵⁰².

En 2016 et 2017, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) parle d'une épidémie de paludisme « de grande magnitude » avec 70 % de la population qui est affectée - entre autres à cause de la malnutrition sévère - et de milliers de décès⁵⁰³. En décembre 2017, l'OMS déclare que l'épidémie est maîtrisée grâce à l'intervention de l'UNICEF et de ses partenaires⁵⁰⁴.

D'après l'Observatoire national contre la criminalité transnationale (ONLCT), 3.000 personnes au Burundi, surtout des femmes, sont victimes du trafic humain depuis 2015⁵⁰⁵ dont plus de 500 en 2017⁵⁰⁶. Si, d'après Iwacu et d'autres sources, la police procède à quelques arrestations en 2016 suite à des alertes de la société civile burundaise⁵⁰⁷, le département d'État américain estime quant à lui, dans son rapport sur le trafic humain de 2017, que le gouvernement burundais ne s'engage pas suffisamment dans la lutte contre le trafic humain, malgré le démantèlement de quelques réseaux. Ainsi, aucune enquête ou poursuite de fonctionnaires officiels impliqués dans le trafic humain n'a été rapportée malgré de multiples indications d'implication gouvernementale. La protection qu'offre le gouvernement aux victimes du trafic humain est minimale⁵⁰⁸.

8.2. Secteurs publics (santé, éducation)

ICG indique en mai 2018 que les progrès faits en matière de santé publique et de l'enseignement, notamment la baisse de la mortalité infantile et l'augmentation des enfants scolarisés, stagnent à cause de la crise⁵⁰⁹.

⁴⁹⁵ UNICEF, 31/01/2017, p. 3, [url](#) ; Iwacu (Shaka C.), 16/12/2016, [url](#)

⁴⁹⁶ UNICEF (Luthi E.), 28/07/2016, [url](#)

⁴⁹⁷ Iwacu (Nzeyimana M.), 31/01/2017, [url](#) ; Iwacu (Niyongabo C.), 31/01/2017, [url](#) ; Iwacu (Ndabashinze R.), 14/02/2017, [url](#)

⁴⁹⁸ VOA (Nkurunziza C.), 02/02/2017, [url](#) ; Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), 27/01/2017, [url](#) ; Iwacu (Bahati J.), 31/01/2017, [url](#)

⁴⁹⁹ OCHA, 11/2017, [url](#) ; OCHA, 01/2018, [url](#) ; FAO, 27/04/2018, [url](#)

⁵⁰⁰ OCHA, 11/2017, [url](#) ; OCHA, 01/2018, [url](#)

⁵⁰¹ OCHA, 04/2018, [url](#)

⁵⁰² United Nations Human Rights Council, 13/03/2018, [url](#)

⁵⁰³ Iwacu (Ndabashinze R.), 01/03/2017, [url](#) ; OCHA, 02/2017, [url](#) ; UNICEF, 31/01/2017, p. 2, [url](#)

⁵⁰⁴ Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 6, [url](#)

⁵⁰⁵ Iwacu (Nkurunziza E.), 04/12/2017, [url](#)

⁵⁰⁶ Iwacu (Nikiza E.), 06/03/2018, [url](#)

⁵⁰⁷ RFI, 02/07/2016, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 27/06/2016, [url](#) ; Iwacu (Shaka C.), 05/01/2017, [url](#) ; Xinhua, 25/01/2017, [url](#) ; BBC, 09/11/2017, [url](#) ; Iwacu (Nikiza E.), 15/11/2017, [url](#) ; Iwacu (Nkurunziza E.), 24/04/2018, [url](#)

⁵⁰⁸ USDOS, 27/06/2017, [url](#)

⁵⁰⁹ ICG, 15/05/2018, [url](#)

D'après les Nations unies, le secteur de la santé est affecté par la crise, avec une détérioration des conditions dans les hôpitaux, en particulier à l'intérieur du pays, et un manque de personnel qualifié, certains praticiens ayant quitté le pays⁵¹⁰. Selon Iwacu, le manque de devises étrangères a des répercussions sur la prestation des soins médicaux, fait monter le prix des soins et provoque des pénuries de médicaments⁵¹¹.

Depuis le début de la crise, des instituts psychiatriques comme le Centre neuropsychiatrique de Kamenge, ainsi que des conseillers psychologues enregistrent une hausse importante du nombre de patients, d'après des sources locales et internationales⁵¹².

La crise a perturbé le système éducatif burundais. La situation sécuritaire volatile, les barrières physiques (comme les *checkpoints*), l'absence d'enseignants, les ressources financières et logistiques insuffisantes des écoles⁵¹³, le nombre important d'enfants déplacés non enregistrés et l'impact psychologique de la crise sur les élèves entravent l'accès à l'école, d'après un rapport d'UNICEF datant de février 2017⁵¹⁴. Iwacu et la BBC décrivent des étudiants universitaires appauvris, mal logés et mal nourris, qui peinent à payer leurs études ou leurs soins médicaux, alors que les mieux nantis envoient leurs enfants étudier à l'étranger⁵¹⁵.

Fin mars et début avril 2017, les étudiants de trois institutions académiques entament une grève contre un décret présidentiel réorganisant les bourses d'études. RFI souligne « l'effet de bombe » de cette annonce dans un climat de peur, face à un régime qui ne tolère plus les grèves⁵¹⁶. Des étudiants sont arrêtés par le SNR. Cinq d'entre eux, accusés de « préparation d'une insurrection », selon RFI, doivent comparaître devant le tribunal. D'autres sont exclus par leur institution académique⁵¹⁷. Fin avril 2017, après un mois de mobilisation, les étudiants décident de regagner leurs cours sous la pression des autorités et des directions universitaires⁵¹⁸.

8.3. Vie quotidienne et liberté de mouvement

Hormis les problèmes économiques et humanitaires qui frappent le pays, les sources consultées offrent peu d'informations sur la vie quotidienne à Bujumbura ou à l'intérieur du pays. Les médias indépendants locaux étant muselés et les médias internationaux étant largement absents du pays, la vie quotidienne semble ne plus recevoir beaucoup d'attention dans la presse.

Iwacu et la FIDH rapportent que début 2016, le « cahier de ménage », dans lequel le chef de ménage est censé noter les noms de tous les habitants de la maison, est de plus en plus utilisé pour contrôler les mouvements de la population⁵¹⁹. La commission d'enquête onusienne souligne en septembre 2017 que la régularité des contrôles varie d'un endroit à l'autre⁵²⁰. Lors de rafles, des personnes qui n'ont pas bien tenu le cahier sont arrêtées ou reçoivent une amende, en particulier dans les quartiers contestataires de la capitale, d'après VOA, et surtout, ajoute Libération, « si on

⁵¹⁰ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 20/09/2016, p. 16, [url](#)

⁵¹¹ Iwacu (Kaburahe A., et al.), 28/02/2017, [url](#) ; Iwacu (Banyankiye P. C.), 28/04/2017, [url](#) ; Iwacu (Shaka C.), 22/06/2017, [url](#) ; Iwacu (Giriteka A.), 13/02/2018, [url](#)

⁵¹² Iwacu (Nezerwe C. E.), 05/07/2016, [url](#) ; BBC (Ifejika N.), 02/12/2015, [url](#) ; IRIN (Williams J.), 19/12/2016, [url](#)

⁵¹³ Voir aussi : DW (Niragira A.), 10/10/2016, [url](#)

⁵¹⁴ UNICEF, 24/02/2017, [url](#)

⁵¹⁵ Iwacu (Shaka C., Nishimwe G. R.), 29/08/2016, [url](#) ; BBC (Basutama J.), 04/11/2016, [url](#)

⁵¹⁶ Iwacu, 24/03/2017, [url](#) ; RFI, 27/03/2017, [url](#)

⁵¹⁷ Iwacu, 03/04/2017, [url](#) ; RFI, 11/04/2017, [url](#) ; Iwacu (Manirakiza F.), 11/04/2017, [url](#) ; Jeune Afrique (Bukeyeneza A. G.), 20/04/2017 [mis à jour le 26/04/2017], [url](#) ; RPA, 07/05/2017, [url](#)

⁵¹⁸ Libération (Bolomey J.), 25/04/2017, [url](#)

⁵¹⁹ Iwacu (Uwimana D.), 25/02/2016, [url](#)

⁵²⁰ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 166, [url](#)

n'est [pas] proche du pouvoir »⁵²¹. Au cours de l'année 2017 ainsi que dans les trois premiers mois de 2018, la ligue Iteka a recensé des centaines d'arrestations dans la capitale, surtout dans les quartiers contestataires sur base des contrôles des cahiers⁵²².

Selon la commission d'enquête onusienne, ces restrictions à la liberté de mouvement font que les gens limitent leurs déplacements à l'étranger, voire à l'intérieur du pays, entraînant une diminution des activités commerciales⁵²³.

Dans son rapport de mai 2016, ICG fait état d'une « politique de punition économique des quartiers contestataires » par la fermeture des marchés et le racket des commerçants, et de la « réduction des services sociaux »⁵²⁴. À la mi-2016, la presse locale et internationale constate que beaucoup de jeunes hommes ont quitté les quartiers contestataires et que des maisons sont toujours vides, par exemple à Mutakura, à Musaga ou à Cibitoke. Ce sont surtout les propriétaires qui sont revenus, moins les locataires, selon des témoins qui ont parlé à France 24⁵²⁵. Un jeune originaire de Nyakabiga déclare à IRRI que les gens de sa génération ont presque tous fui le quartier qui est peuplé depuis par des enfants, des femmes et des vieux⁵²⁶. Un habitant du quartier contestataire de Mutakura explique en août 2016 à France 24 qu'il y a toujours une forte présence policière et militaire, et que les contrôles d'identité, les perquisitions et les arrestations sont toujours fréquents. En même temps, la situation s'est calmée et des magasins et bars ont rouvert, même si l'atmosphère vivante n'y est plus⁵²⁷.

Des sources écrivent en 2015 et 2016 qu'à Bujumbura, certains quartiers sont interdits à des jeunes originaires d'autres quartiers qui ont une opinion différente sur le troisième mandat⁵²⁸.

Du 1^{er} août au 1^{er} septembre 2016, pour la première fois, le ministère de l'Éducation, en collaboration avec des organisations onusiennes, organise des camps d'été pour enfants et jeunes dans 20 écoles différentes de Bujumbura. Quelque 10.500 enfants y participent⁵²⁹. En octobre 2016 et en septembre 2017, Bujumbura accueille des foires de commerce⁵³⁰ et, en juin 2017, la huitième conférence sur le pétrole et le gaz de l'EAC⁵³¹. Par ailleurs, en mai 2018, le Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (Common Market for Eastern and Southern Africa, COMESA) décide d'organiser le sommet annuel en juillet 2018 en Zambie alors qu'il était prévu initialement à Bujumbura en juin. Le COMESA a invoqué des raisons sécuritaires⁵³².

Selon le World Happiness Report publié en mars 2018 par le UN Sustainable Development Solutions Network's (SDSN), qui prend en compte plusieurs facteurs comme le PIB, l'espérance de vie, la liberté sociale, la corruption, la confiance accordée aux dirigeants, le Burundi est le pays le plus « malheureux » du monde⁵³³.

⁵²¹ Libération (Benetti P.), 20/06/2016, [url](#) ; Iwacu (Mbazumutima A.), 11/05/2016, [url](#) ; Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 166, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 25/01/2018, p. 5, [url](#) ; VOA (Yusuf M.), 22/05/2018, [url](#)

⁵²² Iteka, *Rapport annuel de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA »*. Janvier-décembre 2017, s.d., p. 4, [url](#) ; Iteka, *Rapport trimestriel de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA »*. Janvier - mars 2018, s.d., pp. 4-5, [url](#)

⁵²³ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 18/09/2017, p. 167, [url](#)

⁵²⁴ ICG, 20/05/2016, p. 12, [url](#)

⁵²⁵ Iwacu (Nezerwe C. E.), 05/07/2016, [url](#) ; France 24 (Lauvergnier C.), 30/08/2016, [url](#)

⁵²⁶ IRRI, 12/2016, p. 19, [url](#)

⁵²⁷ France 24 (Lauvergnier C.), 30/08/2016, [url](#)

⁵²⁸ World Policy (Rugero R.), 09/12/2015, [url](#) ; DW (Niragira A.), 14/06/2016, [url](#)

⁵²⁹ Iwacu (Manishatse L. J.), 02/08/2016, [url](#) ; Iwacu (Nzeyimana M.), 17/08/2016, [url](#) ; UNFPA, 05/09/2016, [url](#)

⁵³⁰ Iwacu (Uwimana D.), 04/10/2016, [url](#) ; Iwacu (Banyankiye P. C.), 25/09/2017, [url](#)

⁵³¹ Iwacu, 07/06/2017, [url](#) ; Agence Bujumbura News, 08/06/2017, [url](#)

⁵³² La Libre Afrique, 21/05/2018, [url](#) ; RFI, 24/05/2018, [url](#) ; Iwacu (Giriteka A.), 27/05/2018, [url](#)

⁵³³ Reuters, 14/03/2018, [url](#)

Résumé

La crise burundaise trouve ses racines en 2015 dans la controverse autour du troisième mandat du président Nkurunziza. Après des manifestations réprimées par la police avec une force excessive, selon HRW et AI, et un coup d'État déjoué par les forces loyalistes, la violence prend, selon ICG, un caractère insurrectionnel avec des attaques contre les forces de l'ordre, des opérations policières meurtrières et de nombreuses violations des droits de l'homme. Des groupes rebelles formés début 2016 ne parviennent pas à se fédérer et constituer une menace crédible pour le régime.

Alors que la commission d'enquête onusienne estime qu'il n'y a pas de conflit armé et que, depuis 2016, différentes sources notent une baisse manifeste de la violence et l'absence d'affrontements armés, la communauté internationale et la société civile font état d'une répression plus discrète mais plus systématique, d'un climat de terreur ciblant toute forme de dissidence. Ils dénoncent la détérioration de la situation des droits de l'homme avec des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées, des tortures, des violences sexuelles, des arrestations et détentions arbitraires, commises en toute impunité. À l'approche du référendum de mai 2018 portant sur une révision constitutionnelle permettant au président et au CNDD-FDD de consolider leur pouvoir, des ONG font état d'une recrudescence des violations à l'encontre de toute opposition présumée ou vraie.

Bien que la FIDH et la ligue Iteka affirment en 2016 qu'une « répression aux dynamiques génocidaires » visant les Tutsi se déploie, la commission d'enquête des Nations unies ne décèle pas de volonté politique génocidaire. Par ailleurs, la commission affirme que des crimes contre l'humanité ont eu lieu. Elle désigne comme auteurs de ces crimes de hauts responsables de l'État, des agents du SNR, de la police et de l'armée, des autorités administratives locales ainsi que des Imbonerakure. Ces violations s'inscrivent dans le cadre d'une attaque généralisée, voire même systématique, contre une population en grande majorité civile en vue de réprimer toute opposition ou voix discordante, selon la commission. En octobre 2017, la CPI ouvre une enquête sur ces crimes.

HRW et AI indiquent que le nombre de victimes est difficile à déterminer et que plusieurs incidents et abus ne sont pas rapportés, surtout à l'intérieur du pays. Entre avril 2015 et mai 2018, la ligue Iteka compte 1.710 meurtres, des centaines de disparitions, de cas de torture et de violence sexuelle, et des milliers d'arrestations. Le bilan d'ACLED pour cette même période dépasse les 2.000 victimes. Les violations des droits de l'homme affectent principalement les opposants ainsi que « toute forme de dissidence [...] réelle ou imaginaire », d'après HRW. Selon la commission d'enquête onusienne, des activistes, des journalistes et leurs proches, et des ressortissants rwandais ont également fait l'objet de graves abus, tout comme des Burundais qui ont séjourné dans des pays voisins et sont rentrés au pays. Des représentants du parti au pouvoir ont eux aussi été ciblés.

La commission d'enquête des Nations unies indique que des personnes sans affiliation politique ont été visées pour avoir refusé de cotiser ou d'adhérer au CNDD-FDD. Plusieurs sources relèvent une hausse des crimes commis par des Imbonerakure contre des civils.

Tandis que, selon ACLED, les incidents se situaient en 2015 surtout dans les quartiers contestataires de la capitale, cette source indique, tout comme les Nations unies, que depuis 2016 la violence se répand à l'intérieur du pays.

Près de 400.000 Burundais se sont réfugiés dans les pays voisins. Le HCR est confronté à une pénurie grave de moyens entravant l'aide humanitaire et la protection des réfugiés dans des camps surpeuplés. La crise a aussi provoqué le déplacement interne de milliers de personnes.

La pression de la communauté internationale pour un dialogue inclusif ne produit pas de résultats. Plusieurs pays, dont la Belgique, ont suspendu la coopération. La crise politique et budgétaire a un effet dévastateur sur la liberté de mouvement, sur l'économie, sur l'enseignement et sur la santé publique, selon plusieurs sources. Avec 3,6 millions de personnes qui ont besoin d'assistance, le Burundi est retombé dans l'urgence humanitaire, selon la commission d'enquête onusienne.

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), et al., *Rapport alternatif de la société civile à l'attention du Comité Contre la Torture sur la situation au Burundi. 58ème session, 25 juillet – 12 août 2016*, 07/2016, https://trialinternational.org/wp-content/uploads/2016/07/Alternative-report-Burundi_FR.pdf [consulté le 31/03/2017]

Africa Center for Strategic Studies, *Refugee Flows Show Burundi Crisis Worsening*, 13/03/2017, <http://africacenter.org/spotlight/refugee-flows-show-burundi-crisis-worsening/> [consulté le 31/03/2017]

Africa Center for Strategic Studies (Nantulya P.), *Dismantling the Arusha Accords as the Burundi Crisis Rages On*, 13/03/2017, <http://africacenter.org/spotlight/dismantling-the-arusha-accords-as-the-burundi-crisis-rages-on/> [consulté le 31/03/2017]

African Arguments (Nkengurutse L.), *Burundi 2020: Is President Nkurunziza already at it again?*, 15/08/2017, <http://africanarguments.org/2017/08/15/burundi-2020-is-president-nkurunziza-already-at-it-again/> [consulté le 08/06/2018]

African Arguments (Anderson J.), *Burundi's newest, biggest rebel group*, 03/10/2017, <http://africanarguments.org/2017/10/03/burundi-newest-biggest-rebel-group/> [consulté le 08/06/2018]

Agence Bujumbura News, *Le président Nkurunziza ouvre la 8ème conférence de la CAE sur le pétrole et le gaz (EAPCE'17)*, 08/06/2017, <https://bujumburanewsblog.wordpress.com/2017/06/08/le-president-nkurunziza-ouvre-la-8eme-conference-de-la-cae-sur-le-petrole-et-le-gaz-eapce17/> [consulté le 08/06/2018]

Agence France-Presse (AFP) via Jeune Afrique, *Burundi : Kigali, refuge d'opposants, journalistes et militants burundais*, 27/06/2015, <http://www.jeuneafrique.com/depeches/240883/politique/burundi-kigali-refuge-dopposants-journalistes-et-militants-burundais/> [consulté le 14/12/2015]

Agence France-Presse (AFP) via Jeune Afrique, *Le Burundi est « entré dans les prémices de la guerre », selon International Crisis Group*, 04/08/2015, <http://www.jeuneafrique.com/253688/politique/long-international-crisis-group-salarme-premices-de-querre-burundi/> [consulté le 14/12/2015]

Agence France-Presse (AFP) (Aglietti S.), *Burundi's hunt for 'rebels' spooks frightened Rwandans*, 04/10/2015, <http://news.yahoo.com/burundis-hunt-rebels-spooks-frightened-rwandans-095927135.html> [consulté le 14/12/2015]

Agence France-Presse (AFP) (Revise M.), *Burundi risks genocide, US envoy warns*, 26/11/2015, <http://news.yahoo.com/burundi-risks-genocide-us-envoy-warns-235721429.html> [consulté le 14/12/2015]

Agence France-Presse (AFP) via Voice of America (VOA), *Burundi : 34 policiers tués et près de 300 blessés depuis le début de la crise*, 01/12/2015, <http://www.voafrique.com/content/burundi-34-policiers-tues-pres-300-blesses-depuis-debut-crise/3082545.html> [consulté le 14/12/2015]

Agence France-Presse (AFP) via Daily Star, *Burundi troops battle gunmen in southwest*, 10/12/2015, <https://www.dailystar.com.lb/News/World/2015/Dec-10/326816-burundi-troops-battle-gunmen-in-southwest.ashx> [consulté le 14/12/2015]

Agence France-Presse (AFP) (Ndikumana E., Vincenot A.), *Burundi: combats les plus intenses depuis le coup d'Etat*, 11/12/2015, <https://fr.news.yahoo.com/burundi-dizaines-morts-lattaque-deux-camps-militaires-075705404.html> [consulté le 14/12/2015]

Agence France-Presse (AFP), *André Guichaoua analyse la répression menée par le régime Nkurunziza*, 15/12/2015, http://www.arib.info/index.php?option=com_content&task=view&id=13609 [consulté le 26/07/2016]

Agence France-Presse (AFP) via Jeune Afrique, *Le Burundi refuse le déploiement de 228 policiers de l'ONU sur son territoire*, 03/08/2016, <http://www.jeuneafrique.com/346452/politique/burundi-refuse-dploiement-de-228-policiers-de-lonu/> [consulté le 31/03/2017]

Agence France-Presse (AFP) via The Daily Mail, *Rwanda-Burundi border trade hit as awkward neighbours fall out*, 31/08/2016, <http://www.dailymail.co.uk/wires/afp/article-3766309/Rwanda-Burundi-border-trade-hit-awkward-neighbours-fall-out.html> [consulté le 31/03/2017]

Agence France-Presse (AFP) via Jeune Afrique, *Des milliers de Burundais manifestent contre les pourparlers d'Arusha*, 18/02/2017, <http://www.jeuneafrique.com/depeches/404961/politique/milliers-de-burundais-manifestent-contre-pourparlers-darusha/> [consulté le 31/03/2017]

Agence France-Presse (AFP) via Jeune Afrique, *RDC : 36 réfugiés burundais tués par l'armée, l'ONU condamne*, 17/09/2017, <http://www.jeuneafrique.com/475121/politique/rdc-36-refugies-burundais-tues-par-larmee-lonu-condamne/> [consulté le 08/06/2018]

Agence France-Presse (AFP) via Jeune Afrique, *1 600 Burundais réfugiés au Rwanda renvoyés dans leur pays*, 01/04/2018, <http://www.jeuneafrique.com/depeches/547554/politique/1-600-burundais-refugies-au-rwanda-renvoyes-dans-leur-pays/> [consulté le 08/06/2018]

Agence France-Presse (AFP) via Jeune Afrique, *Burundi : la coalition d'Agathon Rwasa rejette les résultats du référendum*, 19/05/2018, <http://www.jeuneafrique.com/depeches/561165/politique/burundi-la-coalition-dagathon-rwasa-rejette-les-resultats-du-referendum/> [consulté le 08/06/2018]

Agence France-Presse (AFP) via Jeune Afrique, *Burundi : une économie au point mort faute de carburant*, 20/05/2017, <http://www.jeuneafrique.com/depeches/440619/politique/burundi-economie-point-mort-faute-de-carburant/> [consulté le 08/06/2018]

Al Jazeera, *Burundi refugees lured to join rebel group*, 24/07/2015, <http://www.aljazeera.com/news/2015/07/burundi-refugees-lured-join-rebel-group-150724095201444.html> [consulté le 14/12/2015]

Amnesty International (AI), « *Un pas en arrière* » – *Torture et autres mauvais traitements aux mains du service national de renseignement burundais*. AFR 16/002/2010, 23/08/2010, <http://www.amnesty.be/doc/s-informer/actualites-2/article/un-pas-en-arriere-torture-et> [consulté le 12/02/2015]

Amnesty International (AI), *Braving Bullets. Excessive force in policing demonstrations in Burundi*. AFR 16/2100/2015, 07/2015, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR1621002015ENGLISH.PDF> [consulté le 14/12/2015]

Amnesty International (AI), « *Dites-moi juste ce que je dois avouer* ». *Torture et autres mauvais traitements perpétrés par les forces de police et le service des renseignements burundais depuis avril 2015*. AFR 16/2298/2015, 24/08/2015, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR1622982015FRENCH.pdf> [consulté le 14/12/2015]

Amnesty International (AI), « *Mes enfants ont peur* ». *Aggravation de la crise des droits humains au Burundi*. AFR 16/3116/2015, 22/12/2015, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR1631162015FRENCH.pdf> [consulté le 26/07/2016]

Amnesty International (AI), *BURUNDI : Les victimes des violences du 11 décembre seraient enterrées dans des fosses communes*. AFR 16/3337/2016, 29/01/2016, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR1633372016FRENCH.pdf> [consulté le 26/07/2016]

Amnesty International (AI), *Burundi: De nouvelles mesures de répression inacceptables à l'encontre de la société civile*. AFR 16/5678/2017, 13/02/2017, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR1656782017FRENCH.pdf> [consulté le 31/03/2017]

Amnesty International (AI), *Amnesty International Report 2016/17 - Burundi*, 22/02/2017, <http://www.refworld.org/docid/58b0341413.html> [consulté le 31/03/2017]

Amnesty International (AI), *Se soumettre ou fuir. La répression et l'insécurité poussent les Burundais à l'exil*. AFR 16/7139/2017, 09/2017, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR1671392017FRENCH.pdf> [consulté le 08/06/2018]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Wigmore-Shepherd D.), *Burundi – July 2015 Update*, 10/07/2015, <http://www.crisis.acledata.com/burundi-july-2015-update/> [consulté le 14/12/2015]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Update — Burundi Local Data on Recent Unrest (26 Apr – 22 Aug 2015)*, 25/08/2015, <http://www.crisis.acleddata.com/update-burundi-local-data-on-recent-unrest-26-apr-22-aug-2015/> [consulté le 14/12/2015]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Update — Burundi Local Data on Recent Unrest (26 Apr – 14 Nov 2015)*, 19/11/2015, <http://www.crisis.acleddata.com/update-burundi-local-data-on-recent-unrest-26-apr-14-nov-2015/> [consulté le 14/12/2015]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Raleigh C., Dowd C.), *Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED) Codebook*, 2016, http://www.acleddata.com/wp-content/uploads/2016/01/ACLED_Codebook_2016.pdf [consulté le 26/07/2016]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Country report: Burundi crisis year one*, 05/2016, <http://www.acleddata.com/wp-content/uploads/2016/05/ACLED-Country-Report-Burundi-May-2016.pdf> [consulté le 26/07/2016]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Kishi R.), *Local Violence Monitoring*, 10/06/2016, <http://www.crisis.acleddata.com/local-violence-monitoring/> [consulté le 26/07/2016]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *ACLED-Version-7-All-Africa-1997-2016_dyadic-file*, 31/12/2016, http://www.acleddata.com/wp-content/uploads/2017/01/ACLED-Version-7-All-Africa-1997-2016_dyadic-file.xlsx [consulté le 31/03/2017]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Moody J.), *Trend 4: Trends in Violence by Country in 2016*, 18/01/2017, <http://www.acleddata.com/trend-4-trends-in-violence-by-country-in-2016/> [consulté le 31/03/2017]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *ACLED Working Paper No. 5. Reporting Sources*, s.d., http://www.acleddata.com/wp-content/uploads/2015/04/ACLED_Reporting-Sources-Working-Paper-No.-5_2015.pdf [consulté le 26/07/2016]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Kishi R.), *10 Hidden Conflicts in Africa: #3 Burundi: Continued Repression & Targeting of Civilians*, 14/02/2018, <https://www.acleddata.com/2018/02/14/10-hidden-conflicts-in-africa-3-burundi-continued-repression-targeting-of-civilians/> [consulté le 08/06/2018]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Moody J.), *Burundi: Violence in the Run-Up to the Constitutional Referendum*, 27/04/2018, <https://www.acleddata.com/2018/04/27/burundi-violence-in-the-run-up-to-the-constitutional-referendum/> [consulté le 08/06/2018]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Africa 1997-present (Data through 2 June 2018)*, 02/06/2018, <https://www.acleddata.com/download/2909/> [consulté le 08/06/2018]

Associated Press (AP) (Muhumuza R.), *Burundi group blames police for rising disappearances*, 13/04/2016, <http://bigstory.ap.org/urn:publicid:ap.org:c8ef6d315eb64ab8aa677b2cb0a7c4ef> [consulté le 26/07/2016]

Associated Press (AP) via Voice of America (VOA), *Burundi Youth Militia Compares Opposition to Lice in Video*, 30/05/2017, <https://www.voanews.com/a/burundi-youth-militia-imbonerakure-video/3877416.html> [consulté le 08/06/2018]

Associated Press (AP) (Ssuuna I.), *Burundi's government enforcers now killed for their silence*, 01/12/2017, <https://www.apnews.com/5bf2a9d735424cf2b767df7e977f75f9> [consulté le 08/06/2018]

Association de réflexion et d'information sur le Burundi (ARIB), *Nouvelles locales du mardi 5 janvier 2016*, 06/01/2016, http://www.arib.info/index.php?option=com_content&task=view&id=13800 [consulté le 31/03/2017]

Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH) (Mbonimpa P. C.), *Enquête de l'APRODH sur la composition et le fonctionnement du SNR (services secrets du Burundi)*, 25/08/2016, <https://www.focode.org/574/> [consulté le 31/03/2017]

Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH), *Rapport annuel de 2017*, 01/2018, <http://www.aprodhasbl.org/wp-content/uploads/2018/01/Rapport-annuel-2017.pdf> [consulté le 08/06/2018]

Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH) [website], s.d., <http://www.aprodhasbl.org/> [consulté le 08/06/2018]

- Berghof Foundation (Nindorera W.), *Le CNDD-FDD au Burundi. Le cheminement de la lutte armée au combat politique*, Berghof Transitions Series No. 10, 2012, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/transitions10french_Burundi.pdf [consulté le 14/12/2015]
- Bonesha FM, *Sécurité : trois jeunes de Musaga enlevés par des agents en uniforme ce jeudi*, 27/01/2017, <http://bonesha.bi/Securite-trois-jeunes-de-Musaga.html> [consulté le 31/03/2017]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Tensions entre le Burundi et le Rwanda*, 10/10/2015, http://www.bbc.com/afrique/region/2015/10/151001_rwanda_burundi [consulté le 14/12/2015]
- British Broadcasting Corporation (BBC) (Ifejika N.), *Is Burundi on the verge of return to ethnic conflict?*, 02/12/2015, <http://www.bbc.com/news/world-africa-34987198> [consulté le 14/12/2015]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Burundi : la CPI et l'ONU saisies*, 25/03/2016, http://www.bbc.com/afrique/region/2016/03/160325_burundi [consulté le 26/07/2016]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Ex-Rwanda minister Jacques Bihozagara dies in Burundi jail*, 31/03/2016, <http://www.bbc.com/news/world-africa-35933811> [consulté le 26/07/2016]
- British Broadcasting Corporation (BBC) (Basutama J.), *Le calvaire des étudiants burundais*, 04/11/2016, <http://www.bbc.com/afrique/region-37872343> [consulté le 31/03/2017]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Burundi : Manifestation contre une résolution du parlement européen*, 28/01/2017, <http://www.bbc.com/afrique/region-38784167> [consulté le 31/03/2017]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Burundi : plus de 700 morts de la malaria*, 13/03/2017, <http://www.bbc.com/afrique/39258129> [consulté le 31/03/2017]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Burundi : une opération de trafic de femmes déjouée*, 09/11/2017, <http://www.bbc.com/afrique/region-41924998> [consulté le 08/06/2018]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Bulletin humanitaire. Burundi*, Issue 01 | 01, 02/2017, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Bulletin_Template_EN.pdf [consulté le 31/03/2017]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Aperçu des besoins humanitaires 2018. Burundi*, 11/2017, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/hno_burundi_2018_fr.pdf [consulté le 08/06/2018]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Plan de réponse humanitaire. Burundi. Janvier-décembre 2018*, 01/2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/hrp_burundi_2018_fr.pdf [consulté le 08/06/2018]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Bulletin humanitaire Burundi. Publication 11 | Avril 2018*, 04/2018, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/styles/attachment-small/public/resources-pdf-previews/1104939-burundi_bih_avril2018_fr.png?itok=gkjXdw04 [consulté le 08/06/2018]
- Cedoca, *COI Focus Burundi. Situation sécuritaire*, 31/03/2017
- Centre d'actualités de l'ONU, *Burundi : un responsable de l'ONU appelle à mettre fin aux discours incendiaires*, 25/08/2016, <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=37917#.WNE9ILd0zVI> [consulté le 31/03/2017]
- Centre d'actualités de l'ONU, *Burundi : le Conseil des droits de l'homme nomme les membres de la Commission d'enquête*, 22/11/2016, <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=38535&Cr=Burundi&Cr1=#.WLBNDbd0zmT> [consulté le 31/03/2017]
- Comité contre la torture des Nations unies, *Observations finales du Comité concernant le rapport spécial du Burundi, demandé conformément au paragraphe 1, in fine, de l'article 19 de la Convention*. CAT/C/BDI/CO/2/Add.1, 09/09/2016, <http://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.ashx?enc=6QkG1d%2fPPRiCAqhKb7yhsjNehLyJe6CrOfvKXx8TUzMN8Hq4cKCH50uE4YFQeMPqBiAh%2bckRNkzbHHRuGJ5h7N4nOubi5LjShBhoIJT1fePYvc3ryGeztKn9fR6U6v9506pRorYfOW20%2fNlq4LzxKA%3d%3d> [consulté le 31/03/2017]

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, *Burundi : information sur les Imbonerakure, y compris leur profil, leurs activités et leurs liens avec les autorités, particulièrement la police à Bujumbura; information indiquant s'ils ont la capacité de retrouver une personne à travers le pays ou d'empêcher le départ du pays d'une personne (2010-mars 2013)*, 22/03/2013, <http://www.refworld.org/docid/525e4a9f4.html> [consulté le 12/02/2015]

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, *Burundi : information sur l'ensemble des quartiers de Bujumbura, y compris sur l'origine ethnique et la situation socioéconomique de leurs habitants (2014-septembre 2016)*, 15/09/2016, <http://www.refworld.org/docid/57f78fe04.html> [consulté le 31/03/2017]

Committee to Protect Journalists (CPJ), *Burundian intelligence service detains journalist one week without charge*, 29/08/2016, <https://cpj.org/2016/08/burundian-intelligence-service-detains-journalist-.php> [consulté le 31/03/2017]

Committee to Protect Journalists (CPJ), *CPJ calls on Burundi to release Radio Maria reporter*, 13/10/2016, <https://cpj.org/2016/10/cpj-calls-on-burundi-to-release-radio-maria-report.php> [consulté le 31/03/2017]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Lettre datée du 12 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo. S/2012/843*, 15/11/2012, http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/843&referer=http://www.un.org/sc/committees/1533/egroup.shtml&Lang=F [consulté le 26/07/2016]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Mission électorale des Nations Unies au Burundi. S/2015/510*, 07/07/2015, <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1520457.pdf> [consulté le 14/12/2015]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Résolution 2248 (2015). S/RES/2248 (2015)*, 12/11/2015, <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=564b534c4> [consulté le 14/12/2015]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Lettre datée du 23 mai 2016, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo. S/2016/466*, 23/05/2016, <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1612750-1.pdf> [consulté le 26/07/2016]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur le Burundi. S/2017/165*, 23/02/2017, <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1704465.pdf> [consulté le 31/03/2017]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Lettre datée du 8 août 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo dont le mandat a été reconduit par la résolution 2293 (2016). S/2017/672/Rev.1**, 16/08/2017, <https://www.reseau-rafal.org/sites/reseau-rafal.org/files/document/externes/Rapport%20RDC%20ONU%20aout%202017.pdf> [consulté le 08/06/2018]

Conseil des droits de l'homme des Nations unies, *Rapport final détaillé de la Commission d'enquête sur le Burundi. A/HRC/36/CRP.1*, 18/09/2017, <http://www.refworld.org/pdfid/59c12b694.pdf> [consulté le 08/06/2018]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Burundi. S/2018/89*, 25/01/2018, <http://undocs.org/fr/S/2018/89> [consulté le 08/06/2018]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Accusé d'ingérence, l'Envoyé spécial du Secrétaire général au Burundi « précise » ses préoccupations face au projet de révision constitutionnelle*, 26/02/2018, <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13224.doc.htm> [consulté le 08/06/2018]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Conseil de sécurité: l'Envoyé spécial appelle les autorités du Burundi à envoyer un « signal fort » en faveur de la reprise du dialogue politique*, 24/05/2018, <https://www.un.org/press/fr/2018/cs13355.doc.htm> [consulté le 08/06/2018]

Conseil des droits de l'homme des Nations unies, *Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme au Burundi. A/HRC/32/30*, 17/06/2016, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/A_HRC_32_30_en.pdf [consulté le 26/07/2016]

Conseil des droits de l'homme des Nations unies, *Rapport de l'enquête indépendante des Nations Unies sur le Burundi (EINUB) établie conformément à la résolution S-24/1 du Conseil des droits de l'homme. A/HRC/33/37* [traduction non-officielle], 20/09/2016,

http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session33/Documents/A_HRC_33_37_Unofficial%20translation.docx [consulté le 31/03/2017]

Conseil des droits de l'homme des Nations unies, *Rapport de la Commission d'enquête sur le Burundi*, A/HRC/36/54, 11/08/2017, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/G1723747.pdf> [consulté le 08/06/2018]

Constitutionnet (Vandeginste S.), *Burundi's constitutional referendum: Consolidating the fait accompli in the run-up to the 2020 elections*, 23/01/2018, <http://www.constitutionnet.org/news/burundis-constitutional-referendum-consolidating-fait-accompli-run-2020-elections> [consulté le 08/06/2018]

Cour pénale internationale (CPI), *Questions et réponses relatives à la décision d'ouvrir une enquête concernant le Burundi*. ICC-PIOS-Q&A/BUR-001/17_Fra, 09/11/2017, https://www.icc-cpi.int/iccdocs/PIDS/publications/QandA_FRA.pdf [consulté le 08/06/2018]

Daily Nation (Mutambo A.) via AllAfrica, *Kenya: Burundian Exiles Accuse State Operatives of Targeting Them*, 21/05/2016, <http://allafrica.com/stories/201605231513.html> [consulté le 31/03/2017]

Deutsche Welle (DW) (Niragira A.), *Vivre entre quartiers chauds de Bujumbura*, 14/06/2016, <http://www.dw.com/fr/vivre-entre-quartiers-chauds-de-bujumbura/a-19328243> [consulté le 26/07/2016]

Deutsche Welle (DW) (Topona E.), *Conflit de leadership au sein des groupes armés au Burundi?*, 19/08/2016, <http://www.dw.com/fr/conflit-de-leadership-au-sein-des-groupes-arm%C3%A9s-au-burundi/a-19488632> [consulté le 31/03/2017]

Deutsche Welle (DW) (Kostmann C. M.), *"On va continuer à utiliser WhatsApp"*, 26/08/2016, <http://www.dw.com/fr/on-va-continuer-%C3%A0-utiliser-whatsapp/a-19507309> [consulté le 31/03/2017]

Deutsche Welle (DW) (Quenum F.), *Burundi : "la plupart des disparus sont Tutsi"*, 31/08/2016, <http://www.dw.com/fr/burundi-la-plupart-des-disparus-sont-tutsi/a-19516805> [consulté le 31/03/2017]

Deutsche Welle (DW) (Niragira A.), *Les écoles à la peine au Burundi*, 10/10/2016, <http://www.dw.com/fr/les-%C3%A9coles-%C3%A0-la-peine-au-burundi/a-36004299> [consulté le 31/03/2017]

Deutsche Welle (DW) (Mallet R.), *Tensions entre le Burundi et la Belgique*, 16/12/2016, <http://www.dw.com/fr/tensions-entre-le-burundi-et-la-belgique/a-36806096> [consulté le 31/03/2017]

Deutsche Welle (DW) (Barry B.), *Que s'est-t-il passé entre la RDC et le Burundi?*, 27/12/2016, <http://www.dw.com/fr/que-sest-t-il-pass%C3%A9-entre-la-rdc-et-le-burundi/a-36925496> [consulté le 31/03/2017]

Deutsche Welle (DW) (Niragira A.), *Au Burundi, 300 militaires mis à la retraite*, 04/01/2017, <http://www.dw.com/fr/au-burundi-300-militaires-mis-%C3%A0-la-retraite/a-36994892> [consulté le 31/03/2017]

Deutsche Welle (DW) (Mallet R.), *Abus sexuels sur des réfugiés au Rwanda*, 17/03/2017, <http://www.dw.com/fr/abus-sexuels-sur-des-r%C3%A9fugi%C3%A9s-au-rwanda/a-37999680> [consulté le 31/03/2017]

Deutsche Welle (DW), *DW correspondent freed in Burundi*, 23/05/2017, <http://www.dw.com/en/dw-correspondent-freed-in-burundi/a-38961142> [consulté le 08/06/2018]

Deutsche Welle (DW) (Niragira A.), *Au Burundi, le pouvoir menace les adversaires du référendum*, 10/01/2018, <http://www.dw.com/fr/au-burundi-le-pouvoir-menace-les-adversaires-du-r%C3%A9f%C3%A9rendum/a-42081665> [consulté le 08/06/2018]

Deutsche Welle (DW) (Niragira A.), *Au Burundi les prix du carburant s'envolent*, 05/02/2018, <http://www.dw.com/fr/au-burundi-les-prix-du-carburant-senvolent/a-42454347> [consulté le 08/06/2018]

Deutsche Welle (DW) (Niragira A.), *Les violences faites aux femmes inquiètent au Burundi*, 08/03/2018, <http://www.dw.com/fr/les-violences-faites-aux-femmes-inqui%C3%A8tent-au-burundi/a-42898009> [consulté le 08/06/2018]

Deutsche Welle (DW) (Niragira A.), *Burundi: une grâce présidentielle pour désengorger les prisons*, 16/03/2018, <http://www.dw.com/fr/burundi-une-gr%C3%A2ce-pr%C3%A9sidentielle-pour-d%C3%A9sengorger-les-prisons/a-43012803> [consulté le 08/06/2018]

- Deutsche Welle (DW) (Niragira A.), *Gitega, future capitale politique du Burundi?*, 03/04/2018, <http://www.dw.com/fr/gitega-future-capitale-politique-du-burundi/a-43232801> [consulté le 08/06/2018]
- Deutsche Welle (DW), *Burundi : les journalistes de la Radio Inzamba témoignent*, 03/05/2018, <http://www.dw.com/fr/burundi-les-journalistes-de-la-radio-inzamba-t%C3%A9moignent/a-43645122> [consulté le 08/06/2018]
- Deutsche Welle (DW) (Niragira A.), *Fin de la campagne pour le référendum au Burundi dans un contexte tendu*, 15/05/2018, <http://www.dw.com/fr/fin-de-la-campagne-pour-le-r%C3%A9f%C3%A9rendum-au-burundi-dans-un-contexte-tendu/a-43787945> [consulté le 08/06/2018]
- Deutsche Welle (DW) (Topona E.), *Burundi : graves accusations contre le gouvernement à la veille du référendum*, 16/05/2018, <http://www.dw.com/fr/burundi-graves-accusations-contre-le-gouvernement-%C3%A0-la-veille-du-r%C3%A9f%C3%A9rendum/a-43802427> [consulté le 08/06/2018]
- Deutsche Welle (DW) (Adayé J.), *Burundi, le référendum constitutionnel divise*, 22/05/2018, <http://www.dw.com/fr/burundi-le-r%C3%A9f%C3%A9rendum-constitutionnel-divise/a-43886784> [consulté le 08/06/2018]
- East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project (EHAHRDP), et al., *Burundi: Soon, there will be no human rights defenders left // Burundi: Bientôt, il n'y aura plus de défenseurs des droits de l'homme*, 24/11/2015, <https://www.defenddefenders.org/2015/11/burundi-soon-there-will-be-no-human-rights-defenders-left-burundi-bientot-il-ny-aura-plus-de-defenseurs-des-droits-de-lhomme/> [consulté le 14/12/2015]
- Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), *Répression aux dynamiques génocidaires, la réponse de l'ONU doit être à la hauteur*, 14/04/2016, <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/burundi/repression-aux-dynamiques-genocidaires-la-reponse-de-l-onu-doit-etre> [consulté le 26/07/2016]
- Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), *Bilan sanglant d'un an de présidence contestée de Pierre Nkurunziza*, 21/07/2016, <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/burundi/bilan-sanglant-d-un-an-de-presidence-contestee-de-pierre-nkurunziza> [consulté le 26/07/2016]
- Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), *Burundi : retrait de la CPI et rupture de la coopération internationale sur fond de perpétration continue de crimes internationaux*, 14/10/2016, <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/burundi/burundi-retrait-de-la-cpi-et-rupture-de-la-cooperation-internationale> [consulté le 31/03/2017]
- Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Ligue burundaise des droits de l'homme – Iteka, *BURUNDI. Répression aux dynamiques génocidaires*, 11/2016, https://www.fidh.org/IMG/pdf/rapport_burundi_une_repression_aux_dynamiques_genocidaires.pdf [consulté le 31/03/2017]
- Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Ligue burundaise des droits de l'homme – Iteka, *Burundi : une répression aux dynamiques génocidaires*, 15/11/2016, <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/burundi/burundi-une-repression-aux-dynamiques-genocidaires> [consulté le 31/03/2017]
- Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), *Dissolution de la Ligue ITEKA : un nouveau coup porté à la société civile burundaise*, 04/01/2017, <https://www.fidh.org/fr/themes/defenseurs-des-droits-humains/dissolution-de-la-ligue-iteka-un-nouveau-coup-porte-a-la-societe> [consulté le 31/03/2017]
- Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Intensification d'exécutions, de tortures et de détentions de militaires tutsi*, 09/02/2017, <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/burundi/intensification-d-executions-de-tortures-et-de-detentions-de> [consulté le 31/03/2017]
- Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Le Burundi au bord du gouffre : retour sur deux années de terreur*, 06/2017, https://www.fidh.org/IMG/pdf/burundi_rapportconjoint_juin2017_fr_final_vweb.pdf [consulté le 08/06/2018]
- Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Pour les droits humains, la justice et la démocratie au Burundi*, 11/2017, https://www.fidh.org/IMG/pdf/note_position_burundi_oct2017_cadhp61.pdf [consulté le 08/06/2018]

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Burundi : Recrudescence des violences à l'approche du référendum constitutionnel*, 02/2018, https://www.fidh.org/IMG/pdf/note_fidh-iteka_burundi_recrudescence_des_violences_a_lapproche_du_referendum_constitutionnel_fevrier2018.pdf

[consulté le 08/06/2018]

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *La révision de la Constitution est un danger pour la paix*, 26/04/2018, <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/burundi/la-revision-de-la-constitution-est-un-danger-pour-la-paix>

[consulté le 08/06/2018]

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Référendum constitutionnel à marche forcée au Burundi*, 05/2018, https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh-iteka_note_burundi_mai2018_referendum-constitutionnel.pdf [consulté le 08/06/2018]

Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations Children's Fund, UNICEF), *Education Cluster, Stratégie du groupe de travail sur l'éducation en situations d'urgence du Burundi. 2017-2019. Version 1*, 24/02/2017, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/burundi_gdt_esu_strategie_2016-02-24.pdf [consulté le 08/06/2018]

Food and Agriculture Organisation (FAO), *IPC Analyse de l'Insécurité Alimentaire Aiguë. Mars – mi-Avril 2018 – Projection mi-Avril-Mai 2018. Rapport # 22*, 27/04/2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20180427_ipc_ali_rptana_analyse_de_linsecurite_alimentaire_aigue_mars-avril_2018.pdf [consulté le 08/06/2018]

Food and Agriculture Organisation (FAO), *IPC Analyse de l'Insécurité Alimentaire Aiguë. Mars – mi-Avril 2018 – Projection mi-Avril-Mai 2018. Rapport # 22*, 27/04/2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20180427_ipc_ali_rptana_analyse_de_linsecurite_alimentaire_aigue_mars-avril_2018.pdf [consulté le 08/06/2018]

Foreign Policy (Lynch C.), *More Than 21 Years Later, Washington Faces Another Problem From Hell*, 13/11/2015, <http://foreignpolicy.com/2015/11/13/more-than-21-years-later-washington-faces-another-problem-from-hell/> [consulté le 14/12/2015]

France 24, *Vidéo : le camp de Mahama, centre de recrutement de rebelles selon le Burundi*, 04/11/2015, <http://www.france24.com/fr/20151104-video-rwanda-burundi-rebelles-anti-nkurunziza-refugiés-ingerence> [consulté le 14/12/2015]

France 24 (Lauvergnier C.), *Des maisons à l'abandon dans les quartiers contestataires de Bujumbura*, 30/08/2016, <http://observers.france24.com/fr/20160830-maisons-abandon-quartiers-contestataires-bujumbura-sos-medias-burundi-exil-peur> [consulté le 31/03/2017]

France 24, *Burundi : un responsable du parti au pouvoir appelle à "frapper" les opposants*, 15/02/2018, <http://observers.france24.com/fr/20180215-burundi-referendum-cndd-parti-pouvoir-appelle-frapper-tete-casser-dents-opposants> [consulté le 08/06/2018]

France 24, *Au Burundi, on ne tacle pas le président Pierre Nkurunziza*, 05/03/2018, <http://www.france24.com/fr/20180305-burundi-president-pierre-nkurunziza-football-arrestation-emprisonnement> [consulté le 08/06/2018]

France 24 (Mas L.), *Burundi : Nkurunziza, "guide suprême éternel" ou Ubu roi ?*, 22/03/2018, <http://www.france24.com/fr/20180322-burundi-pierre-nkurunziza-president-guide-supreme-eternel-ubu-roi?ref=tw> [consulté le 08/06/2018]

France Diplomatie, *Conseils aux voyageurs : Burundi*, 09/05/2018 [dernière mise à jour, toujours valide le 10/06/2018], <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/burundi/> [consulté le 08/06/2018]

Gouvernement du Burundi (Nzobonariba P.), *Communiqué du gouvernement sur le refoulement des réfugiés burundais par le Rwanda*, 04/04/2018, <http://www.burundi.gov.bi/spip.php?article3479> [consulté le 08/06/2018]

Guéhenno J.M. (@JGuehenno), *Violence in #Burundi reminds one of pre-genocide #Rwanda [...]* [Twitter post], 04/11/2015, <https://twitter.com/jguehenno/status/662048829299146752> [consulté le 14/12/2015]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Les violences croissantes d'une milice « pourraient faire basculer le Burundi » – Zeid Ra'ad Al Hussein*, 09/06/2015, <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16059&LangID=F> [consulté le 14/12/2015]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Zeid Ra'ad Al Hussein alarmé par la hausse récente des arrestations, détentions et meurtres au Burundi*, 28/09/2015, <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16507&LangID=F> [consulté le 14/12/2015]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Le Burundi à « un tournant extrêmement dangereux » - Zeid Ra'ad Al Hussein*, 10/11/2015, <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16729&LangID=F> [consulté le 14/12/2015]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Burundi: Le Haut-Commissaire déplore la répression des ONG et renouvelle ses appels en faveur d'un dialogue inclusif*, 25/11/2015, <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16804&LangID=F> [consulté le 14/12/2015]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Violations des droits de l'homme au Burundi : de nouvelles tendances émergent, selon Zeid Ra'ad Al Hussein*, 15/01/2016, <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16953&LangID=F> [consulté le 26/07/2016]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Torture et de détention illégale en hausse au Burundi*, 18/04/2016, <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/TortureDetentionAuBurundi.aspx> [consulté le 26/07/2016]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Déclaration de Zeid Ra'ad Al Hussein, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, sur la situation au Burundi*, 29/06/2016, <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20215&LangID=F> [consulté le 31/03/2017]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Le Comité contre la torture examine un rapport spécial du Burundi*, 29/07/2016, <http://www.ohchr.org/fr/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20325&LangID=F> [consulté le 31/03/2017]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Des slogans choquants appelant au viol dévoilent la campagne de terreur menée par une milice au Burundi – Zeid*, 18/04/2017, <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=21505&LangID=F> [consulté le 08/06/2018]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Présentation orale de M. Fatsah Ougergouz, Président de la Commission d'enquête sur le Burundi*, 14/06/2017, <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=21760&LangID=F> [consulté le 08/06/2018]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Burundi: la Commission d'enquête appelle la Cour pénale internationale à enquêter sur de possibles crimes contre l'humanité*, 04/09/2017, <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22016&LangID=F> [consulté le 08/06/2018]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Le Conseil des droits de l'homme ouvre les travaux de sa trente-septième session*, 26/02/2018, <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22707&LangID=F> [consulté le 08/06/2018]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *A l'approche d'un référendum, la tension monte au Burundi après une attaque meurtrière – Zeid*, 15/05/2018, <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23085&LangID=F> [consulté le 08/06/2018]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Burundi Situation. UNHCR Regional Update #34*, 02/2017, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/5467_0.pdf [consulté le 31/03/2017]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) (Mahecic A.), *Le HCR appelle à un soutien accru en faveur des réfugiés burundais*, 29/09/2017, <http://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2017/9/59ce1a23a/hcr-appelle-soutien-accru-faveur-refugies-burundais.html> [consulté le 08/06/2018]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) (Bond K.), *Tanzanie : Le calvaire des réfugiés confrontés au manque d'abris dans les camps*, 30/11/2017, <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2017/11/5a21798fa/tanzanie-calvaire-refugies-confrontes-manque-dabris-camps.html> [consulté le 08/06/2018]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) (Bond K.), *Tanzanie : étudier envers et contre tout*, 04/01/2018, <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2018/1/5a4e4b1da/tanzanie-etudier-envers-contre.html> [consulté le 08/06/2018]

Human Rights Watch (HRW), « *On s'enfuit quand on les voit* ». *Exactions en toute impunité de la part du Service National de Renseignement au Burundi*, 10/2006, <http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/burundi1006frweb.pdf> [consulté le 12/02/2015]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Exécutions sommaires perpétrées par l'armée et la police*, 12/02/2015, <https://www.hrw.org/fr/news/2015/02/12/burundi-executions-sommaires-perpetrees-par-larmee-et-la-police> [consulté le 14/12/2015]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Répression contre des manifestants*, 27/04/2015, <https://www.hrw.org/fr/news/2015/04/27/burundi-repression-contre-des-manifestants> [consulté le 14/12/2015]

Human Rights Watch (HRW), *Avec des médias réduits au silence, le Burundi est plongé dans la confusion*, 15/05/2015, <https://www.hrw.org/fr/news/2015/05/15/avec-des-medias-reduits-au-silence-le-burundi-est-plonge-dans-la-confusion> [consulté le 14/12/2015]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Riposte meurtrière par la police aux manifestations*, 29/05/2015, <https://www.hrw.org/fr/news/2015/05/29/burundi-riposte-meurtriere-par-la-police-aux-manifestations> [consulté le 14/12/2015]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : un défenseur de premier plan des droits humains blessé par balles*, 03/08/2015, <https://www.hrw.org/fr/news/2015/08/03/burundi-un-defenseur-de-premier-plan-des-droits-humains-blesse-par-balles> [consulté le 14/12/2015]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Vague d'arrestations arbitraires et de torture*, 06/08/2015, <https://www.hrw.org/fr/news/2015/08/06/burundi-vague-darrestations-arbitraires-et-de-torture> [consulté le 14/12/2015]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Le discours du président suscite la peur tandis que le nombre de meurtres augmente*, 10/11/2015, <https://www.hrw.org/fr/news/2015/11/10/burundi-le-discours-du-president-suscite-la-peur-tandis-que-le-nombre-de-meurtres> [consulté le 14/12/2015]

Human Rights Watch (HRW) (Tertsakian C.), *Point de vue: Au Burundi, de nouvelles atteintes à la liberté d'expression*, 01/12/2015, <https://www.hrw.org/fr/news/2015/12/01/point-de-vue-au-burundi-de-nouvelles-atteintes-la-liberte-dexpression> [consulté le 14/12/2015]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Les enquêtes du gouvernement passent sous silence les abus des forces étatiques*, 13/04/2016, <https://www.hrw.org/fr/news/2016/04/13/burundi-les-enquetes-du-gouvernement-passent-sous-silence-les-abus-des-forces> [consulté le 26/07/2016]

Human Rights Watch (HRW) (Schwarz B.), *Entretien : Les meurtres, les enlèvements et la torture sèment la peur au Burundi*, 13/04/2016, <https://www.hrw.org/fr/news/2016/04/13/entretien-les-meurtres-les-enlevements-et-la-torture-sement-la-peur-au-burundi> [consulté le 26/07/2016]

Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Des agents du Service national de renseignement ont torturé des opposants présumés*, 07/07/2016, <https://www.hrw.org/fr/news/2016/07/07/burundi-des-agents-du-service-national-de-renseignement-ont-torture-des-opposants> [consulté le 26/07/2016]

Human Rights Watch (HRW), *Soumission au Comité des Nations Unies contre la torture au sujet du Burundi*, 13/07/2016, <https://www.hrw.org/fr/news/2016/07/13/soumission-au-comite-des-nations-unies-contre-la-torture-au-sujet-du-burundi> [consulté le 26/07/2016]

- Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Des viols collectifs commis par des jeunes du parti au pouvoir*, 27/07/2016, <https://www.hrw.org/fr/news/2016/07/27/burundi-des-viols-collectifs-commis-par-des-jeunes-du-parti-au-pouvoir> [consulté le 31/03/2017]
- Human Rights Watch (HRW), *Où se trouve le journaliste burundais Jean Bigirimana?*, 22/08/2016, <https://www.hrw.org/fr/news/2016/08/22/ou-se-trouve-le-journaliste-burundais-jean-bigirimana> [consulté le 31/03/2017]
- Human Rights Watch (HRW) (Singh P. P.), *Climat d'impunité au Burundi*, 13/10/2016, <https://www.hrw.org/fr/news/2016/10/13/climat-dimpunite-au-burundi> [consulté le 31/03/2017]
- Human Rights Watch (HRW) (Tertsakian C.), *Le gouvernement burundais accentue la répression par crainte de la dissidence*, 26/10/2016, <https://www.hrw.org/fr/news/2016/10/26/le-gouvernement-burundais-accentue-la-repression-par-crainte-de-la-dissidence> [consulté le 31/03/2017]
- Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Le retrait de la CPI est une perte majeure pour les victimes*, 27/10/2016, <https://www.hrw.org/fr/news/2016/10/27/burundi-le-retrait-de-la-cpi-est-une-perte-majeure-pour-les-victimes> [consulté le 31/03/2017]
- Human Rights Watch (HRW), *Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU devrait de toute urgence créer une commission d'enquête sur le Burundi*, 27/11/2016, <https://www.hrw.org/fr/news/2016/09/27/le-conseil-des-droits-de-lhomme-de-lonu-devrait-de-toute-urgence-creer-une> [consulté le 31/03/2017]
- Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Des attaques perpétrées par des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir*, 19/01/2017, <https://www.hrw.org/fr/news/2017/01/19/burundi-des-attaques-perpetrees-par-des-membres-de-la-ligue-des-jeunes-du-parti-au-pouvoir> [consulté le 31/03/2017]
- Human Rights Watch (HRW) (Hartill L.), *Un aspect sordide des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir au Burundi*, 07/04/2017, <https://www.hrw.org/fr/news/2017/04/07/un-aspect-sordide-des-membres-de-la-ligue-des-jeunes-du-parti-au-pouvoir-au-burundi> [consulté le 08/06/2018]
- Human Rights Watch (HRW), *Contribution de Human Rights Watch à l'Examen périodique universel du Burundi*, 20/07/2017, <https://www.hrw.org/fr/news/2017/07/20/contribution-de-human-rights-watch-lexamen-periodique-universel-du-burundi> [consulté le 08/06/2018]
- Human Rights Watch (HRW) (Kumar A.), *Ce n'est pas le moment de détourner le regard du Burundi*, 23/11/2017, <https://www.hrw.org/fr/news/2017/11/23/ce-nest-pas-le-moment-de-detourner-le-regard-du-burundi> [consulté le 08/06/2018]
- Human Rights Watch (HRW), *Burundi: Rights Defender Detained*, 13/12/2017, <https://www.hrw.org/news/2017/12/13/burundi-rights-defender-detained> [consulté le 08/06/2018]
- Human Rights Watch (HRW), *Burundi : Répression à l'approche du référendum sur le mandat présidentiel*, 17/04/2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/04/17/burundi-repression-lapproche-du-referendum-sur-le-mandat-presidentiel> [consulté le 08/06/2018]
- Human Rights Watch (HRW) (Mudge L.), *« Pas de commentaire » au Burundi*, 20/04/2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/04/20/pas-de-commentaire-au-burundi> [consulté le 08/06/2018]
- Human Rights Watch (HRW) (Mudge L.), *Le prix élevé de l'activisme au Burundi*, 27/04/2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/04/27/le-prix-eleve-de-lactivisme-au-burundi> [consulté le 08/06/2018]
- Human Rights Watch (Mudge L.), *Des médias internationaux frappés d'interdiction pendant la campagne pour le référendum au Burundi*, 06/05/2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/05/06/des-medias-internationaux-frappes-dinterdiction-pendant-la-campagne-pour-le-referendum-au-burundi> [consulté le 08/06/2018]
- Human Rights Watch (HRW) (Mudge L.), *Les tueurs au Burundi devront être arrêtés mais pas exécutés*, 16/05/2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/05/16/les-tueurs-au-burundi-devront-etre-arretes-mais-pas-executes> [consulté le 08/06/2018]
- Human Rights Watch (HRW), *« On va te battre pour te corriger ». Abus à l'approche du référendum constitutionnel au Burundi*, 18/05/2018, <https://www.hrw.org/fr/report/2018/05/18/va-te-battre-pour-te-corriger/abus-lapproche-du-referendum-constitutionnel-au> [consulté le 08/06/2018]

IFEX (Rolando C.), *Du silence radio à des ondes virtuelles: Une conversation avec un collectif anonyme des médias du Burundi*, 11/03/2016, http://www.ifex.org/burundi/2016/03/11/virtual_airwaves/fr/ [consulté le 26/07/2016]

Institute for Security Studies (ISS) (Boshoff H.), *Burundi Update: A new hat for AMIB?*, 16/03/2004, <https://www.issafrica.org/uploads/BURUNDIMAR04.PDF> [consulté le 14/12/2015]

Institute for Security Studies (ISS) (Bouka Y., Wolters S.), *Central Africa Report. Analysing post-transition violence in Burundi*, Issue 6, 07/2016, <https://www.issafrica.org/uploads/CentralAfricaReportNo6.pdf> [consulté le 26/07/2016]

Institute for Security Studies (ISS) (Allison S.), *THINK AGAIN: Can Burundi bury the ghosts of its troubled past?*, 17/01/2017, <https://issafrica.org/iss-today/think-again-can-burundi-bury-the-ghosts-of-its-troubled-past> [consulté le 31/03/2017]

Institute for Security Studies (ISS), *The PSC in Burundi: one year on*, 08/11/2017, <https://issafrica.org/pscreport/addis-insights/the-psc-in-burundi-one-year-on> [consulté le 08/06/2018]

Institute for Security Studies (ISS) (de Carvalho G., Singh P.), *Talks remain ineffective as Burundi's crisis continues*, 25/04/2018, <https://issafrica.org/iss-today/talks-remain-ineffective-as-burundis-crisis-continues> [consulté le 08/06/2018]

Organisation internationale pour les migrations (OIM), *DTM Matrice de suivi des déplacements. Burundi juillet 2017*, 07/2017, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/rapport_dtm_juillet_francais.pdf [consulté le 08/06/2018]

Organisation internationale pour les migrations (OIM), *DTM Matrice de suivi des déplacements. Burundi septembre 2017*, 09/2017, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/rapport_dtm_burundi_septembre_2017.pdf [consulté le 08/06/2018]

Organisation internationale pour les migrations (OIM), *DTM Matrice de suivi des déplacements. Burundi janvier 2018*, 01/2018, https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/Rapport%20DTM%20Burundi_Janvier%202018_Fr.pdf?file=1&type=node&id=3244 [consulté le 08/06/2018]

Organisation internationale pour les migrations (OIM), *DTM Matrice de suivi des déplacements. Burundi mars 2018*, 02/05/2018, http://displacement.iom.int/system/tdf/reports/Rapport%20DTM%20Burundi_Mars%202018.pdf?file=1&type=node&id=3582 [consulté le 08/06/2018]

International Refugee Rights Initiative (IRRI), « J'ai Fui Par Peur de Mourir ». *Causes d'Exil des Demandeurs d'Asile Burundais*, 08/2017, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Burundi%20rapport%20Aout%20FR.pdf> [consulté le 08/06/2018]

International Refugee Rights Initiative (IRRI), *Accountability needed for killings of Burundian exiles in the Democratic Republic of Congo*, 19/09/2017, <https://mailchi.mp/66b4897f9fb7/accountability-needed-for-killings-of-burundian-exiles-in-drc?e=8cbc01e986> [consulté le 08/06/2018]

Institute of Development Policy and Management (IOB) (Vandeginste S.), *The ICC Burexit: Free at last? Burundi on its way out of the Rome Statute. Analysis and Policy Brief n°20*, 10/2016, <https://www.uantwerpen.be/images/uantwerpen/container2673/files/Publications/APB/20-Vandeginste.pdf> [consulté le 31/03/2017]

Institut français des relations internationales (IFRI) (Sahinguvu L. D., Vircoulon T.), *Requiem pour l'accord d'Arusha. Réflexions sur la révision constitutionnelle au Burundi*, 09/2017, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/sahinguvu_vircoulon_requiem_accord_paix_2017.pdf [consulté le 08/06/2018]

Integrated Regional Information Networks (IRIN), *BURUNDI: Lancement du programme de démobilisation*, 21/04/2009, <http://www.irinnews.org/fr/report/84028/burundi-lancement-du-programme-de-d%C3%A9mobilisation> [consulté le 14/12/2015]

- Integrated Regional Information Network (IRIN), *Analyse: Scrutin de 2015 au Burundi – un parcours semé d'embûches*, 05/11/2012, <http://www.irinnews.org/fr/report/96708/analyse-scrutin-de-2015-au-burundi-un-parcours-sem%C3%A9-d-emb%C3%BBches> [consulté le 12/02/2015]
- Integrated Regional Information Networks (IRIN) (Ssuuna I.), *Who are the Imbonerakure and is Burundi unravelling?*, 28/04/2015, <http://www.irinnews.org/report/101418/who-are-the-imbonerakure-and-is-burundi-unravelling> [consulté le 14/12/2015]
- Integrated Regional Information Networks (IRIN) (Maliti T.), *Les défis de la procureure de la CPI*, 26/04/2016, <http://www.irinnews.org/fr/analyses/2016/04/26/les-d%C3%A9fis-de-la-procureure-de-la-cpi> [consulté le 26/07/2016]
- Integrated Regional Information Networks (IRIN) (Nkurunziza J. B., Anyadike O.), *Briefing – Le who's who de l'opposition armée au Burundi*, 07/06/2016, <http://www.irinnews.org/fr/analyses/2016/06/07/briefing-%E2%80%93-le-who%E2%80%99s-who-de-l%E2%80%99opposition-arm%C3%A9e-au-burundi> [consulté le 26/07/2016]
- Integrated Regional Information Networks (IRIN) (Kleinfeld P.), *Répercussions de la crise burundaise : les Rwandais connaissent des difficultés financières*, 05/10/2016, <http://www.irinnews.org/fr/analyses/2016/10/05/r%C3%A9percussions-de-la-crise-burundaise%C2%A0-les-rwandais-connaissent-des-difficult%C3%A9s> [consulté le 31/03/2017]
- Integrated Regional Information Networks (IRIN), *Le Burundi se retire de la CPI*, 19/10/2016, <http://www.irinnews.org/fr/actualit%C3%A9s/2016/10/19/le-burundi-se-retire-de-la-cpi> [consulté le 31/03/2017]
- Integrated Regional Information Networks (IRIN) (Williams J.), *Au Burundi, les séquelles psychologiques s'étendent sous le règne de la terreur*, 19/12/2016, <http://www.irinnews.org/fr/reportage/2016/12/19/au-burundi-les-s%C3%A9quelles-psychologiques-s%E2%80%99%C3%A9tendent-sous-le-r%C3%A8gne-de-la-terreur> [consulté le 31/03/2017]
- Integrated Regional Information Networks (IRIN) (Hatcher J.), *L'Église contre l'État : une dynamique inquiétante au Burundi*, 04/08/2015, <http://www.irinnews.org/fr/report/101832/l%E2%80%99%C3%A9glise-contre-l%E2%80%99%C3%A9tat%C2%A0-une-dynamique-inqui%C3%A9tante-au-burundi> [consulté le 08/06/2018]
- Integrated Regional Information Networks (IRIN), *Hate speech stirs trouble in Burundi*, 21/08/2017, <http://www.irinnews.org/analysis/2017/08/21/hate-speech-stirs-trouble-burundi> [consulté le 08/06/2018]
- Integrated Regional Information Networks (IRIN) (Morland A.), *A shot across the bows from The Hague as ICC investigates Burundi*, 10/11/2017, <http://www.irinnews.org/analysis/2017/11/10/shot-across-bows-hague-icc-investigates-burundi> [consulté le 08/06/2018]
- Integrated Regional Information Networks (IRIN), *Where are Burundi's missing witnesses to crimes against humanity?*, 16/11/2017, <http://www.irinnews.org/news/2017/11/16/where-are-burundi-s-missing-witnesses-crimes-against-humanity> [consulté le 08/06/2018]
- Integrated Regional Information Networks (IRIN) (Ensor C.), *As risks rise in Burundi, refuge in Tanzania is no longer secure*, 08/05/2018, <http://www.irinnews.org/feature/2018/05/08/risks-rise-burundi-refuge-tanzania-no-longer-secure> [consulté le 08/06/2018]
- International Business Times (IBTimes) (Buchanan E.), *Burundi: Families officially request UN and ICC investigate crimes against humanity*, 24/03/2016, <http://www.ibtimes.co.uk/burundi-families-officially-request-un-icc-investigate-crimes-against-humanity-1551516> [consulté le 26/07/2016]
- International Business Times (IBTimes) (Buchanan E.), *'We are ready for war' – Burundi's rebel groups and how they plan to topple President Nkurunziza*, 02/03/2017, <http://www.ibtimes.co.uk/we-are-ready-war-burundis-rebel-groups-how-they-plan-topple-president-nkurunziza-1609043> [consulté le 31/03/2017]
- International Crisis Group (ICG), *Burundi : réussir l'intégration des FNL. Briefing Afrique de Crisis Group N°63*, 30/07/2009, <https://www.crisisgroup.org/fr/file/1696/download?token=qhuZe6Ik> [consulté le 14/12/2015]
- International Crisis Group (ICG), *Burundi : la paix sacrifiée ? Crisis Group Briefing Afrique N°111*, 29/05/2015, <https://www.crisisgroup.org/fr/file/483/download?token=70IbnGol> [consulté le 14/12/2015]

- International Crisis Group (ICG), *Crise au Burundi : un risque régional*, 24/08/2015, <http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/central-africa/burundi/op-eds/2015/vircoulon-crise-au-burundi-un-risque-regional.aspx> [consulté le 14/12/2015]
- International Crisis Group (ICG) (Vircoulon T.), *A l'intérieur de la crise burundaise (I): Une armée divisée et en perte de repères*, 02/10/2015, <http://blog.crisisgroup.org/africa/2015/10/02/a-linterieur-de-la-crise-burundaise-i-une-armee-divisee-et-en-perte-de-reperes/> [consulté le 14/12/2015]
- International Crisis Group (ICG), *Burundi : anatomie du troisième mandat. Rapport Afrique de Crisis Group N°235*, 20/05/2016, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/235-burundi-a-dangerous-third-term-french.pdf> [consulté le 21/02/2017]
- International Crisis Group (ICG) (Vircoulon T.), *Insights from the Burundian Crisis (III): Back to Arusha and the Politics of Dialogue*, 07/07/2016, <http://blog.crisisgroup.org/worldwide/2016/07/07/insights-from-the-burundian-crisis-iii-back-to-arusha-and-the-politics-of-dialogue/> [consulté le 26/07/2016]
- International Crisis Group (ICG), *Union africaine et crise au Burundi : entre ambition et réalité. Briefing Afrique de Crisis Group N°122*, 28/09/2016, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/b122-union-africaine-et-crise-au-burundi-entre-ambition-et-realite.pdf> [consulté le 31/03/2017]
- International Crisis Group (ICG) (Boddaert M.), *Réfugiés burundais : fuir la répression*, 19/10/2016, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/burundi/refugies-burundais-fuir-la-repression> [consulté le 31/03/2017]
- International Crisis Group (ICG) (Boddaert M.), *Réfugiés burundais : la vie en exil*, 25/10/2016, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/burundi/refugies-burundais-la-vie-en-exil> [consulté le 31/03/2017]
- International Crisis Group (ICG) (Moncrieff R.), *Three Lessons About Burundi's Crisis from Speaking to Those Who Flew It*, 20/01/2017, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/burundi/three-lessons-about-burundis-crisis-speaking-those-who-flew-it> [consulté le 31/03/2017]
- International Crisis Group (ICG), *Douze priorités pour le nouveau président de la Commission de l'Union africaine*, 13/03/2017, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/burundi/twelve-points-new-african-union-commission-chairperson> [consulté le 31/03/2017]
- International Crisis Group (ICG), *Burundi : l'armée dans la crise. Rapport Afrique de Crisis Group N°247*, 05/04/2017, https://www.crisisgroup.org/fr/file/4614/download?token=_jguNQ2P [consulté le 08/06/2018]
- International Crisis Group (ICG) (Vircoulon T.), *Au cœur de la crise burundaise IV : la rente du maintien de la paix en question*, 11/07/2017, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/burundi/au-coeur-de-la-crise-burundaise-iv-la-rente-du-maintien-de-la-paix-en-question> [consulté le 08/06/2018]
- International Crisis Group (ICG), *Watch List 2018. First Update. Burundi's Dangerous Referendum*, 15/05/2018, <https://www.crisisgroup.org/global/11-watch-list-2018-first-update> [consulté le 08/06/2018]
- International Crisis Group (Moncrieff R., Jobson E.), *AU Must Re-engage in Burundi to Push for Inclusivity as a Way out of Violence*, 21/05/2018, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/burundi/au-must-re-engage-burundi-push-inclusivity-way-out-violence> [consulté le 08/06/2018]
- International Refugee Rights Initiative (IRRI), *Burundi: A country on the edge*, 04/2016, <http://www.refugee-rights.org/Publications/Papers/2016/BurundiACountryonthe%20Edge-FINAL.pdf> [consulté le 26/07/2016]
- International Refugee Rights Initiative (IRRI), *"I know the consequences of war": Understanding the dynamics of displacement in Burundi*, 12/2016, <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Burundi%20FINAL.pdf> [consulté le 31/03/2017]
- International Peace Institute (IPI) Global Observatory (Vircoulon T.), *Burundi: How to Deconstruct Peace*, 24/11/2015, <http://theglobalobservatory.org/2015/11/burundi-nkurunziza-peacebuilding-united-nations-rwanda-genocide/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Urakeza C. S.) via Internet Archive, *Le « Général » Nzabampema promet l'apocalypse*, 06/09/2012, <https://web.archive.org/web/20130120135354/http://iwacu-burundi.org/spip.php?article3601> [consulté le 26/07/2016]

- Iwacu (Ngabire E., et al.) via Internet Archive, *Déclaration de guerre : info ou intox ?*, 10/09/2012, <https://web.archive.org/web/20130326061723/http://iwacu-burundi.org/spip.php?article3622> [consulté le 26/07/2016]
- Iwacu (Ndabashinze R.), *Bientôt, Bujumbura divisée en trois communes : Ntahangwa, Mukaza et Muha*, 29/08/2014, <http://www.iwacu-burundi.org/bientot-bujumbura-divisee-en-trois-communes-ntahangwa-mukaza-et-muha/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Kaburahe A., et al.), *Putsch manqué : le film des événements*, 26/05/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/putsch-manque-le-film-des-evenements/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu, *Les manifs concentrées à Ngagara, Mutakura, Cibitoke et Butere*, 27/05/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/les-manifs-concentrees-a-ngagara-mutakura-cibitoke-et-butere/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu, *Mukike, des manifestations violemment réprimées*, 12/06/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/mukike-des-manifestations-violemment-reprimees/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu, *Musaga, dernier bastion de la contestation ?*, 16/06/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/musaga-dernier-bastion-de-la-contestation/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu, *Coopération Pays-Bas-Burundi : « Les élections tenues ou à venir ne sont pas crédibles »*, 03/07/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/cooperation-pays-bas-burundi-les-elections-tenues-ou-a-venir-ne-sont-pas-credibles/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Uwikunze A., Bahati J.), *Des rebelles pas si rebelles que ça*, 20/07/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/des-rebelles-pas-si-rebelles-que-ca/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Bigirimana C., Hakizimana D.), *Makamba : des coups de feu attribués aux bandits*, 05/08/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/makamba-des-coups-de-feu-attribues-aux-bandits/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Bigirimana C., Uwikunze A., Ndabashinze R.), *Un assassinat éclair*, 10/08/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/un-assassinat-eclair/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Madirisha E.), *Le CNARED, aujourd'hui et demain...*, 11/08/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/le-cnared-aujourd'hui-et-demain/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *«Le Cnared n'est pas une nouvelle coalition des partis »*, 03/09/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/le-cnared-nest-pas-une-nouvelle-coalition-des-partis/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Madirisha E.), *« C'est la faute au Rwanda ! »*, 23/09/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/cest-la-faute-au-rwanda/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Kaburahe A.), *Quand un masque tombe*, 06/11/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/quand-un-masque-tombe/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Mbazumutima A., Ndabashinze R.), *Carnage à Kanyosha : 8 morts et un blessé dans un cabaret*, 08/11/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/carnage-a-kanyosha-8-morts-et-un-blesse-dans-un-cabaret/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *Comparution d'Antoine Kaburahe*, 16/11/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/comparution-dantoine-kaburahe/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Sikuyavuga L., Madirisha E., Bigirimana C.), *Burundi-Belgique. Une brouille diplomatique*, 17/11/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/burundi-belgique-une-brouille-diplomatique/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Ngendakumana P., Ndabashinze R.), *Société civile laminée : « C'est très regrettable »*, 02/12/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/societe-civile-laminee-cest-tres-regrettable/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *D'autres victimes de l'opération "Gel des comptes des organisations de la société civile"*, 07/12/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/dautres-victimes-de-loperation-gel-des-comptes-des-organisations-de-la-societe-civile/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Mbazumutima A., Ndabashinze R.), *Cibitoke : Martyrs ou malfaiteurs ?*, 14/12/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/mutakura-martyrs-ou-malfaiteurs/> [consulté le 14/12/2015]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *Bujumbura rural : 2 demi-frères tués à Ruyaga*, 02/02/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/bujumbura-rural-2-demi-freres-tues-a-ruyaga/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Bujumbura : une 4ème personne retrouvée décapitée au centre-ville en moins d'un mois*, 08/02/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/bujumbura-une-4eme-personne-retrouvee-decapitee-au-centre-ville-en-moins-dun-mois/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Uwimana D.), *Enregistrement des ménages : « Contrôler les mouvements des populations »*, 25/02/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/enregistrement-des-menages-controler-les-mouvements-des-populations/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Sikuyavuga L.), *Un homme présenté comme « militaire rwandais » arrêté*, 12/03/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/un-militaire-rwandais-arrete/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Mbazumutima A.), *L'UE suspend son aide directe au gouvernement burundais*, 14/03/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/lue-suspend-son-aide-directe-au-gouvernement-burundais/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Le lieutenant-colonel Darius Ikurakure assassiné dans les enceintes de l'Etat-Major de l'armée burundaise*, 22/03/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/le-lieutenant-colonel-darius-ikurakure-assassine-dans-les-enceintes-de-letat-major-de-larmee-burundaise/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Manirakiza F.), *La plainte « ignorée »*, 07/04/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/la-plainte-ignoree/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Gitega : un cadavre découvert au quartier Nyabututsi*, 14/04/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/gitega-un-cadavre-decouvert-au-quartier-nyabututsi/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Mbazumutima A., Ndabashinze R.), *Assassinat du Général Athanase Kararuzza : une embuscade bien montée*, 02/05/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/assassinat-du-general-athanase-kararuzza-une-embuscade-bien-montee/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Musaga, des arrestations tous azimuts*, 11/05/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/musaga-des-arrestations-tous-azimuts/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Plus de 1500 Burundais refoulés du Rwanda depuis vendredi*, 17/05/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/plus-de-1500-burundais-refoules-du-rwanda-depuis-vendredi/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Madirisha E.), *Une stabilité relative*, 18/06/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/une-stabilite-relative/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Manirakiza F.), *Trafic humain : l'aveu*, 27/06/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/trafic-humain-laveu/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Nezerwe C. E.), *Société/ Peur de la répression et gains de misère*, 05/07/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/societe-peur-de-la-repression-et-gains-de-misere/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Gihosha : la députée de l'EALA Hafsa Mossi assassinée*, 13/07/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/qihosha-la-deputee-de-leala-hafsa-mossi-assassinee/> [consulté le 26/07/2016]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Mwaro : trois morts et 4 blessés dans une attaque armée*, 29/07/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/mwaro-trois-morts-et-4-blesses-dans-une-attaque-armee/> [consulté le 31/03/2017]

Iwacu (Habonimana I.), *Burundi bans food exportation, farmers and traders pay the price*, 02/08/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/englishnews/burundi-bans-food-exportation-farmers-and-traders-pay-the-price/> [consulté le 31/03/2017]

Iwacu (Manishatse L. J.), *Summer camps in Bujumbura*, 02/08/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/englishnews/summer-camps-in-bujumbura/> [consulté le 31/03/2017]

Iwacu (Shaka C., Nzeyimana M.), *Crise du dollar : tsunami dans l'économie burundaise*, 02/08/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/crise-du-dollar-tsunami-dans-leconomie-burundaise/> [consulté le 31/03/2017]

Iwacu (Mbazumutima A.), *Refus aux bus de traverser la frontière burundo-rwandaise*, 05/08/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/refus-aux-bus-de-traverser-la-frontiere-burundo-rwandaise/> [consulté le 31/03/2017]

- Iwacu (Nzeyimana M.), *Camps d' « été » 2016 : engouement et défis*, 17/08/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/camps-d-ete-2016-engouement-et-defis/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Madirisha E.), *Le glas sonne-t-il pour Amizero y'Abarundi ?*, 18/08/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/le-glas-sonne-t-il-pour-amizero-yabarundi/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Ngendakumana P.), *Cnnd-Fdd : les maquisards prennent les rênes du parti*, 21/08/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/cnnd-fdd-les-maquisards-prennent-les-renes-du-parti/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Shaka C., Nishimwe G. R.), *L'agonie de l'université du Burundi*, 29/08/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/lagonie-de-luniversite-du-burundi/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu, *Rugombo : 2 Burundais abattus sur le sol rwandais, un autre porté disparu*, 31/08/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/ruqombo-2-burundais-abattus-sur-le-sol-rwandais-un-autre-porte-disparu/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Manishatse L. J.), *People killed in west of Burundi*, 05/09/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/englishnews/people-killed-in-west-of-burundi/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Madirisha E.), *Les relations « amicales » du Burundi et du Rwanda*, 11/09/2015, <http://www.iwacu-burundi.org/les-relations-amicales-du-burundi-et-du-rwanda/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Bigirimana C.), *Exécution ou simple bavure ?*, 13/09/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/execution-ou-simple-bavure/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Uwimana D.), *Senior military commander targeted in grenade attack*, 14/09/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/englishnews/senior-military-commander-targeted-in-grenade-attack/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Karegeya J. B.), *Rwanda: Imbonerakure capture Rwandans in the Akanyaru valley*, 15/09/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/englishnews/rwanda-imbonerakure-capture-rwandans-in-the-akanyaru-valley/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Bigirimana C., Manirakiza F.), *Mugamba : assassinats ciblés et arrestations*, 20/09/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/mugamba-assassinats-cibles-et-arrestations/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Habonimana I.), *Proposals to save the declining hotel and tourism industry in Burundi*, 29/09/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/englishnews/proposals-to-save-the-declining-hotel-and-tourism-industry-in-burundi/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Uwimana D.), *Bujumbura: "Investment Trade Fair for More Visibility"*, 04/10/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/englishnews/bujumbura-investment-trade-fair-for-more-visibility/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Niyongabo C.), *Ngozi : le litige de Sabanegwa refait surface*, 06/10/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/ngozi-le-litige-de-sabanegwa-refait-surface/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Ndabashinze R.), *Trois morts dans une attaque armée à Rumonge*, 11/10/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/trois-morts-dans-une-attaque-armee-a-rumonge/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Madirisha E.), *La chasse aux OSC s'intensifie...*, 31/10/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/la-chasse-aux-osc-sintensifie/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Ndirubusa A.), *Violente charge du secrétaire général du CNDD-FDD contre la Belgique traduite du Kirundi*, 28/11/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/les-moments-forts-du-discours-du-secretaire-general-du-cnnd-fdd-traduits-du-kirundi/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Mugisha H.), *Willy Nyamitwe échappe à une tentative d'assassinat*, 29/11/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/willy-nyamitwe-echappe-a-une-tentative-dassassinat/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Ndirubusa A.), *Burundi, infréquentable ou surenchère verbale?*, 07/12/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/burundi-infrrequentable-ou-surenchere-verbale/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Nzeyimana M.), *Des commerçants désespérés*, 08/12/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/des-commerçants-desesperes/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Uwimana D.), *Rights groups warmly welcome Former Burundi President*, 15/12/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/englishnews/rights-groups-warmly-welcome-former-burundi-president/> [consulté le 31/03/2017]

- Iwacu (Manishatse L. J.), *Human rights situation in Burundi still deeply worrying, activists say*, 16/12/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/englishnews/human-rights-situation-in-burundi-still-deeply-worrying-activists-say/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Shaka C.), *Les « gavroches », indésirables en ville*, 16/12/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/les-gavroches-indesirables-en-ville/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Nzeyimana M.), *Une plaque qui crée la controverse*, 19/12/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/une-plaque-qui-cree-la-controverse/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Kinindo : des bandits à la machette sévissent*, 21/12/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/kinindo-des-bandits-a-la-machette-sevissent/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Bigirimana C.), *Le ministre Bunyoni : «La paix règne»*, 25/12/2016, <http://www.iwacu-burundi.org/le-ministre-bunyoni-la-paix-regne/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Kwizera E.), *« La paix et la sécurité sont garanties au Burundi »*, 01/01/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/la-paix-et-la-securite-sont-garanties-au-burundi/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Bigirimana C., Bahati J.), *Révélation / Une incursion tourne mal dans l'Est de la RDC*, 02/01/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/revelation-une-incursion-tourne-mal-dans-lest-de-la-rdc/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Shaka C.), *Retro Société 2016 – Trafic humain : une réalité*, 05/01/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/retro-societe-2016-traffic-humain-une-realite/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Madirisha E.), *La fin d'Iteka...*, 09/01/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/la-fin-diteka/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Manirakiza F., et al.), *Flou autour de l'assassinat du ministre Emmanuel Niyonkuru*, 09/01/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/flou-autour-de-l-assassinat-du-ministre-emmanuel-niyonkuru/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Uwimana D.), *Security disrupted in some areas of Burundi*, 09/01/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/englishnews/security-disrupted-in-some-areas-of-burundi/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Bahati J.), *Cibitoke/Rugombo : plus de 300 ménages ont fui la sécheresse*, 31/01/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/cibitokerugombo-plus-de-300-menages-ont-fui-la-secheresse/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Niyongabo C.), *Ngozi : la famine à ses portes*, 31/01/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/ngozi-la-famine-a-ses-portes/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Nzeyimana M.), *« 5 milliards de Fbu pour contrer la famine »*, 31/01/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/5-milliards-de-fbu-pour-contrer-la-famine/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *124 "présomés rebelles" extradés de la RDC remis aux autorités burundaises*, 01/02/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/124-presumes-rebelles-extrades-de-la-rdc-remis-aux-autorites-burundaises/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Niyongabo C.), *Ngozi : plus de 350 condamnés libérés*, 03/02/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/ngozi-plus-de-350-condamnes-liberes/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Ndirubusa A.), *Le Cnared vole-t-il en éclat ?*, 13/02/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/le-cnared-vole-t-il-en-eclat/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Ndabashinze R.), *L'insécurité alimentaire règne en maître à Ruyigi*, 14/02/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/linsecurite-alimentaire-regne-en-maitre-a-ruyigi/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Kaburahe A., et al.), *En mal de médicaments*, 28/02/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/longform/en-mal-de-medicaments/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Ndabashinze R.), *Paludisme : l'OMS sort un rapport alarmant*, 01/03/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/paludisme-loms-sort-un-rapport-alarmant/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Nikiza E.), *La flambée des prix interpelle le gouvernement*, 03/03/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/la-flambee-des-prix-interpelle-le-gouvernement/> [consulté le 31/03/2017]

- Iwacu (Manirakiza F.), *Le Conseil de sécurité toujours divisé sur le Burundi*, 20/03/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/le-conseil-de-securite-toujours-divise-sur-le-burundi/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Nzorubonanya F.), *Bururi-Rumonge-Makamba : regain de la criminalité et de tension politique*, 21/03/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/bururi-rumonge-makamba-regain-de-la-criminalite-et-de-tension-politique/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Bigirimana C., Manirakiza F.), *Des sympathisants de Rwasa traqués*, 22/03/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/des-sympathisants-de-rwasa-traques/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu, *Au sommaire de l'édition de ce vendredi 24 mars 2017 du journal 'Amakuru y'Iwacu'*, 24/03/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/au-sommaire-de-ledition-de-ce-vendredi-24-mars-2017-du-journal-amakuru-yiwacu/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Sikuyavuga L.), *Le ver reste dans le fruit*, 24/03/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/le-ver-reste-dans-le-fruit/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Bigirimana C., Manirakiza F.), *Gatumba : peur sur Vugizo*, 27/03/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/gatumba-peur-sur-vugizo/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu (Manirakiza F., Ndirubusa A.), *Le «phénomène des cadavres» s'amplifie*, 27/03/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/le-phenomene-des-cadavres-samplifie/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu, *Au sommaire de l'édition de ce mardi 28 mars 2017 du journal "Amakuru y'Iwacu"*, 28/03/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/au-sommaire-de-ledition-de-ce-mardi-28-mars-2017-du-journal-amakuru-yiwacu/> [consulté le 31/03/2017]
- Iwacu, *Quand le système de prêt-bourse tourne au vinaigre*, 03/04/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/quand-le-systeme-de-pret-bourse-tourne-au-vinaigre/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *Embuscade à Gatumba : un blessé et deux personnes enlevées dont un musicien*, 10/04/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/embuscade-a-gatumba-un-blesse-et-deux-personnes-enlevees-dont-un-musicien/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Le feuilleton «prêt-bourse» continue*, 11/04/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/le-feuilleton-pret-bourse-continue/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Nyanza-Lac : bastion de présumés rebelles ?*, 12/04/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/nyanza-lac-bastion-de-presumes-rebelles/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *Gihanga : 2 morts, 4 blessés et 2 personnes enlevées dans une embuscade*, 17/04/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/gihanga-2-morts-4-blesses-et-2-personnes-enlevees-dans-une-embuscade/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndirubusa A.), *Le Msd dans la ligne de mire du gouvernement*, 25/04/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/le-msd-dans-la-ligne-de-mire-du-gouvernement/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Banyankiye P. C.), *Bujumbura : flambée des prix des médicaments*, 28/04/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/bujumbura-flambee-des-prix-des-medicaments-persiste/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Gatumba : Recrudescence des cas d'enlèvement*, 04/05/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/gatumba-recrudescence-des-cas-denlevement/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *Kamenge : un homme tué et une jeune fille blessée par une bande d'hommes armés*, 05/05/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/kamenge-un-homme-tue-et-une-jeune-fille-blessee-par-une-bande-dhommes-armes/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu, *Les hôtels, sacrifiés sur l'autel de la crise*, 12/05/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/les-hotels-sacrifies-sur-lautel-de-la-crise/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E., et al.), *Quand le carburant tousse, la vie économique éternue*, 30/05/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/longform/quand-le-carburant-tousse-la-vie-economique-eterneue/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nduwayo A.), *"President Nkurunziza will rule till second coming of Jesus", chanted demonstrators*, 06/06/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/englishnews/president-nkurunziza-will-rule-till-second-coming-of-jesus-chanted-demonstrators/> [consulté le 08/06/2018]

- Iwacu, *Bujumbura abrite la 8ème conférence est africaine sur le pétrole et le gaz* [video], 07/06/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/bujumbura-abrite-la-8eme-conference-est-africaine-sur-le-petrole-et-le-gaz/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndabashinze R.), *Des Burundais refoulés du Rwanda*, 08/06/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/des-burundais-refoules-du-rwanda/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Zone Musaga : flou autour d'une disparition*, 14/06/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/zone-musaga-flou-autour-dune-disparition/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndabashinze R.), *100 Burundais refoulés du Rwanda en 24h*, 15/06/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/100-burundais-refoules-du-rwanda-en-24h/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Gahama P.), *«Le Burundi risque une crise de surendettement»*, 21/06/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/le-burundi-risque-une-crise-de-surendettement/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Shaka C.), *Le CHUK se vide de ses médecins*, 22/06/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/le-chuk-se-videde-ses-medecins/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Bigirimana C.), *Controverse autour des arrestations*, 26/06/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/controverse-autour-des-arrestations/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *L'épouse de Jean Bigirimana sous menace*, 27/06/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/lepouse-de-jean-bigirimana-sous-menace/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndabashinze R.), *Kayanza : huit morts et plus de 60 blessés*, 10/07/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/kayanza-huit-morts-et-plus-de-60-blesses/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndirubusa A.), *2020, le compte à rebours est lancé*, 10/07/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/2020-le-compte-a-rebours-est-lance/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Bigirimana C.), *Mabayi : tension à la frontière rwandaise*, 11/07/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/mabayi-tension-a-la-frontiere-rwandaise/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Bwiza : quatre blessés dans une attaque à la grenade*, 12/07/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/bwiza-quatre-blesses-dans-une-attaque-a-la-grenade/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu, *Au sommaire de l'édition de ce lundi 17 juillet 2017 du journal "Amakuru y'Iwacu"*, 17/07/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/au-sommaire-de-ledition-de-ce-lundi-17-juillet-2017-du-journal-amakuru-yiwacu/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Bigirimana C.), *Peur sur le nord*, 01/08/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/peur-sur-le-nord/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Gahama P.), *Les investissements directs étrangers (IDE) ont chuté de 40 millions USD !*, 03/08/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/en-un-an-les-ide-ont-chute-de-40-millions-usd/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *I Mise à jour I Buyenzi : 2 morts et 5 blessés dans une attaque à la grenade*, 09/08/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/buyenzi-un-mort-et-cinq-blesses/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu, *Mutimbuzi : un militaire aurait été tué et autre blessé dans une embuscade*, 13/08/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/mutimbuzi-un-militaire-aurait-ete-tue-et-autre-blesse-dans-une-embuscade/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Elections 2020 : contributions polémiques*, 14/08/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/elections-2020-contributions-polemiques/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Attaque de Shinya : des zones d'ombres*, 15/08/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/attaque-de-shinya-des-zones-dombres/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndabashinze R.), *Kayanza : des contributions contraignantes*, 16/08/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/kayanza-des-contributions-contraignantes/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *57 jeunes à destination de la Tanzanie arrêtés en 48h*, 16/08/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/57-jeunes-a-destination-de-la-tanzanie-arretes-en-48h/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *«Un contrôle de routine pour prévenir la criminalité»*, 19/08/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/un-controle-de-routine-pour-prevenir-la-criminalite/> [consulté le 08/06/2018]

- Iwacu (Ndashinze R.), *Timide début de rapatriement des réfugiés*, 22/08/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/timide-debut-de-rapatriement-des-refugies/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Des départs en Tanzanie inquiètent l'administration*, 23/08/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/des-departs-en-tanzanie-inquietent-ladministration/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndirubusa A.), *Quand les Imbonerakure réaffirment leur soutien*, 28/08/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/quand-les-imbonerakure-reaffirment-leur-soutien/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *«Une contribution aux élections de 2020 déguisée»*, 08/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/une-contribution-aux-elections-de-2020-deguisee/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu, *Une députée passée à tabac à Kirundo*, 11/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/une-deputee-passee-a-tabac-a-kirundo/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Niyongabo C.), *Ngozi : hausse des prix des denrées alimentaires*, 14/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/ngozi-hausse-des-prix-des-denrees-alimentaires/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *L'Office du Haut-Commissariat des Nations unies attaqué*, 15/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/loffice-du-haut-commissariat-des-nations-unies-attaque/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Mbazamutima A.), *Carnage à Kamanyola : 36 demandeurs d'asile burundais tués et plus de 150 autres blessés*, 16/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/carnage-a-kamanyola-36-demandeurs-dasile-burundais-tues-et-plus-de-150-autres-blessees/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndirubusa A.), *Bujumbura s'attaque au rapport de l'ONU*, 16/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/bujumbura-sattaque-au-rapport-de-lonu/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nzimana R.), *Manifestation des partisans du Cnnd-Fdd, l'ONU appelée à invalider le rapport de ses experts*, 16/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/manifestation-des-partisans-du-cnnd-fdd-pour-appeler-lonu-a-rejeter-le-rapport-de-ses-experts/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Mbazamutima A.), *Carnage à Kamanyola/ Le bilan s'alourdit : 39 morts et 127 blessés*, 18/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/carnage-a-kamanyola-le-bilan-salourdit-39-morts-et-127-blessees/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndashinze R.), *Enlèvement à mobile politique ?*, 18/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/enlevement-a-mobile-politique/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Gahama P.), *Hausse du prix de l'électricité : l'addition est corsée*, 22/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/hausse-du-prix-de-lelectricite-laddition-est-corsee/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Banyankiye P.C.), *Bujumbura : la foire foirée ?*, 25/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/bujumbura-la-foire-foiree/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Bigirimana C.), *Ce phénomène inquiétant de cadavres*, 26/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/ce-phenomene-inquietant-de-cadavres/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Bigirimana C.), *Fnl-pro Rwasa, des citoyens sans droit ?*, 27/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/fnl-pro-rwasa-des-citoyens-sans-droit/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu, *Au sommaire de l'édition de ce vendredi 29 septembre 2017 du journal "Amakuru y'Iwacu"*, 29/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/au-sommaire-de-ledition-de-ce-vendredi-29-septembre-2017-du-journal-amakuru-yiwacu/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Inarukundo A.), *Vive les amis du Burundi et honni soit qui mal y pense*, 30/09/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/vive-les-amis-du-burundi-et-honni-soit-qui-mal-y-pense/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Gatumba : des positions militaires attaquées par des inconnus*, 03/10/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/gatumba-des-positions-militaires-attaquees-par-des-inconnus/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza), *Gatumba : les Imbonerakure accusés de maltraitements*, 11/10/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/gatumba-les-imbonerakure-accuses-de-maltraitements/> [consulté le 08/06/2018]

- Iwacu (Bankyankiye P.C.), *Bujumbura : des slogans hostiles à Louis Michel et Paul Kagame*, 14/10/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/bujumbura-des-slogans-hostiles-a-louis-michel-et-paul-kagame/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Sites inaccessibles, problème technique ?*, 20/10/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/probleme-technique/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza J. N.), *Gitega : la vie de plus en plus chère*, 26/10/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/gitega-la-vie-de-plus-en-plus-chere/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Gahama P.), *Pas d'aide directe, mais un soutien à la population*, 27/10/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/pas-daide-directe-mais-un-soutien-a-la-population/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza J. N.), *Rutana : des Imbonerakure agressent une députée*, 30/10/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/rutana-des-imbonerakure-agressent-une-deputee/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndirubusa A.), *Au revoir CPI*, 30/10/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/au-revoir-cpi/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Bigirimana C.), *Un couvre-feu qui ne dit pas son nom*, 31/10/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/un-couvre-feu-qui-ne-dit-pas-son-nom/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu, *Au sommaire de l'édition de ce lundi 6 novembre 2017 du journal "Amakuru y'Iwacu"*, 06/11/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/au-sommaire-de-ledition-de-ce-mercredi-6-novembre-2017-du-journal-amakuru-yiwacu/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Une semaine sanglante*, 07/11/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/une-semaine-sanglante/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu, *USA/ Burundi : les sanctions touchant huit personnalités ont été reconduites*, 08/11/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/usa-burundi-les-sanctions-touchant-huit-personnalites-ont-ete-reconduites/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Trafic humain : 17 femmes interceptées en moins de deux semaines*, 15/11/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/trafic-humain-17-femmes-interceptees-en-moins-de-deux-semaines/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Nyakabiga : un passage à tabac a failli mal tourner*, 30/11/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/nyakabiga-un-passage-a-tabac-a-failli-mal-tourner/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nkurunziza E.), *«Plus de 3000 burundais sont victimes du trafic humain depuis 2015»*, 04/12/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/plus-de-3000-burundais-sont-victimes-du-trafic-humain-depuis-2015/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Criminalité : une grenade fait des blessés à Musaga*, 07/12/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/criminalite-une-grenade-fait-des-blesses-a-musaga/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Irabaruta C.), *Bwiza : deux blessés dans une attaque à la grenade*, 11/12/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/bwiza-deux-blesses-dans-une-attaque-a-la-grenade/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Référendum : Le marché des dupes ?*, 26/12/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/referendum-le-marche-de-dupes/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nkurunziza E.), *Sécurité : Le bilan positif du ministre Bunyoni remis en cause*, 28/12/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/securite-le-bilan-positif-du-ministre-bunyoni-remis-en-cause/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *Le chef d'Etat-major du mouvement FNL, démis de ses fonctions*, 09/01/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/le-chef-detat-major-du-mouvement-fnl-demis-de-ses-fonctions/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Irabaruta C.), *Des «taxes» polémiques à Rugombo*, 11/01/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/des-taxes-polemiques-a-rugombo/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Giriteka A.), *Bujumbura : Une pénurie de carburant de trop*, 12/01/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/bujumbura-une-penurie-de-carburant-de-trop/> [consulté le 08/06/2018]

- Iwacu (Ndirubusa A.), *Contre la cotisation aux élections de 2020*, 22/01/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/contre-la-cotisation-aux-elections-de-2020/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Vers l'unification de l'opposition burundaise ?*, 29/01/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/vers-lunification-de-lopposition-burundaise/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Commune Kanyosha : des bandits à la machette sévissent à Kiyenzi*, 30/01/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/commune-kanyosha-des-bandits-a-la-machette-sevissent-a-kiyenzi/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Mbuzumutima A.), *Lusenda : le ventre vide et la peur au ventre*, 31/01/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/lusenda-le-ventre-vide-et-la-peur-au-ventre/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndirubusa A.), *L'opposition réunie contre le processus référendaire*, 05/02/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/lopposition-reunie-contre-le-processus-referendaire/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Criminalité : explosion d'une grenade à la gare routière*, 07/02/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/criminalite-explosion-dune-grenade-a-la-gare-routiere/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Irabaruta C.), *Le gouvernement conteste le rapport du HCR*, 08/02/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/le-gouvernement-conteste-le-rapport-du-hcr/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Kamikazi C.), *11 blessées dans une attaque à la grenade à Bujumbura*, 11/02/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/11-blessees-dans-une-attaque-a-la-grenade-a-bujumbura/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Giriteka A.), *Epilepsie : Faute de devises, des médicaments deviennent rares*, 13/02/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/epilepsie-faute-de-devises-des-medicaments-deviennent-rares/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Gahama P.), *Le Burundi connaît une diminution des devises*, 15/02/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/le-burundi-connaît-une-diminution-des-devises/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Bigirimana C.), *Des fidèles de Rwaswa traqués*, 19/02/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/des-fideles-de-rwaswa-traques/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Criminalité : explosion d'une grenade à Musaga*, 19/02/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/criminalite-explosion-dune-grenade-a-musaga/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Criminalité : une grenade fait trois blessés à Cibitoke*, 26/02/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/criminalite-une-grenade-fait-trois-blesses-a-cibitoke/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Trafic humain : un phénomène qui ne faiblit pas*, 06/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/trafic-humain-un-phenomene-qui-ne-faiblit-pas/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nkurunziza E.), *Plus de 2.570 réfugiés burundais quittent Kamanyola pour le Rwanda*, 09/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/plus-de-2-570-refugies-burundais-quittent-kamanyola-pour-le-rwanda/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manishatse L. J.), *OLUCOME chairman withdraws from "Forum Citoyen" aiming at opposition change of Constitution*, 15/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/englishnews/olucome-chairman-withdraws-from-forum-citoyen-aiming-at-opposing-change-of-constitution/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Mbuzumutima A.), *Le colonel Félix Ntahnkuriye, ancien porte-parole du FNL Nzabampema aurait été tué*, 19/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/le-colonel-felix-ntahnkuriye-ancien-porte-parole-du-fnl-nzabampema-aurait-ete-tue/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndirubusa A.), *« Imboneza yamaha », qui dit mieux ?*, 19/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/imboneza-yamaha-qui-dit-mieux/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nkurunziza E.), *Plus de 400 manifestants libérés parmi les bénéficiaires de la grâce présidentielle*, 19/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/plus-de-400-manifestants-liberes-parmi-les-beneficiaires-de-la-grace-presidentielle/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Vers l'éclatement du Cnared ?*, 21/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/vers-leclatement-du-cnared/> [consulté le 08/06/2018]

- Iwacu (Haburiyakira F.), *Quand le jeudi se résume au jeûne et à la prière*, 22/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/quand-le-jeudi-se-resume-au-jeune-et-a-la-priere/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), «*Une condamnation exagérée!*», 22/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/une-condamnation-exageree/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Enquête/ Mort de Simon, l'homme qui refusait de voter*, 24/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/enquete-mort-de-simon-lhomme-qui-refusait-de-voter/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nkurunziza E.), «*L'entente est difficile entre le gouvernement et le HCR sur les chiffres des réfugiés*», 27/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/lentente-est-difficile-entre-le-gouvernement-et-le-hcr-sur-les-chiffres-des-refugies/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Bigirimana C.), *Nyarusange / Les opposants en ligne de mire*, 28/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/nyarusange-les-opposants-en-ligne-de-mire/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Des séances d'endoctrinement*, 28/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/des-seances-dendoctrinement/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *Gikungu : Saisie d'armes de guerre dans un ménage*, 29/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/gikungu-saisie-darmes-de-guerre-dans-un-menage/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nkurunziza E.), *Le Ranac dénonce les arrestations de ses militants*, 29/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/le-ranac-denonce-les-arrestations-de-ses-militants/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nkurunziza E.), *72.000 réfugiés à rapatrier de la Tanzanie avant la fin 2018*, 30/03/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/72-000-refugies-a-rapatrier-de-la-tanzanie-avant-la-fin-2018/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndirubusa A.), *Le CNARED appelle au boycott du référendum*, 02/04/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/le-cnared-appelle-au-boycott-du-referendum/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nkurunziza E.), *Carburant : une nouvelle pénurie inquiète*, 06/04/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/carburant-une-nouvelle-penurie-inquiete/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Mugisha H.), *Rapatriement des adeptes de « Zebiya » / La fin d'un exode ou le début d'une nouvelle croisade ?*, 09/04/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/rapatriement-des-adeptes-de-zebiya-la-fin-dun-exode-ou-le-debut-dune-nouvelle-croisade/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *Les Réfugiés burundais du camp de Lusenda : «Il faut nous amener ailleurs»*, 10/04/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/les-refugies-burundais-du-camp-de-lusenda-il-faut-nous-amener-ailleurs/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Giriteka A.), *Carama : les 21 personnes arrêtées puis libérées étaient des pongistes*, 11/04/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/carama-les-21-personnes-dont-des-officiers-arretees-puis-liberees-etaient-des-pongistes/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Bigirimana C.), *Gihanga / Une énième embuscade*, 13/04/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/gihanga-une-enieme-embuscade/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Giriteka A.), *Contributions pour les élections : l'Église catholique dénonce un forcing*, 16/04/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/contributions-pour-les-elections-2020-leglise-catholique-denonce-un-forcing/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Irabaruta C.), *Des fouilles-perquisitions nocturnes bientôt autorisées*, 19/04/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/des-fouilles-perquisitions-nocturnes-bientot-autorisees/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *L'opposition en exil fâchée contre la médiation*, 23/04/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/lopposition-en-exil-fachee-contre-la-mediation/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Kizingwe-Bihara : les militants de l'opposition en ligne de mire*, 24/04/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/kizingwe-bihara-les-militants-de-lopposition-en-ligne-de-mire/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nkurunziza E.), *Le trafic humain persiste, alerte un activiste*, 24/04/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/le-traffic-humain-persiste-alerte-un-activiste/> [consulté le 08/06/2018]

- Iwacu (Irabaruta C.), *Melchiade Nzopfabushe condamné à 3 ans de prison ferme pour incitation à la haine*, 01/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/melchiade-nzopfabushe-condamne-a-3-ans-de-prison-ferme-pour-incident-a-la-haine/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Coup d'envoi de la campagne pour le référendum*, 02/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/coup-denvoi-de-la-campagne-pour-le-referendum/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndirubusa A.), *Campagne référendaire : Et c'est parti !*, 07/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/campagne-referendaire-et-cest-parti/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Mbazumutima A.), *Kinama : un corps décapité retrouvé dans une rizière avec un message*, 08/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/kinama-un-corps-decapite-trouve-dans-une-riziere-avec-un-message/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nkurunziza E.), *Buyenzi : cinq personnes arrêtées pour avoir tenu une «réunion illégale»*, 08/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/buyenzi-cinq-personnes-arretees-pour-avoir-tenu-une-reunion-illegale/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Carnage à Ruhagarika*, 12/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/carnage-a-ruhagarika/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Campagne différemment perçue*, 14/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/campagne-differemment-percue/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Giriteka A.), *Campagne référendaire : une dernière journée mouvementée*, 15/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/campagne-referendaire-une-derniere-journee-mouvementee/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Commune Ntega : un mort et plusieurs blessés*, 15/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/commune-ntega-un-mort-et-plusieurs-blesses/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Bigirimana C.), *Référendum constitutionnel : paisible, mais entaché d'irrégularités*, 18/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/referendum-constitutionnel-paisible-mais-entache-dirregularites/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndirubusa A.), *La Chine au chevet du Burundi*, 22/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/la-chine-au-chevet-du-burundi/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Giriteka A.), *Sommet du Comesa : Retour sur un rendez-vous manqué*, 27/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/sommet-du-comesa-retour-sur-un-rendez-vous-manque/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndirubusa A.), *Le référendum, et après ?*, 28/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/le-referendum-et-apres/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Gahama P.), *Le Fbu en chute libre...*, 29/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/le-fbu-en-chute-libre-2/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nkurunziza E.), *Le Cnared «redéfinit ses stratégies»*, 29/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/referendum-le-cnared-redefinit-ses-strategies/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Référendum : la Cour constitutionnelle trouve non fondées les plaintes de la Coalition Amizero y'Abarundi*, 31/05/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/referendum-la-cour-constitutionnelle-trouve-non-fondees-les-plaintes-de-la-coalition-amizero-yabarundi/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Ndabashinze R.), *Marche-manifestation contre Kafando et la France*, 02/06/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/marche-manifestation-contre-kafando-et-la-france/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Nikiza E.), *Le siège du Sénat bientôt en province de Gitega*, 05/06/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/le-siege-du-senat-bientot-en-province-de-gitega/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Manirakiza F.), *Désertion ou acharnement?*, 06/06/2017, <http://www.iwacu-burundi.org/desertion-ou-acharnement/> [consulté le 08/06/2018]
- Iwacu (Banyankiye P. C.), *Rapport budgétaire : l'Etat face au problème de trésorerie*, 07/06/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/rapport-budgetaire-letat-face-au-probleme-de-tresorerie/> [consulté le 08/06/2018]

- Iwacu (Nikiza E.), *La nouvelle Constitution entre en vigueur ce jeudi*, 07/06/2018, <http://www.iwacu-burundi.org/la-nouvelle-constitution-entre-en-vigueur-ce-jeudi/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique, *Burundi: journée cruciale sur fond de fracture au sein de l'armée*, 04/05/2015, <http://www.jeuneafrique.com/depeches/231094/politique/burundi-journee-cruciale-sur-fond-de-fracture-au-sein-de-larmee/> [consulté le 14/12/2015]
- Jeune Afrique, Agence France-Presse (AFP), *Un journaliste rwandais emprisonné pour « espionnage » au Burundi*, 12/06/2015, <http://www.jeuneafrique.com/235524/societe/un-journaliste-rwandais-emprisonne-pour-espionnage-au-burundi/> [consulté le 14/12/2015]
- Jeune Afrique, Agence France-Presse (AFP), *Burundi : des élections législatives et communales sous haute tension*, 28/06/2015, <http://www.jeuneafrique.com/241127/politique/elections-au-burundi-des-violences-avant-meme-louverture-des-scrutins/> [consulté le 14/12/2015]
- Jeune Afrique, Agence France-Presse (AFP), *Burundi : Nkurunziza réélu pour un troisième mandat à l'issue d'un scrutin controversé*, 24/07/2015, <http://www.jeuneafrique.com/250043/politique/presidentielle-burundi-nkurunziza-reelu-troisieme-mandat-a-lissue-dun-scrutin-controverse/> [consulté le 14/12/2015]
- Jeune Afrique, *Burundi : Pierre-Claver Mbonimpa blessé par balles à Bujumbura*, 04/08/2015, <http://www.jeuneafrique.com/253541/politique/burundi-pierre-claver-mbonimpa-blesse-balles-a-bujumbura/> [consulté le 14/12/2015]
- Jeune Afrique, *Burundi : le gouvernement ne négociera pas « avec ceux poursuivis pour insurrection »*, 23/09/2015, <http://www.jeuneafrique.com/267071/politique/burundi-gouvernement-ne-negociera-poursuivis-insurrection/> [consulté le 14/12/2015]
- Jeune Afrique, *Burundi : l'UE sanctionne des proches de Nkurunziza mais épargne le président dans l'espoir d'un dialogue*, 01/10/2015, <http://www.jeuneafrique.com/268994/politique/burundi-lue-sanctionne-proches-de-nkurunziza-epargne-president-lespoir-dun-dialogue/> [consulté le 26/07/2016]
- Jeune Afrique, *Burundi : des attaques à la grenade à Bujumbura ont fait des dizaines de blessés*, 19/11/2015, <http://www.jeuneafrique.com/279917/politique/burundi-plusieurs-attaques-a-grenade-a-bujumbura-dizaines-de-blesses/> [consulté le 14/12/2015]
- Jeune Afrique (Ba M.), *Burundi : qu'est-ce qui arrêtera Nkurunziza ?*, 20/11/2015, <http://www.jeuneafrique.com/mag/278790/politique/burundi-quest-ce-qui-arretera-nkurunziza/> [consulté le 14/12/2015]
- Jeune Afrique, *Le Burundi s'oppose au déploiement d'une mission de l'UA sur son sol*, 20/12/2015, <http://www.jeuneafrique.com/288258/politique/le-burundi-soppose-au-deploiement-dune-mission-de-lua-sur-son-sol/> [consulté le 26/07/2016]
- Jeune Afrique (Carayol R.), *[Reportage] Burundi : dans le Bujumbura rural, « être jeune, c'est un crime »*, 21/01/2016, <http://www.jeuneafrique.com/295974/politique/burundi-dans-le-bujumbura-rural-etre-jeune-cest-un-crime/> [consulté le 26/07/2016]
- Jeune Afrique, *Burundi – Melchiade Biremba : « On ne peut pas défendre la démocratie avec des belles paroles »*, 23/02/2016, <http://www.jeuneafrique.com/304829/politique/burundi-melchiade-biremba-on-ne-defendre-democratie-belles-paroles/> [consulté le 26/07/2016]
- Jeune Afrique, *Burundi : le parquet dément l'existence de fosses communes*, 10/03/2016, <http://www.jeuneafrique.com/308934/societe/burundi-parquet-dement-lexistence-de-fosses-communes/> [consulté le 26/07/2016]
- Jeune Afrique (Ba M.), *Décès « suspect » de Jacques Bihozagara, ancien ministre rwandais, dans une prison burundaise*, 31/03/2016, <http://www.jeuneafrique.com/314749/politique/decès-suspect-de-jacques-bihozagara-ancien-ministre-rwandais-prison-burundaise/> [consulté le 26/07/2016]
- Jeune Afrique (Carayol R.), *Torture au Burundi : l'enfer à côté de la maison de Dieu*, 19/04/2016, <http://www.jeuneafrique.com/mag/316757/societe/torture-burundi-lenfer-a-cote-de-maison-de-dieu/> [consulté le 26/07/2016]

- Jeune Afrique, *Burundi : le général Kararuzza tué dans une attaque à Bujumbura*, 25/04/2016, <http://www.jeuneafrique.com/320738/politique/burundi-general-kararuzza-tue-attaque-a-bujumbura/> [consulté le 26/07/2016]
- Jeune Afrique, *Mission impossible pour les observateurs de l'UA au Burundi ?*, 08/07/2016, <http://www.jeuneafrique.com/mag/338595/politique/mission-impossible-observateurs-de-lua-burundi/> [consulté le 26/07/2016]
- Jeune Afrique, *Burundi : un journaliste exilé en Ouganda agressé au couteau*, 03/08/2016, <http://www.jeuneafrique.com/346572/societe/burundi-journaliste-exile-ouganda-agresse-couteau/> [consulté le 31/03/2017]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : cinq choses à savoir sur Evariste Ndayishimiye, le nouveau patron du CNDD-FDD*, 08/09/2016, <http://www.jeuneafrique.com/355699/politique/burundi-cinq-choses-a-savoir-evariste-ndayishimiye-nouveau-patron-cndd-fdd/> [consulté le 31/03/2017]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : le gouvernement déclare persona non grata trois experts des Nations Unies*, 11/10/2016, <http://www.jeuneafrique.com/364586/politique/burundi-gouvernement-declare-persona-non-grata-trois-experts-nations-unies/> [consulté le 31/03/2017]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : dix organisations de la société civile radiées ou suspendues et deux médias sanctionnés*, 25/10/2016, <http://www.jeuneafrique.com/368403/societe/burundi-dix-organisations-de-societe-civile-radiees-suspendues-deux-medias-sanctionnes/> [consulté le 31/03/2017]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : une pluie de mesures s'abat sur la population pour renflouer les caisses de l'État*, 07/11/2016, <http://www.jeuneafrique.com/372124/politique/burundi-pluie-de-mesures-sabat-population-renflouer-caisses-de-letat/> [consulté le 31/03/2017]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : ces paysans de Cibitoke fauchés comme les blés*, 09/11/2016, <http://www.jeuneafrique.com/372837/politique/burundi-paysans-de-cibitoke-fauches-bles/> [consulté le 31/03/2017]
- Jeune Afrique (Carayol R.), *Burundi : l'enfer, c'est les autres*, 12/11/2016, <http://www.jeuneafrique.com/mag/367527/politique/burundi-lenfer-cest-autres/> [consulté le 31/03/2017]
- Jeune Afrique (Rainfroy C.), *Le Burundi refuse de coopérer avec la commission d'enquête de l'ONU*, 25/11/2016, <http://www.jeuneafrique.com/377351/politique/burundi-de-pierre-nku-refuse-de-cooperer-lonu/> [consulté le 31/03/2017]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : la vie chère devient encore plus chère*, 12/01/2017, <http://www.jeuneafrique.com/392375/economie/burundi-budget-2017-boite-de-pandore/> [consulté le 31/03/2017]
- Jeune Afrique, *Burundi : les opposants en exil décident d'un plan d'action contre le président Nkurunziza*, 23/01/2017, <http://www.jeuneafrique.com/396368/politique/burundi-opposants-exil-reunis-belgique-contre-president-nkurunziza/> [consulté le 31/03/2017]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : l'UE demande à la CPI d'ouvrir sans tarder une enquête sur les violations des droits de l'homme*, 23/01/2017, <http://www.jeuneafrique.com/396730/politique/burundi-lue-demande-a-cpi-douvrir-tarder-enquete-violations-droits-de-lhomme/> [consulté le 31/03/2017]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : un quart de la population a besoin d'une aide humanitaire*, 27/01/2017, <http://www.jeuneafrique.com/397910/societe/burundi-quart-de-population-a-besoin-dune-aide-humanitaire/> [consulté le 31/03/2017]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : dissensions au sein du Cnared, la plateforme de l'opposition*, 03/02/2017, <http://www.jeuneafrique.com/400505/politique/burundi-dissensions-sein-cnared-plateforme-de-lopposition/> [consulté le 31/03/2017]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : au-delà des armes, la guerre des photomontages et des « fake news »*, 10/02/2017, <http://www.jeuneafrique.com/402389/politique/burundi-dela-armes-guerre-photomontage-fake-news/> [consulté le 31/03/2017]

- Jeune Afrique, *Au Burundi, le parti au pouvoir accusé d'instaurer des « cotisations forcées »*, 05/04/2017, <http://www.jeuneafrique.com/425228/politique/burundi-parti-pouvoir-accuse-dinstaurer-cotisations-forcees/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : une vidéo d'Imbonerakure menaçant d'« engrosser » leurs adversaires provoque l'indignation*, 05/04/2017, <http://www.jeuneafrique.com/425289/politique/burundi-video-dimbonerakure-menacant-d-engrosser-leurs-adversaires-provoque-lindignation/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Crise au Burundi : la fuite des cerveaux vers le Rwanda en chiffres*, 05/04/2017, <http://www.jeuneafrique.com/424822/societe/crise-burundi-fuite-cerveaux-vers-rwanda-chiffres/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : le gouvernement suspend le parti d'opposition MSD pour six mois et l'oblige à fermer ses permanences*, 14/04/2017, <http://www.jeuneafrique.com/429485/politique/burundi-gouvernement-suspend-parti-dopposition-msd-six-mois-loblige-a-fermer-permanences/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : des étudiants emprisonnés pour « préparation d'un mouvement insurrectionnel »*, 20/04/2017 [mis à jour le 26/04/2017], <http://www.jeuneafrique.com/431290/politique/burundi-etudiants-emprisonnes-preparation-dun-mouvement-insurrectionnel/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *#Ndondeza, un hashtag pour retrouver les disparus du Burundi*, 19/05/2017, <http://www.jeuneafrique.com/440208/politique/ndondeza-hashtag-retrouver-disparus-burundi/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : Bujumbura accuse l'UE de vouloir déstabiliser le pouvoir en place*, 07/06/2017, <http://www.jeuneafrique.com/445610/politique/burundi-bujumbura-accuse-lue-de-destabilisation/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Caslin O.), *Burundi : le clergé sous pression*, 05/07/2017, <http://www.jeuneafrique.com/mag/450840/societe/burundi-clerge-pression/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Muhorakeye N.), *Les rebelles burundais du Forebu changent de nom et nomment à leur tête un ancien haut gradé*, 30/08/2017, <http://www.jeuneafrique.com/469175/politique/les-rebelles-burundais-du-forebu-changent-de-nom-et-nomment-a-leur-tete-un-ancien-haut-grade/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique, *Burundi : Léopold Habarugira, cadre de l'opposition, enlevé en plein jour à Bujumbura*, 12/09/2017 [mis à jour le 14/09/2017], <http://www.jeuneafrique.com/473849/politique/burundi-leopold-habarugira-cadre-de-lopposition-enleve-en-plein-jour-a-bujumbura/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Muhorakeye N.), *Burundi : « Le Focode a déjà documenté 42 cas de disparitions forcées »*, 18/09/2017, <http://www.jeuneafrique.com/474252/politique/burundi-le-focode-a-deja-documente-42-cas-de-disparitions-forcees/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Diallo A.), *Burundi : « L'ouverture de l'enquête de la CPI est une victoire pour les familles des victimes »*, 09/11/2017, <http://www.jeuneafrique.com/491309/societe/burundi-louverture-de-lenquete-de-la-cpi-est-une-victoire-pour-les-familles-des-victimes/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique, *Le Burundi « n'ouvrira jamais la coopération avec la CPI », assure le gouvernement*, 10/11/2017, <http://www.jeuneafrique.com/491739/politique/le-burundi-nouvrira-jamais-la-cooperation-avec-la-cpi-assure-le-gouvernement/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique, *Burundi : une grenade lancée dans la foule fait cinq blessés à Bujumbura*, 05/12/2017, <http://www.jeuneafrique.com/499515/politique/burundi-une-grenade-lancee-dans-la-foule-fait-cinq-blesses-a-bujumbura/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Diallo A.), *Crise politique au Burundi : « Le risque de génocide est dépassé mais les tueries continuent »*, 06/02/2018, <http://www.jeuneafrique.com/527690/societe/crise-politique-au-burundi-le-risque-de-genocide-est-depasse-mais-les-tueries-continuent/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique, *Référendum au Burundi : la police met en garde ceux qui militent pour le « non »*, 14/02/2018, <http://www.jeuneafrique.com/530514/politique/referendum-au-burundi-la-police-met-en-garde-ceux-qui-militent-pour-le-non/> [consulté le 08/06/2018]

- Jeune Afrique, *Burundi : un gouverneur rappelle à l'ordre les Imbonerakure*, 14/04/2018, <http://www.jeuneafrique.com/551582/politique/burundi-un-gouverneur-rappelle-a-lordre-les-imbonerakure/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique, *Burundi : démonstration de force de la ligue des jeunes du parti au pouvoir*, 22/04/2018, <http://www.jeuneafrique.com/553839/politique/burundi-demonstration-de-force-de-la-ligue-des-jeunes-du-parti-au-pouvoir/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Diallo A., Kibangula T.), *Burundi : ce que le référendum constitutionnel va changer*, 30/04/2018, <http://www.jeuneafrique.com/556164/politique/burundi-ce-que-le-referendum-constitutionnel-va-changer/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G.), *Burundi : les perquisitions désormais autorisées de nuit, sans mandat*, 04/05/2018, <http://www.jeuneafrique.com/555750/politique/burundi-les-perquisitions-desormais-autorisees-de-nuit-sans-mandat/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Gras R.), *Référendum au Burundi : l'UE dénonce un « climat d'intimidation et de répression »*, 09/05/2018, <http://www.jeuneafrique.com/558410/politique/referendum-au-burundi-lue-denonce-un-climat-dintimidation-et-de-repression/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Bukeyenzeza A. G., Gras R.), *Burundi : un référendum à huis clos*, 16/05/2018, <http://www.jeuneafrique.com/560146/politique/burundi-vers-un-referendum-a-huis-clos/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Gras R.), *Burundi : Pierre Nkurunziza, président tout-puissant*, 16/05/2018, <http://www.jeuneafrique.com/mag/559438/politique/burundi-pierre-nkurunziza-president-tout-puissant/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique, *Burundi : l'opposition dépose un recours contre les résultats du référendum*, 24/05/2018, <http://www.jeuneafrique.com/562248/politique/burundi-lopposition-depose-un-recours-contre-les-resultats-du-referendum/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Glez D.), *L'œil de Glez : France et Burundi, à qui le bonnet d'âne ?*, 31/05/2018, <http://www.jeuneafrique.com/564439/politique/loeil-de-glez-france-ou-burundi-a-qui-le-bonnet-dane/> [consulté le 08/06/2018]
- Jeune Afrique (Caslin O., Gras R.), *Burundi : Pierre Nkurunziza entretient l'ambiguïté autour de sa candidature en 2020*, 07/06/2018, <http://www.jeuneafrique.com/574961/politique/burundi-pierre-nkurunziza-entretient-lambiguite-autour-de-sa-candidature-en-2020/> [consulté le 08/06/2018]
- La Croix (Larcher L.), *Menaces sur l'Eglise catholique au Burundi*, 01/05/2016, <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Menaces-Eglise-catholique-Burundi-2016-05-01-1200757182> [consulté le 08/06/2018]
- La Croix (Larcher L.), *Au Burundi, la rébellion décapitée*, 23/10/2017, <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Au-Burundi-rebellion-decapitee-2017-10-23-1200886481> [consulté le 08/06/2018]
- La Croix (Larcher L.), *Au Burundi, la dérive religieuse du clan présidentiel*, 27/03/2018 [mis à jour le 04/04/2018], <https://www.la-croix.com/Religion/Au-Burundi-derive-religieuse-clan-presidentiel-2018-03-27-1200927127> [consulté le 08/06/2018]
- La Croix (Larcher L.), *Au Burundi, « la dérive quasi-sectaire du régime du président Pierre Nkurunziza »*, 04/04/2018, <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Au-Burundi-derive-quasi-sectaire-regime-president-Pierre-Nkurunziza-2018-04-04-1200929074> [consulté le 08/06/2018]
- La Libre Afrique (Cros M.F.), *Burundi: échec de la session de dialogue de sortie de crise*, 08/12/2017, <https://afrique.lalibre.be/12008/burundi-echec-de-la-session-de-dialogue-de-sortie-de-crise/> [consulté le 08/06/2018]
- La Libre Afrique, *Le Comesa retire à nouveau au Burundi l'organisation de son sommet*, 21/05/2018, <https://afrique.lalibre.be/19297/le-comesa-retire-a-nouveau-au-burundi-lorganisation-de-son-sommet/> [consulté le 08/06/2018]
- Le Carnet de Colette Braeckman (Braeckman C.) [blog], *L'opposition burundaise s'unit... en Belgique*, 23/01/2017, <http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2017/01/23/lopposition-burundaise-sunit-en-belgique/> [consulté le 31/03/2017]

- Le Monde (Rémy J. P.), *Au Burundi, l'armée divisée face à la contestation*, 19/05/2015, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/05/19/au-burundi-l-armee-divisee-face-a-la-contestation_4636206_3212.html [consulté le 14/12/2015]
- Le Monde (Rémy J. P.), *Au Burundi, un bain de sang à huis clos*, 14/12/2015, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/12/14/au-burundi-un-bain-de-sang-a-huis-clos_4831179_3212.html [consulté le 14/12/2015]
- Le Monde, *Une rébellion voit officiellement le jour au Burundi*, 24/12/2015, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/12/24/une-rebellion-voit-le-jour-au-burundi-ou-les-groupes-armes-prosperent_4837607_3212.html [consulté le 26/07/2016]
- Le Monde (Fattori F., et al.), *Bujumbura, les quartiers de la colère*, 10-11/01/2016, http://abonnes.lemonde.fr/international/visuel/2016/01/11/bujumbura-les-quartiers-de-la-colere_4845044_3210.html [consulté le 26/07/2016]
- Le Monde (Rémy J. P.), *Dans les geôles de Bujumbura*, 29/02/2016, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/02/29/dans-les-geoles-de-bujumbura_4873580_3212.html [consulté le 26/07/2016]
- Le Monde, *Le Conseil de sécurité vote l'envoi d'une police de l'ONU au Burundi*, 02/04/2016, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/04/02/le-conseil-de-securite-vote-l-envoi-d-une-police-de-l-onu-au-burundi_4894336_3212.html [consulté le 26/07/2016]
- Le Monde, *Burundi : ouverture d'un examen préliminaire à la CPI sur les récentes violences*, 25/04/2016, http://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2016/04/25/cpi-la-procureure-ouvre-un-examen-preliminaire-sur-les-recentes-violences-au-burundi_4908229_3212.html [consulté le 26/07/2016]
- Le Monde, *Burundi : le Conseil de sécurité autorise le déploiement de 228 policiers de l'ONU*, 30/07/2016, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/07/30/burundi-le-conseil-de-securite-autorise-le-deploiement-de-228-policiers-de-l-onu_4976485_3212.html [consulté le 08/06/2018]
- Le Monde, *Burundi : un proche du président réchappe d'une tentative d'assassinat*, 29/11/2016, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/11/29/burundi-un-proche-du-president-rechappe-d-une-tentative-d-assassinat_5040046_3212.html [consulté le 31/03/2017]
- Le Monde (Laffont C.), *Burundi : la « purge » de l'armée racontée par des officiers en exil*, 12/04/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/12/burundi-la-purge-de-l-armee-racontee-par-des-officiers-en-exil_5110204_3212.html [consulté le 08/06/2018]
- Le Monde (Lepidi P.), *Dans le camp rwandais de Mahama, l'angoisse des réfugiés du Burundi*, 04/07/2017 [mis à jour le 10/07/2017], https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/04/dans-le-camp-rwandais-de-mahama-l-angoisse-des-refugies-du-burundi_5155474_3212.html [consulté le 08/06/2018]
- Le Monde (Mudge L.), « *La Commission nationale des droits de l'homme du Burundi n'exerce plus de travail critique* », 13/04/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/13/la-commission-nationale-des-droits-de-l-homme-du-burundi-n-exerce-plus-de-travail-critique_5285243_3212.html [consulté le 08/06/2018]
- Le Monde (Rémy J. P.), *Au Burundi, Pierre Nkurunziza veut rester quatorze ans de plus au pouvoir*, 16/05/2018, http://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/16/au-burundi-pierre-nkurunziza-veut-se-maintenir-quatorze-ans-de-plus-au-pouvoir_5299726_3212.html [consulté le 08/06/2018]
- Le Monde (Rémy J. P.), *Réforme constitutionnelle au Burundi : l'intimidation l'emporte*, 21/05/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/21/la-reforme-constitutionnelle-adoptee-au-burundi_5302435_3212.html [consulté le 08/06/2018]
- Le Monde, *Les ânes offerts par Paris ne sont pas les bienvenus au Burundi*, 29/05/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/29/les-anes-offerts-par-paris-ne-sont-pas-les-bienvenus-au-burundi_5306228_3212.html [consulté le 08/06/2018]
- Le Monde (Rémy J. P.), *Au Burundi, Pierre Nkurunziza renonce à la présidence à vie... pas à la monarchie*, 07/06/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/06/07/au-burundi-pierre-nkurunziza-renonce-a-la-presidence-a-vie-mais-pas-a-la-royaute_5311261_3212.html [consulté le 08/06/2018]

Le Monde diplomatique (Cessou S.), *Burundi : la Radio publique africaine contre le discours de haine*, 12/04/2017, <https://blog.mondediplo.net/2017-04-12-Burundi-la-Radio-publique-africaine-contre-le> [consulté le 08/06/2018]

Le Renouveau via Publication de presse burundaise (PPB) (Wakana F.), *Ses communes passent de treize à trois*, s.d., <http://www.ppbdi.com/index.php/extras/jtuts/764-lu-pour-vous-mairie-de-bujumbura> [consulté le 14/12/2015]

Le Temps (Rémy J. P.), *Le Burundi au bord du chaos*, 03/03/2016, <http://linkis.com/www.letemps.ch/monde/6khTq> [consulté le 26/07/2016]

Libération (Malagardis M.), *Au Burundi, «c'est un génocide qui a commencé»*, 04/11/2015, http://www.liberation.fr/planete/2015/11/04/au-burundi-c-est-un-genocide-qui-a-commence_1411086 [consulté le 14/12/2015]

Libération (Bat J. P.), *La police nationale du Burundi : quelle force pour quel ordre ?*, 19/06/2016, <http://libeafrica4.blogs.liberation.fr/2016/06/19/la-police-nationale-du-burundi-quelle-force-pour-quel-ordre/> [consulté le 26/07/2016]

Libération (Benetti P.), *Au Burundi, «c'est dangereux d'aller sur une autre colline que la sienne»*, 20/06/2016, http://www.liberation.fr/planete/2016/06/20/au-burundi-c-est-dangereux-d-aller-sur-une-autre-colline-que-la-sienne_1460812 [consulté le 26/07/2016]

Libération (Bolomey J.), *Burundi : «Le pouvoir qui peut faire disparaître n'importe qui»*, 25/04/2017, http://www.liberation.fr/planete/2017/04/25/burundi-le-pouvoir-qui-peut-faire-disparaitre-n-importe-qui_1564952 [consulté le 08/06/2018]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka [site web], s.d., <http://ligue-iteka.bi/> [consulté le 08/06/2018]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport annuel de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA ». Janvier-décembre 2017*, s.d., <http://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2018/01/RAPPORT-ANNUEL-2017.pdf> [consulté le 08/06/2018]

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka, *Rapport trimestriel de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA ». Janvier - mars 2018*, s.d., <http://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2018/04/RAPPORT-TRIMESTRIEL-JANVIER-MARS-2018.pdf> [consulté le 08/06/2018]

L'Obs (Février R.), *Manifestations, putsch et reddition : 3 jours de crise au Burundi*, 16/05/2015, <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20150515.OBS9019/manifestations-putsch-et-reddition-3-jours-de-crise-au-burundi.html> [consulté le 31/03/2017]

Mbonimpa P. C., Kaburahe A., *Rester Debout. Entretiens avec Antoine Kaburahe*, Bujumbura : Editions Iwacu, 2017

Ministère des Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement – Belgique, *Conseils aux voyageurs : Burundi*, 13/04/2018 [dernière mise à jour], http://diplomatie.belgium.be/fr/Services/voyager_a_letranger/conseils_par_destination/burundi [consulté le 08/06/2018]

MO* (Berwouts K.), *Burundi 2005-2015: Autopsy of an embryonic democracy*, 15/09/2015, <http://www.mo.be/en/analysis/burundi-2005-2015-autopsy-embryonic-democracy> [consulté le 14/12/2015]

Net Press, *Départ pour l'Eternité d'un confrère*, 01/12/2016, <http://netpress.bi/spip.php?article7458> [consulté le 08/06/2018]

News Deeply (Onyulo T.), *Refugees Don't Believe Burundi's Leader That It's Safe to Go Home*, 09/10/2017, <https://www.newsdeeply.com/refugees/articles/2017/10/09/refugees-dont-believe-burundis-leader-that-its-safe-to-go-home> [consulté le 08/06/2018]

Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) (Wiesner C.), *Burundi risks becoming a forgotten refugee crisis without support*, 06/02/2018, <http://www.unhcr.org/5a79676a4.html> [consulté le 08/06/2018]

Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Burundian group decides to voluntarily return home*, 10/04/2018, <http://www.unhcr.org/rw/13198-burundian-group-decides-voluntarily-return-home.html> [consulté le 08/06/2018]

- Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Burundi situation*, 31/05/2018 [last update], <https://data2.unhcr.org/en/situations/burundi> [consulté le 08/06/2018]
- Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Burundi Regional Refugee Response Plan. January – December 2018*, s.d., <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/61371.pdf> [consulté le 08/06/2018]
- Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Regional Update. Burundi Situation. March 2018*, s.d., <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/63552.pdf> [consulté le 08/06/2018]
- ONU Info, *Burundi : des enquêteurs de l'ONU dénoncent la brutalité des abus des forces de sécurité secondées par des Imbonerakure*, 19/09/2017, <https://news.un.org/fr/story/2017/09/364212-burundi-des-enqueteurs-de-lonu-denoncent-la-brutalite-des-abus-des-forces-de> [consulté le 08/06/2018]
- Oodalooop (Brooks M.), *Burundi Conflict: Current Unrest is Not an Ethnic Conflict*, 11/09/2015, <https://www.oodalooop.com/featured/2015/09/11/burundi-conflict-current-unrest-not-ethnic-conflict/> [consulté le 14/12/2015]
- Présidence de la République du Burundi (Nyamitwe W.), *Président!grâce: 2264 détenus sur 2500 ont déjà été libérés*, 07/03/2017, <http://presidence.gov.bi/index.php/details/item/82-president-grace-2264-detenus-sur-2500-ont-deja-ete-liberes> [consulté le 31/03/2017]
- Commission électorale nationale indépendante (CENI), *Projet de Constitution de la République du Burundi*, s.d., https://www.ceniburundi.bi/IMG/pdf/projet_de_constitution_de_2018.pdf [consulté le 08/06/2018]
- Radio France internationale (RFI), *Burundi: le possible armement des jeunes du parti au pouvoir inquiète*, 11/04/2014, http://www.rfi.fr/afrique/20140411-burundi-le-probable-armement-imbonerakure-jeunes-cnnd-fdd-inquiete/#./?&_suid=14018066621470926554464255888 [consulté le 12/02/2015]
- Radio France internationale (RFI), *Burundi: une rébellion écrasée dans le sang*, 04/01/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150104-burundi-rebellion-ecrasee-armee-violence/> [consulté le 12/02/2015]
- Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'Eglise catholique s'oppose à un 3e mandat de Nkurunziza*, 08/03/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150308-burundi-eglise-catholique-oppose-mandat-nkurunziza> [consulté le 08/06/2018]
- Radio France internationale (RFI), *Burundais et Rwandais du Burundi fuient les affrontements*, 01/05/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150501-burundi-rwanda-fuir-manifestation-affrontement-heurts-election> [consulté le 14/12/2015]
- Radio France internationale (RFI), *Burundi: assassinat du leader d'opposition Zedi Feruzi*, 23/05/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150523-burundi-assassinat-opposant-zedi-feruzi-upd-bujumbura> [consulté le 14/12/2015]
- Radio France internationale (RFI), *Burundi: la mobilisation faiblit à Bujumbura*, 05/06/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150605-repression-mobilisation-faiblit-bujumbura-burundi-nkurunziza-manifestations-violences> [consulté le 14/12/2015]
- Radio France internationale (RFI) (Morice F.), «*La crise burundaise renvoie à des frustrations économiques, sociales et politiques*», 11/06/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150611-crise-burundi-frustrations-economiques-politiques-quichaoua-nkurunziza> [consulté le 14/12/2015]
- Radio France internationale (RFI), *Elections au Burundi: une participation très contrastée*, 29/06/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150629-burundi-elections-participation-contrastee-vote-nkurunziza> [consulté le 14/12/2015]
- Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'armée fait le bilan des affrontements dans le nord*, 14/07/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150713-burundi-armee-combattants-groupe-arme-rwanda-ndora-baratuza-kayanza> [consulté le 14/12/2015]
- Radio France internationale (RFI), *Burundi: assassinat du général Nshimirimana, pilier du régime*, 02/08/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/2min/20150802-burundi-assassinat-general-nshimirimana-pilier-regime-bujumbura-nkurunziza> [consulté le 14/12/2015]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: assassinat d'un ancien chef d'état-major de l'armée*, 15/08/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/2min/20150815-burundi-assassinat-chef-etat-major-armee-jean-bikomaqu> [consulté le 14/12/2015]

Radio France internationale (RFI), *Kigali proteste contre l'arrestation de Rwandais au Burundi*, 24/08/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150824-rwanda-protestations-arrestations-rwandais-burundi> [consulté le 14/12/2015]

Radio France internationale (RFI), *Crise au Burundi: la conférence épiscopale appelle au dialogue*, 23/09/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150922-crise-burundi-conference-episcopale-appelle-dialogue-pierre-nkurunziza-troisieme-ma> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: la Belgique gèle plus de 60 millions d'euros d'aides*, 02/10/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20151002-burundi-belgique-suspend-cooperation-gele-60-millions-aide-dialogue-inclusif> [consulté le 14/12/2015]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: une brigade spéciale dans les quartiers contestataires*, 05/10/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20151004-burundi-brigade-anti-emeute-speciale-quartiers-contestataires-cibitoke-mutakura> [consulté le 14/12/2015]

Radio France internationale (RFI), *Au Burundi, un groupe armé écume la province*, 28/10/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20151028-burundi-groupe-arme-ecume-province-mwaro-gitega> [consulté le 14/12/2015]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: un fils de Pierre-Claver Mbonimpa retrouvé mort à Bujumbura*, 06/11/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20151106-burundi-assassinat-fils-pierre-claver-mbonimpa> [consulté le 14/12/2015]

Radio France internationale (RFI), *Crise au Burundi: les remontrances de Paul Kagame à Pierre Nkurunziza*, 08/11/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20151108-crise-burundi-paul-kagame-remontrances-pierre-nkurunziza> [consulté le 14/12/2015]

Radio France internationale (RFI), *Les Etats-Unis sanctionnent quatre responsables burundais*, 24/11/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20151124-etats-unis-sanctions-quatre-responsables-burundais-bizimana-nyombare> [consulté le 14/12/2015]

Radio France internationale (RFI), *RDC: soupçons d'incursions de rebelles burundais dans l'est du pays*, 26/11/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20151126-rdc-rumeurs-infiltrations-rebelles-burundais-refugies> [consulté le 14/12/2015]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: un haut gradé de l'armée cible d'une embuscade?*, 29/11/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20151129-burundi-haut-grade-armee-cible-embuscade-bujumbura-rural-militaire-kabanyura> [consulté le 14/12/2015]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: deux camps militaires attaqués dans la capitale*, 11/12/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20151211-burundi-bujumbura-deux-camps-militaires-attaques-capitale> [consulté le 14/12/2015]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: des dizaines de corps dans les rues de Bujumbura*, 12/12/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20151212-burundi-dizaines-corps-rues-bujumbura-1> [consulté le 14/12/2015]

Radio France internationale (RFI), *Human Rights Watch demande une enquête indépendante d'urgence*, 13/12/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20151213-burundi-hrw-enquete-violences-bujumbura> [consulté le 14/12/2015]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: une nouvelle rébellion veut chasser Nkurunziza du pouvoir*, 23/12/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20151223-burundi-nouvelle-rebellion-forebu-chasser-nkurunziza-pouvoir> [consulté le 26/07/2016]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: la ligue Iteka craint de ne plus pouvoir travailler*, 26/12/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20151226-burundi-ligue-iteka-craint-peur-travailler-fidh-nkurunziza-droits-homme> [consulté le 26/07/2016]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le pouvoir met en garde l'UA contre un déploiement militaire*, 30/12/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20151230-burundi-le-president-met-garde-ua-tout-deploiement-militaire> [consulté le 26/07/2016]

Radio France internationale (RFI), *Crise au Burundi: recrudescence des violences sexuelles à Bujumbura*, 03/01/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160103-burundi-recrudescence-violens-quartiers-contestataires> [consulté le 26/07/2016]

Radio France internationale (RFI), *Infiltrations de rebelles burundais en RDC: quels sont les groupes?*, 05/01/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160105-infiltrations-rebelles-burundais-rdc-sont-groupes> [consulté le 26/07/2016]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: quels sont les mouvements rebelles qui combattent Nkurunziza?*, 24/01/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160124-burundi-quels-sont-mouvements-rebelles-combattent-nkurunziza> [consulté le 26/07/2016]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: affrontements dans la commune de Mugamba*, 25/01/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160125-burundi-mugamba-affrontements-jeunes-police-red-tabara> [consulté le 26/07/2016]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le gouvernement doit prendre des mesures pour toucher l'aide de l'UE*, 16/03/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160316-aide-ue-burundi-gouvernement-union-europe> [consulté le 26/07/2016]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: la famille du Rwandais accusé d'espionnage dément la version officielle*, 27/03/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160327-burundi-famille-rwandais-accuse-espionnage-dement-version-officielle> [consulté le 26/07/2016]

Radio France internationale (RFI), *La RDC démantèle deux nouvelles filières de rebelles burundais*, 15/04/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160414-rdc-rwanda-burundi-filieres-rebelles> [consulté le 26/07/2016]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le traumatisme des habitants des quartiers contestataires de Bujumbura*, 21/04/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160421-burundi-raumatisme-habitants-quartiers-contestataires-bujumbura> [consulté le 26/07/2016]

Radio France internationale (RFI), *Trafic de jeunes filles au Burundi: le Focodé demande une réaction du gouvernement*, 02/07/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160702-trafic-jeunes-filles-burundi-focode-gouvernement> [consulté le 26/07/2016]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: Hafsa Mossi, ancienne ministre, assassinée*, 13/07/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160713-burundi-hafsa-mossi-pierre-nkurunziza-assassinat> [consulté le 26/07/2016]

Radio France internationale (RFI), *Ouganda: un journaliste burundais en exil agressé à Kampala*, 03/08/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160803-ouganda-journaliste-burundais-exil-agresse-kampala-Biqirimana> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Le Burundi ferme aux transports en commun sa frontière avec le Rwanda*, 06/08/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160806-le-burundi-ferme-transports-commun-frontiere-le-rwanda> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: arrestation des membres d'un groupe de discussion WhatsApp*, 24/08/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160824-burundi-arrestation-groupe-whatsapp-communication> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *L'ONU lance une commission d'enquête sur le Burundi*, 30/09/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160930-onu-droits-homme-lance-commission-enquete-burundi> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Selon l'UE, le pouvoir burundais a encore «beaucoup de progrès à faire»*, 04/10/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20161004-selon-ue-le-pouvoir-burundais-encore-beaucoup-progres-faire> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Grands Lacs: regain de tensions entre le Burundi et le Rwanda*, 07/10/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20161007-burundi-rwanda-frontiere-fdlr-incident-ngozi-tensions> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Nouvelle victime burundaise à la frontière avec le Rwanda*, 30/10/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20161030-victime-burundi-frontiere-rwanda> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: un «déficit remarquable» de Tutsis à l'école des officiers*, 19/11/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20161119-burundi-deficit-remarquable-tutsis-ecole-officiers> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Burundi : aucune trace de Marie Claudette Kwizera un an après son arrestation*, 13/12/2016, <http://www.jeuneafrique.com/383576/societe/burundi-aucune-trace-de-marie-claudette-kwizera-an-apres-arrestation/> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: les ambassadeurs européens convoqués par le chef de la diplomatie*, 15/12/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20161215-burundi-ambassadeurs-europeens-convoques-le-chef-diplomatie> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Des soldats burundais tués en RDC*, 24/12/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20161224-rdc-soldats-burundais-tues-armee-congolaise-militaires-congo> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Assassinat du ministre de l'Environnement au Burundi: des doutes sur le mobile*, 09/01/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170109-assassinat-ministre-environnement-niyonkuru-burundi-doutes-crime-mobile> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'opposition en exil s'organise autour d'un forum commun*, 23/01/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170123-burundi-opposition-exil-s-organise-autour-forum-commun> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Crise au Burundi: «Ndondeza», une campagne pour retrouver les disparus*, 25/02/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170225-burundi-campagne-recherche-enquete-disparus-crise> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: Charles Nditije, nouveau leader du Cnared*, 03/03/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170301-burundi-charles-nditije-nouveau-leader-cnared> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'alarmant rapport du conseiller spécial de l'ONU sur les génocides*, 08/03/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170308-burundi-alarmante-lettre-conseiller-special-onu-prevention-genocide-adama-dieng> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI) (Ndikumana E.), *Blocage au Conseil de sécurité sur la situation au Burundi*, 10/03/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170310-burundi-blocage-conseil-securite-situation-droits-homme> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *L'épidémie de malaria est déclarée au Burundi*, 14/03/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170314-epidemie-malaria-est-declaree-burundi-paludisme-oms> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Recrudescence des violences meurtrières au Burundi*, 21/03/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170321-recrudescence-violences-meurtrieres-burundi> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: colère et mobilisation des étudiants après la suppression des bourses*, 27/03/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170327-burundi-etudiants-greve-arret-bourses-decret-prets-bourses> [consulté le 31/03/2017]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le CNDD-FDD, un parti-Etat?*, 05/04/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170405-burundi-cndd-fdd-parti-etat-cotisations-obligatoires-imbonerakure> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: les étudiants dénoncent «la politisation» de leur mouvement de grève*, 11/04/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170411-burundi-etudiants-denoncent-politisation-leur-mouvement-greve> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: après deux ans de crise, une économie à bout de souffle*, 25/04/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170425-burundi-apres-deux-ans-crise-une-economie-bout-souffle> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: inquiétude suite à une nouvelle attaque dans le quartier de Kamenge*, 22/05/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170522-burundi-inquietude-nouvelle-attaque-quartier-kamenge-bujumbura-0> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'UE récuse les accusations de déstabilisation de Bujumbura*, 07/06/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170607-burundi-ue-recuse-accusations-destabilisation-bujumbura> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: une attaque à la grenade fait au moins cinq morts dans le nord du pays*, 10/07/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170710-burundi-une-attaque-grenade-fait-moins-cinq-morts-le-nord-pays> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Rencontre Nkurunziza-Magufuli de Tanzanie: décryptage*, 20/07/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170720-rencontre-burundi-nkurunziza-magufuli-tanzanie-decryptage> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: un soldat tué par ses compagnons d'arme dans des circonstances floues*, 29/07/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170729-burundi-soldat-tue-compagnons-armes-circonstances-floues> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: les rebelles du Forebu changent de nom et d'organigramme*, 29/08/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170828-burundi-rebelles-forebu-changent-noms-organigramme> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: premier rapatriement de réfugiés en provenance de Tanzanie*, 07/09/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170907-burundi-premier-rapatriement-refugies-provenance-tanzanie> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'Eglise catholique appelle de nouveau à un dialogue politique inclusif*, 11/09/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170911-burundi-eglise-catholique-appel-dialogue-politique-inclusif> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *RDC: les versions divergent après les violences meurtrières dans le Sud-Kivu*, 16/09/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170916-rdc-versions-divergent-violences-meurtrieres-sud-kivu-kamanyola> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Violences meurtrières dans le Sud-Kivu: encore des zones d'ombre*, 19/09/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170919-rdc-violences-meurtrieres-sud-kivu-kamanyola-anr-zones-ombre> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Passe d'armes musclée entre le Burundi et la commission d'enquête de l'ONU*, 20/09/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170920-passe-armes-musclée-burundi-commission-enquete-onu> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: deux chefs de la principale rébellion manquent à l'appel*, 24/10/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20171024-burundi-arrestation-deux-chefs-principale-rebellion-ntiranyibagira-nshimirimana> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le projet de nouvelle Constitution, coup de grâce à l'accord d'Arusha*, 27/10/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20171026-burundi-projet-nouvelle-constitution-coup-grace-accord-arusha> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le retrait du pays de la CPI divise les Burundais*, 29/10/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20171029-burundi-le-retrait-pays-cpi-divise-burundais-justice> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI) (Woods M.), *Faced by weakened opposition, Burundi's Nkurunziza bids to extend rule*, 13/12/2017, <http://en.rfi.fr/afrique/20171213-faced-weakened-opposition-burundis-nkurunziza-bids-extend-rule> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: des opposants au référendum constitutionnel arrêtés*, 09/01/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180108-burundi-opposants-referendum-constitutionnel-arretes> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: les unions libres désormais passibles de sanctions*, 11/01/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180110-burundi-unions-libres-passibles-sanctions> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: polémique autour d'un impôt pour financer les élections*, 19/01/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180119-burundi-polemique-impot-financer-elections-pierre-Celestin-ndikumana> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: les oppositions réunies à Nairobi pour un «Front uni»*, 30/01/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180130-burundi-opposition-interne-exil-cnared-rencontre-nairobi-front-uni-reforme-constitu> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Référendum constitutionnel : des Burundais dénoncent un « enrôlement forcé »*, 16/02/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180215-burundi-referendum-constitution-enrolement-force-imbonerakure-gaston-sindimwo> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: colère de Bujumbura après la publication d'un rapport onusien*, 23/02/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180223-burundi-colere-bujumbura-publication-rapport-onusien> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *La communauté est-africaine impuissante face à la crise au Burundi*, 24/02/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180224-sommet-communaute-est-africaine-burundi-pression> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: l'ONU rétrograde le statut de la CNIDH*, 06/03/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180306-burundi-onu-retrograde-statut-cnidh-independance> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *RDC: des réfugiés burundais passent au Rwanda, escortés par la Monusco*, 08/03/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180307-rdc-refugies-burundais-rwanda-escortes-monusco> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: zones d'ombre autour de la campagne présidentielle de «moralisation»*, 09/03/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180309-burundi-zones-ombre-autour-campagne-presidentielle-moralisation> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le CNDD-FDD tente d'étouffer la polémique sur le titre présidentiel*, 14/03/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180313-burundi-cndd-fdd-etouffer-polemique-titre-presidentiel-nkurunziza> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: la mort suspecte de Simon Bizimana*, 23/03/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180322-burundi-mort-etrange-simon-bizimana-police-pnb> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le parti au pouvoir charge le Rwanda et l'Eglise catholique*, 26/03/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160326-burundi-cndd-fdd-charge-rwanda-eglise-catholique> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *RDC: dans le camp de Mulongwe, des Burundais sans perspective d'avenir*, 08/04/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180408-rdc-le-camp-mulongwe-burundais-perspective-avenir> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: le gouverneur de Bururi interdit le sport de masse avec gourdins*, 13/04/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180412-burundi-gouverneur-bururi-interdit-sport-masse-gourdins> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: Pierre Nkurunziza écarte son ministre des Affaires étrangères*, 21/04/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180421-burundi-pierre-nkurunziza-ministre-affaires-etrangeres-Alain-Aime-Nyamitwe> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI) (Cessou S.), *Afrique: les sanctions occidentales sont-elles efficaces ?*, 27/04/2018, <http://www.rfi.fr/hebdo/20180427-afrique-sanctions-occident-burundi-afrique-sud-zimbabwe-traffic-apartheid-rdc> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: lourde condamnation pour Germain Rukuki*, 28/04/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180428-burundi-lourde-condamnation-germain-rukuki-fidh-florent-geel> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi: pour l'Eglise, ce n'est pas le moment d'amender la Constitution*, 03/05/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180503-burundi-eglise-moment-amender-constitution> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Référendum au Burundi: l'opposition pratiquement absente des médias publics*, 08/05/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180507-referendum-burundi-opposition-pratiquement-absente-medias-publics> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *L'UE fustige le processus de révision constitutionnel au Burundi*, 09/05/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180509-ue-processus-revision-constitutionnel-burundi-referendum> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Le HCR manque de fonds pour aider les réfugiés burundais*, 12/05/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180512-refugies-burundais-hcr-probleme-manque-fonds-aide> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *L'attaque d'un village du nord-ouest du Burundi soulève beaucoup de questions*, 13/05/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180513-attaque-village-nord-ouest-burundi-souleve-beaucoup-questions> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Référendum au Burundi: la coalition Amizero ne reconnaîtra pas le résultat*, 20/05/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180520-burundi-referendum-amizero-refusera-reconnaitre-resultat-sindimwo> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Le Burundi s'obstine à vouloir organiser le sommet des chefs d'Etat du Comesa*, 24/05/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180523-burundi-persiste-organisation-sommet-chefs-etat-comesa> [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Burundi-ONU: le Conseil de sécurité divisé sur la marche à suivre*, 25/05/2018, www.rfi.fr/afrique/20180525-onu-burundi-nkurunziza-kafando-reunion-conseil-securite-divise [consulté le 08/06/2018]

Radio France internationale (RFI), *Nouvelle constitution au Burundi: le recours de l'opposition rejeté*, 01/06/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180531-burundi-constitution-nkurunziza-opposition-recours-referendum-amizero> [consulté le 08/06/2018]

Radio publique africaine (RPA), *Kayanza : Découverte macabre de 6 corps près de la Kibira*, 18/10/2015, <http://www.rpa.bi/index.php/component/k2/item/1560-kayanza-decouverte-macabre-de-6-corps-pres-de-la-kibira> [consulté le 14/12/2015]

Radio publique africaine (RPA), *Une vie de rue pour les Burundais réfugiés en Zambie*, 03/06/2016, <http://www.rpa.bi/index.php/component/k2/item/2157-une-vie-de-rue-pour-les-burundais-refugies-en-zambie> [consulté le 31/03/2017]

Radio publique africaine (RPA), *Gitega : Les enfants de la rue en forte croissance*, 28/11/2016, <http://www.rpa.bi/index.php/2011-08-15-07-10-58/societe/item/3128-gitega-les-enfants-de-la-rue-en-forte-croissance> [consulté le 31/03/2017]

Radio publique africaine (RPA), *Le rectorat de l'UB décide de durcir les mesures face aux étudiants*, 07/05/2017, <http://www.rpa.bi/index.php/2011-08-15-07-10-58/politique/item/3493-le-rectorat-de-l-ub-decide-de-durcir-les-mesures-face-aux-etudiants> [consulté le 08/06/2018]

Radio publique africaine (RPA), *Ruyigi : Trois prisonniers récemment libérés de Mpimba assassinés dans des circonstances non élucidées*, 26/05/2017, <http://rpa.bi/index.php/component/k2/item/3544-ruyigi-trois-prisonniers-recemment-liberes-de-mpimba-assassines-dans-des-circonstances-non-elucidees> [consulté le 08/06/2018]

Radio publique africaine (RPA), *Cinq membres de la ligue Imbonerakure de Musaga détenus au SNR pour leur implication dans plusieurs meurtres*, 07/07/2017, <http://www.rpa.bi/index.php/component/k2/item/3824-cinq-membres-de-la-ligue-imbonerakure-de-musaga-detenus-au-snr-pour-leur-implication-dans-plusieurs-meurtres> [consulté le 08/06/2018]

Radio publique africaine (RPA), *Quatre cents militaires à majorité tutsis mis à la retraite*, 04/01/2017, <http://www.rpa.bi/index.php/component/k2/item/3240-quatre-cents-militaires-a-majorite-tutsis-mis-a-la-retraite> [consulté le 31/03/2017]

Radio publique africaine (RPA), *Gihanga : Un groupe armé tente d'attaquer une position de l'armée à Buringa*, 27/07/2017, <http://www.rpa.bi/index.php/component/k2/item/3918-gihanga-un-groupe-arme-tente-d-attaquer-une-position-de-l-armee-a-buringa> [consulté le 08/06/2018]

Radio publique africaine (RPA), *Jabe : Deux personnes détenues et torturées par les renseignements burundais depuis 6 jours*, 31/07/2017, <http://www.rpa.bi/index.php/component/k2/item/3933-jabe-deux-personnes-detenees-et-torturees-par-les-renseignements-burundais-depuis-6-jours> [consulté le 08/06/2018]

Radio publique africaine (RPA), *Burundi : 12 personnes tuées et plus 80 blessées en un mois et demie*, 16/08/2017, <http://www.rpa.bi/index.php/component/k2/item/4003-burundi-criminalite-12-personnes-tuees-et-plus-80-blesses-en-un-mois-et-demie> [consulté le 08/06/2018]

Radio publique africaine (RPA), *Gitega: Six blessés dans une attaque à la grenade dans un bistrot du quartier Shatanya*, 21/08/2017, <http://www.rpa.bi/index.php/component/k2/item/4026-gitega-six-blesses-dans-une-attaque-a-la-grenade-dans-un-bistrot-du-quartier-shatanya> [consulté le 08/06/2018]

Radio publique africaine (RPA), *L'attaque à la grenade : Nouvelle stratégie pour arrêter les opposants du pouvoir de Bujumbura*, 22/08/2017, <http://rpa.bi/index.php/component/k2/item/4030-l-attaque-a-la-grenade-nouvelle-strategie-pour-arreter-les-opposants-du-pouvoir-de-bujumbura> [consulté le 08/06/2018]

Radio publique africaine (RPA), *Raflé au centre-ville de Bujumbura*, 24/08/2017, <http://rpa.bi/index.php/component/k2/item/4047-rafle-au-centre-ville-de-bujumbura> [consulté le 08/06/2018]

Radio publique africaine (RPA), *RUMONGE: Un militaire ex Fab à la retraite malmené par l'administration et certains éléments de l'armée régulière*, 18/10/2017, <http://www.rpa.bi/index.php/2011-08-15-07-10-58/droits-de-l-homme/item/4302-rumonge-un-militaire-ex-fab-a-la-retraite-malmene-par-l-administration-et-certains-elements-de-l-armee-reguliere> [consulté le 08/06/2018]

Radio publique africaine (RPA), *Il plane un flou sur l'arrestation des leaders du mouvement FPB, la Tanzanie réfute ne rien savoir ni sur leur arrestation sur son sol ni sur leur destination*, 24/10/2017, <http://rpa.bi/index.php/component/k2/item/4331-il-plane-un-flou-sur-l-arrestation-des-leaders-du-mouvement-fpb-la-tanzanie-refute-ne-rien-savoir-ni-sur-leur-arrestation-sur-son-sol-ni-sur-leur-destination> [consulté le 08/06/2018]

Radio publique africaine (RPA), *Recrudescence de violence à Bujumbura et ses environs*, 08/12/2017, <https://www.rpa.bi/index.php/component/k2/item/4521-recrudescence-de-violence-a-bujumbura-et-ses-environs> [consulté le 08/06/2018]

Radio publique africaine (RPA), *Le parti CNDD-FDD joue la carte ethnique pour diviser le peuple burundais dans tout le pays*, s.d., <https://www.rpa.bi/index.php/2011-08-15-07-10-58/politique/item/4615-le-parti-cndd-fdd-joue-la-carte-ethnique-pour-diviser-le-peuple-burundais-dans-tout-le-pays> [consulté le 08/06/2018]

Radio télévision belge francophone (RTBF), *Burundi: reprise des manifestations et des tirs, l'Eglise catholique se retire*, 28/05/2015, https://www.rtbef.be/info/monde/detail_burundi-reprise-des-manifestations-et-des-tirs-l-eglise-catholique-se-retire?id=8991742 [consulté le 08/06/2018]

Refugees International (RI) (Boyce M., Vigaud-Walsh F.), *"You are either with us or against us": Persecution and displacement in Burundi*, 18/11/2015, <http://www.refugeesinternational.org/s/Persecution-and-Displacement-in-Burundi> [consulté le 14/12/2015]

Refugees International (RI) (Boyce M., Vigaud-Walsh F.), *Asylum betrayed: Recruitment of Burundian refugees in Rwanda*, 14/12/2015, <http://static1.squarespace.com/static/506c8ea1e4b01d9450dd53f5/t/566b3f97c647adfeee2374e5/144986920755/20151214+Rwanda.pdf> [consulté le 14/12/2015]

Refugees International (RI) (Vigaud-Walsh F.), *Field Report. Women and girls failed: the Burundian refugee response in Tanzania*, 22/12/2015, <https://www.refugeesinternational.org/s/20151222-Tanzania.pdf> [consulté le 31/03/2017]

Reporters sans frontières (RSF), *RSF condamne la "guerre de l'information" autour de la tentative de coup d'Etat au Burundi*, 14/05/2015, <http://fr.rsf.org/burundi-rsf-condamne-la-guerre-de-l-14-05-2015,47894.html> [consulté le 14/12/2015]

Reporters sans frontières (RSF), *Six mois après les faits, le directeur d'Iwacu auditionné par la justice sur la tentative de putsch*, 16/11/2015, <http://fr.rsf.org/burundi-six-mois-apres-les-faits-le-16-11-2015,48531.html> [consulté le 14/12/2015]

- Reporters sans frontières (RSF), *Malgré la libération du journaliste de Bonesha FM, un climat toujours extrêmement tendu pour les médias au Burundi*, 07/06/2016, <https://rsf.org/fr/actualites/malgre-la-liberation-du-journaliste-de-bonesha-fm-un-climat-toujours-extremement-tendu-pour-les> [consulté le 26/07/2016]
- Reporters sans frontières (RSF), *Burundi : un journaliste arrêté sans motif par les services de renseignements*, 25/07/2016, <https://rsf.org/fr/actualites/burundi-un-journaliste-arrete-sans-motif-par-les-services-de-renseignements> [consulté le 26/07/2016]
- Reporters sans frontières (RSF), *RSF interpelle le président Nkurunziza sur la disparition du journaliste Jean Bigirimana*, 11/08/2016, <https://rsf.org/fr/actualites/rsf-interpelle-le-president-nkurunziza-sur-la-disparition-du-journaliste-jean-bigirimana> [consulté le 31/03/2017]
- Reporters sans frontières (RSF), *Nouveau tour de vis du gouvernement burundais à l'encontre de la presse*, 25/10/2016, <https://rsf.org/fr/actualites/nouveau-tour-de-vis-du-gouvernement-burundais-lencontre-de-la-presse> [consulté le 31/03/2017]
- Reporters sans frontières (RSF), *Un an après la disparition de Jean Bigirimana, le grand silence des autorités*, 21/07/2017, <https://rsf.org/fr/actualites/un-apres-la-disparition-de-jean-bigirimana-le-grand-silence-des-autorites> [consulté le 08/06/2018]
- Reporters sans frontières (RSF), *Un journaliste sommé de ne plus faire de reportages sur une province du Burundi sous peine de prison*, 08/02/2018, <https://rsf.org/fr/actualites/un-journaliste-somme-de-ne-plus-faire-de-reportages-sur-une-province-du-burundi-sous-peine-de-prison> [consulté le 08/06/2018]
- Reporters sans frontières (RSF), *Burundi : les journalistes sous haute pression pour le référendum constitutionnel*, 16/05/2018, <https://rsf.org/fr/actualites/burundi-les-journalistes-sous-haute-pression-pour-le-referendum-constitutionnel> [consulté le 08/06/2018]
- Reuters (Blair E.), *Burundi rebel group says behind killing of senior army officer*, 26/03/2016, <http://www.reuters.com/article/us-burundi-security-idUSKCN0WS0GB> [consulté le 26/07/2016]
- Reuters (Zargham M.), *U.S. imposes sanctions on three Burundian nationals*, 02/06/2016, <http://www.reuters.com/article/us-usa-burundi-sanctions-idUSKCN0YO2M5> [consulté le 26/07/2016]
- Reuters (Biryabarema E.), *Rwanda expels Burundians who say they were accused of spying*, 12/06/2016, <http://www.reuters.com/article/us-burundi-politics-idUSKCN0YY00H> [consulté le 26/07/2016]
- Reuters, *U.N. council approves police to Burundi, several states abstain*, 29/07/2016, <http://www.reuters.com/article/us-burundi-politics-un-idUSKCN1092N8> [consulté le 31/03/2017]
- Reuters (Manirabarusha C.), *Family of three killed in grenade attack in Burundi crisis*, 15/09/2016, <http://www.reuters.com/article/us-burundi-violence-idUSKCN11L1RP> [consulté le 31/03/2017]
- Reuters, *IMF paints bleak no-growth picture for struggling Burundi*, 19/04/2017, <https://af.reuters.com/article/africaTech/idAFL8N1HR36M> [consulté le 08/06/2018]
- Reuters, *U.S. says Burundi constitutional referendum 'marred'*, 21/05/2018, <https://www.reuters.com/article/us-burundi-politics-usa/u-s-says-burundi-constitutional-referendum-marred-idUSKCN1IM1TX?il=0> [consulté le 08/06/2018]
- Reuters, *Grenade attacks on bars in Burundi capital kill 3, wound 27*, 18/08/2017, <https://af.reuters.com/article/burundiNews/idAFL4N1L43WZ> [consulté le 08/06/2018]
- Reuters, *Burundi's inflation rises to 17.6 pct yr/yr in October*, 27/11/2017, <https://af.reuters.com/article/africaTech/idAFL8N1NX3OT> [consulté le 08/06/2018]
- Reuters, *Burundi expects econ growth, spending to pick up in 2018*, 13/12/2017, <https://af.reuters.com/article/africaTech/idAFL8N1OD4C1> [consulté le 08/06/2018]
- Reuters, *UPDATE 1-Finland is world's happiest country, US discontent grows -U.N. report*, 14/03/2018, <https://af.reuters.com/article/africaTech/idAFL8N1QW419> [consulté le 08/06/2018]
- SOS Médias Burundi, *GIHETA (GITEGA, CENTRE DU PAYS) : Un journaliste battu par des Imbonerakure* [Facebook update], 25/02/2018, <https://www.facebook.com/sosmediasburundi/posts/1746462432082455> [consulté le 08/06/2018]

SOS Médias Burundi [Facebook profile], s.d., <https://www.facebook.com/sosmediasburundi/timeline> [consulté le 14/12/2015]

SOS Médias Burundi [Twitter profile], s.d., <https://twitter.com/SOSMediasBDI> [consulté le 14/12/2015]

SOS-Torture Burundi [blog], s.d., <http://sostortureburundi.over-blog.com/> [consulté le 08/06/2018]

The Conversation (Guichaoua A.), « *L'ordre rétabli* » au Burundi : réalités et faux-semblants, 10/04/2016, <https://theconversation.com/lordre-retabli-au-burundi-realites-et-faux-semblants-57403> [consulté le 26/07/2016]

The Conversation (Guichaoua A.), *Burundi-Rwanda deux pays indissociables et rivaux*, 16/08/2016, <http://theconversation.com/burundi-rwanda-deux-pays-indissociables-et-rivaux-63916> [consulté le 31/03/2017]

The Conversation (Söderberg Kovacs, et al.), *Democracy in peril: Burundi's referendum will cement Nkurunziza's grip on power*, 16/05/2018, <https://theconversation.com/democracy-in-peril-burundis-referendum-will-cement-nkurunzizas-grip-on-power-96544> [consulté le 08/06/2018]

The Guardian, *Rwandan president urges Burundi not to repeat genocide*, 08/11/2015, <http://www.theguardian.com/world/2015/nov/08/rwandan-president-urges-burundi-not-to-repeat-genocide> [consulté le 14/12/2015]

The Guardian (Graham-Harrison E.), *Nowhere to run: Burundi violence follows escapees across borders*, 15/04/2016, <https://www.theguardian.com/global-development/2016/apr/15/nowhere-to-run-burundi-violence-follows-escapees-across-borders> [consulté le 26/07/2016]

The Guardian (Ní Chongailé C.), *'Fake calm' in Burundi as tension threatens return to violence*, 14/07/2016, <https://www.theguardian.com/global-development/2016/jul/14/fake-calm-in-burundi-as-tension-threatens-return-to-violence> [consulté le 26/07/2016]

The Guardian (Ssuuna I., Sullivan K.), *'The president thinks he can suppress the truth': Burundi's guerrilla media*, 07/11/2016, <https://www.theguardian.com/world/2016/nov/07/burundi-guerrilla-media-president-suppress-truth> [consulté le 31/03/2017]

The Guardian (Okiror S.), *Tanzania president under fire for urging refugees to return to 'stable' Burundi*, 29/07/2017, <https://www.theguardian.com/global-development/2017/jul/29/tanzania-president-under-fire-for-urging-refugees-return-stable-burundi-john-maqufuli> [consulté le 08/06/2018]

The Guardian (Burke J.), *Violence ahead of Burundi vote to extend president's term to 2034*, 14/05/2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/may/14/burundi-to-vote-in-referendum-to-extend-presidents-term> [consulté le 08/06/2018]

The Guardian (Summers H.), *'They're killing them': Burundians flee in fear of president's power play*, 14/05/2018, <https://www.theguardian.com/global-development/2018/may/14/burundi-knife-edge-presidents-power-play-hastens-exodus-to-rwanda-pierre-nkurunziza-referendum> [consulté le 08/06/2018]

The New York Times (Kron J.), *Political Violence in Burundi Exacts Growing Toll*, 12/12/2015, <http://www.nytimes.com/2015/12/13/world/africa/political-violence-in-burundi-exacts-growing-toll.html> [consulté le 14/12/2015]

The New York Times (Gittleman J.), *U.N. Report Accuses Rwanda of Training Rebels to Oust Burundian Leader*, 04/02/2016, <http://www.nytimes.com/2016/02/05/world/africa/un-report-accuses-rwanda-of-training-rebels-to-oust-burundian-leader.html> [consulté le 26/07/2016]

The New York Times (Cumming-Bruce N.), *U.N. Group Accuses Burundi Leaders of Crimes Against Humanity*, 04/09/2017, <https://www.nytimes.com/2017/09/04/world/africa/burundi-human-rights-united-nations.html> [consulté le 08/06/2018]

The New Yorker (Verini J.), *On the Run in Burundi*, 27/04/2016, <http://www.newyorker.com/news/news-desk/on-the-run-in-burundi> [consulté le 26/07/2016]

The Telegraph (Laing A.), *British UN envoy warns of 'possible genocide' in Burundi*, 13/11/2015, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/burundi/11993785/British-UN-envoy-warns-of-possible-genocide-in-Burundi.html> [consulté le 14/12/2015]

The Washington Post (Cronin-Furman K., Broache M.), *Should we be using the G-word in Burundi?*, 15/11/2015, <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2015/11/15/should-we-be-using-the-g-word-in-burundi/> [consulté le 14/12/2015]

The Washington Post (Bouka Y., Jackson S.), *Burundi votes tomorrow on controversial constitutional amendments. A lot is at stake*, 16/05/2018, <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2018/05/16/burundi-votes-tomorrow-on-controversial-constitutional-amendments-a-lot-is-at-stake/> [consulté le 08/06/2018]

TV5Monde (Vaillant F.), *Burundi : épidémie de disparitions forcées*, 03/09/2016, <http://information.tv5monde.com/afrique/burundi-epidemie-de-disparitions-forcees-110989> [consulté le 26/07/2016]

United Kingdom Home Office, *Foreign travel advice. Burundi*, 25/04/2018 [Still current at: 08/06/2018], <https://www.gov.uk/foreign-travel-advice/burundi> [consulté le 08/06/2018]

United Nations Children's Fund (UNICEF) (Luthi E.), *Safe havens: Burundi's re-education centres protect formerly detained children*, 28/07/2016, https://www.unicef.org/infobycountry/burundi_92030.html [consulté le 31/03/2017]

United Nations Children's Fund (UNICEF), *Burundi Humanitarian Situation Report*, 31/01/2017, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Burundi%20Humanitarian%20SitRep%20-%202031%20January%202017_0.pdf [consulté le 31/03/2017]

United Nations Geospatial Information Section, *BURUNDI. Map No. 3753 Rev. 9*, 02/2016, <http://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/burundi.pdf> [consulté le 08/06/2018]

United Nations Human Rights Council, *Présentation orale par M. Doudou Diène de la Commission d'enquête sur le Burundi à la 37ème session du Conseil des droits de l'homme*, 13/03/2018, <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=22814&LangID=F> [consulté le 08/06/2018]

United Nations News Centre, *Burundian authorities 'shut doors' to engagement, cooperation – Security Council told*, 09/03/2017, <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=56325#.WMJ-nbd0zm> [consulté le 31/03/2017]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR) (Pflanz M.), *Les réfugiés burundais témoignent de nouvelles exactions*, 26/04/2016, <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2016/4/571f26046/refugies-burundais-temoignent-nouvelles-exactions.html> [consulté le 26/07/2016]

United Nations Office of the High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Burundi Situation. UNHCR Regional Update #33*, 01/2017, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/53776> [consulté le 31/03/2017]

United Nations Population Fund (UNFPA), *Enfants et Jeunes, épanouis au sortir des camps d'étés*, 05/09/2016, <http://burundi.unfpa.org/node/4162> [consulté le 31/03/2017]

United Nations Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association, *Burundi: Des experts de l'ONU tirent la sonnette d'alarme face à la répression croissante des ONG et des défenseurs des droits humains*, 06/02/2017, <http://freeassembly.net/news/burundi-repression-civil-society-francais/> [consulté le 31/03/2017]

United States Department of State (USDOS), *2016 Country Reports on Human Rights Practices - Burundi*, 03/03/2017, <http://www.refworld.org/docid/58ec8a6013.html> [consulté le 08/06/2018]

United States Department of State (USDOS), *2017 Trafficking in Persons Report - Burundi*, 27/06/2017, <http://www.refworld.org/docid/5959ecf83.html> [consulté le 08/06/2018]

United States Department of State (USDOS), Bureau of Consular Affairs, *Burundi Travel Advisory*, 10/01/2018, <https://www.hrw.org/news/2017/12/13/burundi-rights-defender-detained> [consulté le 08/06/2018]

United States Department of State (USDOS), *Country Reports on Human Rights Practices for 2017 – Burundi*, 20/04/2018, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2017&dliid=276975> [consulté le 08/06/2018]

- United States Department of the Treasury, *Treasury Sanctions Four Burundian Individuals*, 18/12/2015, <https://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/jl0310.aspx> [consulté le 26/07/2016]
- Vandeginste S., *Briefing: Burundi's electoral crisis – Back to power-sharing politics as usual?*, in *African Affairs*, 17/08/2015, [https://www.uantwerpen.be/images/uantwerpen/container2143/files/DPP%20Burundi/Elections/2015/Rapports%20d'observation%20et%20analyses/African%20Affairs%20\(Lond\)-%202015%20-%20Vandeginste%20-%20Burundi%20Briefing.pdf](https://www.uantwerpen.be/images/uantwerpen/container2143/files/DPP%20Burundi/Elections/2015/Rapports%20d'observation%20et%20analyses/African%20Affairs%20(Lond)-%202015%20-%20Vandeginste%20-%20Burundi%20Briefing.pdf) [consulté le 14/12/2015]
- Voice of America (VOA), *Le Burundi toujours dans l'impasse malgré une apparente accalmie*, 13/04/2016, <http://www.voafrique.com/a/burundi-toujours-impasse-malgre-apparente-accalmie/3283648.html> [consulté le 26/07/2016]
- Voice of America (VOA), *Moins de 50 observateurs déployés par l'Union Africaine au Burundi*, 23/06/2016, <http://www.voafrique.com/a/moins-de-50-observateurs-deployes-par-union-africaine-burundi/3389322.html> [consulté le 26/07/2016]
- Voice of America (VOA) (Nkurunziza C.), *L'insécurité alimentaire frappe toujours le Burundi*, 02/02/2017, <http://www.voafrique.com/a/l-insecurite-alimentaire-frappe-toujours-le-burundi/3703573.html> [consulté le 31/03/2017]
- Voice of America (VOA) (Yusuf M.), *Burundi Authorities Claim to Have Freed 2,000 From Prison*, 02/02/2017, <http://www.voanews.com/a/burundi-prisoner-release/3703481.html> [consulté le 31/03/2017]
- Voice of America (VOA) (Nkurunziza C.), *La hausse du prix des denrées alimentaires devient intenable au Burundi*, 14/02/2017, <http://www.voafrique.com/a/la-hausse-du-prix-des-denrees-alimentaires-devient-intenable-au-burundi/3724062.html> [consulté le 31/03/2017]
- Voice of America (VOA) (Nkurunziza C.), *Augmentation du prix de l'électricité au Burundi*, 14/12/2017, <https://www.voafrique.com/a/augmentation-du-prix-de-l-electricite-au-burundi/4163659.html> [consulté le 08/06/2018]
- Voice of America (VOA), *Quarante-deux opposants arrêtés depuis décembre au Burundi*, 18/01/2018, <https://www.voafrique.com/a/referendum-constitutionnel-burundi-42-opposants-arretes-decembre/4213698.html> [consulté le 08/06/2018]
- Voice of America (VOA), *Huit arrestations pour avoir prévu de perturber "par les armes" le référendum au Burundi*, 20/04/2018, <https://www.voafrique.com/a/huit-arrestations-pour-avoir-pr%C3%A9vu-de-perturber-par-les-armes-le-r%C3%A9f%C3%A9rendum-au-burundi/4357931.html> [consulté le 08/06/2018]
- Voice of America (Yusuf M.), *Burundi Visitor Logbooks Still Required 3 Years After Unrest*, 22/05/2018, <https://www.voanews.com/a/burundi-visitor-logbooks-still-required-three-years-after-unrest/4405092.html> [consulté le 08/06/2018]
- War Is Boring (Dörrie P.), *As Bodies Pile Up on the Streets, Burundi's Regime Breaks Out Genocidal Rhetoric*, 12/11/2015, <http://warisboring.com/articles/as-bodies-pile-up-on-the-streets-burundis-regime-breaks-out-genocidal-rethoric/> [consulté le 14/12/2015]
- World Food Programme (WFP), *Food Rations For Refugees In Rwanda Are Reduced Amidst Funding Shortfalls*, 11/01/2018, <http://www.wfp.org/news/news-release/food-rations-refugees-rwanda-are-reduced-amidst-funding-shortfalls> [consulté le 08/06/2018]
- World Policy (Rugero R.), *Civil War: Unlikely in Burundi*, 09/12/2015, <http://www.worldpolicy.org/blog/2015/12/09/civil-war-unlikely-burundi> [consulté le 14/12/2015]
- Xinhua, *La police rwandaise intercepte douze Burundais soupçonnés d'être victimes de trafic humain*, 25/01/2017, http://french.china.org.cn/foreign/txt/2017-01/25/content_40173806.htm [consulté le 31/03/2017]